

Chapitre 12:

À l'abîme: les crises des années 1930.

La crise économique des années 1930 bouleversa tout l'équilibre européen, tant économique que diplomatique. Contrairement à celle de la fin du XIXe siècle comme à celle des années 1970, ce fut une crise importée, née des problèmes internes de la première économie mondiale, l'économie américaine: surproduction agricole, excès de la spéculation, consommation trop étroitement liée à l'état général de l'économie en l'absence de tout système redistributeur de richesse¹. Qu'elle ait fait tant de ravages en Europe, par le biais de retraits massifs de capitaux américains et de l'effondrement des exportations aux États-Unis, est la preuve que les puissances du vieux monde étaient déjà extrêmement dépendantes du nouveau, bien plus qu'on ne l'imaginait en France notamment. Mais l'égoïsme dont l'Amérique fit preuve contribua à l'aggraver dans le monde entier: il n'y eut aucune concertation internationale, le gouvernement américain renforça la législation protectionniste, et surtout en 1933 le président Roosevelt prit la décision de dévaluer le dollar de 40%, ce qui rendit les produits américains meilleur marché à l'exportation, donc mit en difficulté les industriels européens. Bref, **l'Europe en général et la France en particulier subirent la crise sans avoir aucune prise sur les événements.**

La crise toucha la France assez tard et de manière progressive, moins fort que les États-Unis et l'Allemagne (moins fort aussi que la crise de 1846-1848), mais plus durablement; il n'y eut pas de rémission au milieu de la décennie comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, et en 1938 la production n'avait toujours pas retrouvé le niveau de 1930. Surtout, **le marasme économique dégénéra presque immédiatement en une très grave crise politique.** Cette crise n'emporta pas le régime comme en Allemagne (il fallut pour cela la défaite militaire de mai-juin 1940), mais elle fragilisa grandement une IIIe République impopulaire depuis ses origines, qui n'avait eu dix ans de répit dans les années 1920 que grâce à la victoire, puis à la prospérité économique de l'après-guerre. Il est vrai qu'elle en avait vu d'autres, depuis le boulangisme... Dès que le pays affronta de nouveau des problèmes sérieux, **les tares du régime réapparurent en pleine lumière:** menées par des gouvernements instables, défendues par des personnalités ternes (à l'exception de Tardieu et de Blum), les politiques économiques successives, hésitantes et souvent incohérentes, ne firent qu'entretenir la crise; le manque de culture économique de la classe politique se révéla désastreux, à droite

¹ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 3.

comme à gauche — la France n'a pas eu de Roosevelt¹. De plus, si aux États-Unis **la crise** a finalement plutôt contribué à renforcer les institutions et la foi en la démocratie, dans notre pays elle **se traduisit par un renforcement des courants extrémistes**, à droite (les diverses ligues et autres formations plus ou moins fascistes) comme à gauche (le Parti communiste, malgré la conversion tactique et momentanée de ses dirigeants à la défense de la démocratie contre le fascisme entre le printemps 1934 et août 1939).

Dans l'ensemble donc, **une période passablement sinistre**: une atmosphère de plus en plus lourde, tant à l'intérieur (le débat politique descendit à des niveaux de bassesse et d'hystérie jamais atteints auparavant, ni depuis à l'exception de la période du régime de Vichy) qu'à l'extérieur, avec des bruits de bottes de plus en plus insistants en provenance d'outre-Rhin; l'impression de plus en plus largement répandue que le pays et le monde allaient inéluctablement à la catastrophe; et les rares tentatives pour freiner cette évolution, comme le Front populaire, se soldèrent par des échecs. Et pourtant, **une période extrêmement riche** sur le plan culturel (Céline, Bernanos, Claudel, Aragon, Mauriac, Picasso, Matisse, Poulenc...), sur le plan aussi de l'expérience politique: ce fut en référence aux leçons des événements traumatisants des années 1930, dont la mémoire est restée très forte jusque dans les années 1980, que le pays se reconstruisit après la tourmente de la guerre et l'intermède de Vichy, tant du point de vue économique et social (la référence à l'expérience du Front populaire fut essentielle pour les réformateurs de l'après-guerre) que politique (l'élimination de l'extrême-droite pour une génération, l'affaiblissement durable de la droite, le triomphe définitif de l'idée républicaine; mais aussi le ratage de la IV^e République, tentative maladroite de réforme des institutions dans le cadre d'un parlementarisme inefficace, mais que les attaques que lui avaient prodiguées l'extrême-droite dans les années 1930 avait rendu presque intouchable).

I-Les effets de la crise économique mondiale.

A) L'approche de la crise.

La crise économique arriva tardivement en France, à la fin de l'année 1930; fin 1929, la prospérité était à son apogée, et le "jeudi noir" de Wall Street ne fut pas ressenti en France comme un tournant historique — on le prit pour un événement purement américain:

¹ Il est vrai que la réussite du *new Deal* en matière économique est elle-même assez problématique — voyez *ibidem*.

une correction des excès spéculatifs des années 1920, un accident conjoncturel comme il s'en était déjà produit maintes fois sans conséquences à long terme, par exemple en 1907¹. L'excédent budgétaire atteignait quatre milliards de francs; les stocks d'or de la Banque de France s'accroissaient régulièrement. Le chômage était à peu près nul (il y avait douze mille chômeurs recensés en décembre 1930 — selon des critères il est vrai bien plus étroits qu'aujourd'hui). Les salaires avaient donc tendance à augmenter, puisqu'il y avait pénurie de travailleurs, même si le patronat, pour limiter ces tensions sur le marché de l'emploi, avait recours à l'immigration (voyez au chapitre 11). De ce fait la consommation était euphorique, ce qui contribuait à la bonne santé du secteur productif. Toutes les branches de l'économie progressaient, à l'exception de l'agriculture.

En fait, **c'étaient paradoxalement les archaïsmes de l'économie française qui la protégeaient momentanément de la crise.** Le commerce extérieur jouait un rôle assez faible: l'économie française était moins extravertie que celles du Royaume-Uni et de l'Allemagne, ce qui fit que les entreprises françaises furent moins vite touchées par les effets de l'effondrement de la consommation aux États-Unis et par ceux des dévaluations "compétitives" des monnaies anglo-saxonnes². Le protectionnisme forcené de la IIIe République empêcha la baisse des prix mondiaux, notamment agricoles, de se répercuter immédiatement. Mais à terme, une économie introvertie croît toujours moins vite qu'une économie extravertie³, car depuis l'Antiquité le commerce a toujours été une activité plus rentable que l'extraction ou la production, et le marché français était de taille réduite. De même, il y avait peu d'investissements américains en France et les entreprises françaises dépendaient peu des banques, nationales ou étrangères, et de la Bourse, car elles avaient largement recours à l'autofinancement: de ce fait, elles furent peu affectées par les faillites en chaîne qui se succédèrent aux États-Unis, puis en Europe centrale, et les retraits de capitaux américains; mais à terme, toute entreprise a besoin de capitaux pour se développer, et le système bancaire français n'y suffisait plus. Le sous-peuplement relatif de notre pays, et le manque de jeunes, protégeaient momentanément du chômage, mais à terme ces facteurs représentaient une menace pour la consommation et pour le dynamisme de l'économie en général. Seuls facteurs réellement positifs, dans les années 1920 la France n'avait pas connu

¹ En octobre 1987, donc après la fin de votre programme, de nouveau il a eu un très grave krach à Wall Street, mais il n'a pas eu de conséquences économiques notables à long terme. Qu'un krach débouche sur une crise économique mondiale est plutôt l'exception que la norme, contrairement à ce que la mémoire hypertrophiée de celui de 1929 tendrait à faire croire aujourd'hui.

² Pour une définition de cette expression voyez le cours de Relations internationales, à la fiche E1.

³ Sauf dans le cas d'un pays-continent comme les États-Unis, dont le marché se suffit à peu près à lui-même. Sauf peut-être aussi dans le cas d'une économie en phase de décollage, qui peut avoir besoin d'une protection face à la concurrence internationale pour se constituer une base industrielle (encore que l'expérience d'un grand nombre de pays du tiers-monde entre 1950 et 1980 semble indiquer que les effets négatifs d'une telle protection dépassent souvent les effets positifs — voyez le cours de Relations internationales, à la fiche E3); mais en 1930 ce n'était plus le cas de la France.

les mêmes excès spéculatifs que l'Amérique; et grâce aux mesures prises par Poincaré en 1926-1928, le système monétaire et financier était sain.

Des **facteurs conjoncturels** jouèrent aussi. Une série de commandes publiques passées en 1928-1929 dans l'euphorie de la prospérité (et dans le contexte de la dernière campagne électorale en date) fournissaient de l'emploi et des débouchés à certains secteurs de l'économie qui, sinon, eussent commencé à s'essouffler à cause de la fin de la reconstruction: c'était le cas notamment du bâtiment et la sidérurgie, grâce à la loi Loucheur sur les habitations à bon marché et à la construction de la ligne Maginot. La mauvaise récolte de 1930 maintint les prix agricoles à un niveau élevé; surtout, la dévaluation de 1928, qui avait abouti à une sensible sous-évaluation du franc, permettait aux produits français d'être très compétitifs à l'exportation, tant que les autres monnaies ne furent pas dévaluées à leur tour. Tout cela contribuait à camoufler momentanément les inconvénients d'une faible productivité due à des structures économiques archaïques. Des industries comme le textile, pourtant en retard, bénéficièrent même de la crise américaine dans un premier temps: comme de nombreuses entreprises d'outre-Atlantique firent faillite pour des raisons purement financières, c'est-à-dire sans que la qualité ni la rentabilité de leur production ne fût en cause, les entreprises françaises gagnèrent des parts de marchés sans avoir à faire d'efforts pour améliorer leur compétitivité. Par ailleurs, lorsque commença la tourmente monétaire dans les autres grands pays, des capitaux flottants viennent se réfugier en France, pays dont la monnaie forte et la gestion budgétaire rigoureuse inspiraient confiance; mais c'étaient par nature des capitaux fort instables.

Politiquement, le pays était calme en apparence; pourtant on sentait la situation se tendre et "pourrir" peu à peu. En 1931 le radical **Doumer** remplaça le radical Doumergue à la présidence de la République; c'était un ancien ministre des Finances et un ancien gouverneur général de l'Indochine française, un politicien de second rang pour qui la présidence de la République représentait un bâton de maréchal, après celle du Sénat, dans la plus exaltante tradition républicaine. Il fut assassiné par un Russe blanc déséquilibré entre les deux tours des législatives de 1932¹. Le "modéré"² Albert **Lebrun** (1871-1950) lui succéda: c'était lui aussi un "colonial"³, il avait été ministre des Colonies; il avait succédé à Doumer à la présidence du

¹ L'assassin fut condamné à mort, bien que la peine de mort pour motifs politiques eût été abolie depuis 1848; comme le meurtre n'avait pas de motif ouvertement politique, on affecta de le considérer comme un crime "ordinaire". L'assassin de Carnot, Caserio, qui avait agi pour des motifs hautement politiques, avait été condamné à mort lui aussi, en août 1894, au motif que l'anarchisme n'était pas une doctrine politique digne de ce nom.

² L'intitulé exact de son groupe parlementaire était: "les républicains de gauche".

³ On était dans les années de la grande Exposition coloniale de 1931 — voyez le chapitre 14.

Sénat en 1931; c'était une personnalité encore plus effacée si possible¹. En politique étrangère, les conceptions de Briand semblaient triompher. La majorité de centre-droit élue en 1928 demeurait stable, même si depuis le retrait de Poincaré en juillet 1929 les ministères ne l'étaient guère (il y en eut neuf en trois ans, ce qui faisait beaucoup même pour la IIIe). Une nouvelle génération d'hommes politiques était en train de prendre le relais de l'ancienne (Briand mourut en 1932, Poincaré en 1934). Parmi ces hommes neufs, il faut surtout retenir les noms de Tardieu et de Laval.

André **Tardieu** (1876-1945) occupa le poste de président du Conseil à trois reprises, durant trois mois, neuf mois et deux mois et demi respectivement. Issu de la grande bourgeoisie, normalien, journaliste de son état (au *Temps*, le journal "de référence" de l'époque, en comparaison duquel *Le Monde* est un tabloïd olé-olé), il était devenu ministre en 1926: une carrière politique assez tardive, donc. Il n'aimait guère les institutions parlementaires, le Sénat notamment qu'il tenait pour l'incarnation de l'"individualisme négatif" du régime, et qui avait renversé l'un de ses gouvernements; il rêvait d'un système où l'équilibre des pouvoirs fût mieux assuré, à l'américaine. Il avait aussi quelques sympathies pour Mussolini, l'homme qui avait tordu le cou aux révolutionnaires italiens et qui "faisait arriver les trains à l'heure"; elles n'avaient rien d'exceptionnel dans les droites modérées de l'époque — en Grande-Bretagne, Winston Churchill n'en était pas exempt non plus; *Le Temps* faisait l'éloge du régime mussolinien pour son "modernisme" et son dynamisme. Ces faiblesses pour Mussolini en tant qu'homme d'ordre n'impliquaient pas forcément une adhésion à la vision fasciste du monde: en fait, les droites de l'époque ne percevaient pas l'originalité du régime italien par rapport aux autres régimes "forts" d'Europe; entre autres, le *Duce* était perçu comme moins réactionnaire que Salazar, le premier ministre maurrassien du Portugal. Tardieu rêvait aussi pour la France d'une modernisation du système des partis, d'un *two-party system* à l'américaine. Il rêvait de se rassembler sous ses ordres un grand parti "modéré" qui eût rassemblé la droite républicaine, à peu près inorganisée à l'époque, et une partie des radicaux, en face peut-être d'un autre grand parti rassemblant les autres radicaux et les socialistes — mais il tenait la gauche pour incapable d'assurer la gestion du pays, ce qui rendait ses rêves bipartisans quelque peu bancaux. Il comprenait la nécessité de réformes et n'y était pas hostile, pourvu qu'elles ne touchassent pas aux fondements de la société (lors de son passage aux affaires, il fit voter une loi sur les assurances sociales).

Il tenta de mener une action politique à l'américaine, ce qui inquiéta rapidement ses collègues, toujours inquiets d'une résurgence du "bonapartisme" ou d'un possible

¹ Il fut réélu en 1939, car l'heure n'était plus aux querelles politiques, et il ne gênait vraiment personne — entre autres choses, il avait stoïquement supporté le Front populaire dont il détestait le programme; en revanche, il fit pâle (quoique digne) figure aux heures sombres du printemps 1940.

boulangisme. Il multipliait les promesses plus ou moins démagogiques; Léon Daudet, qui craignait cet homme de droite capable de donner un souffle nouveau à la République, l'appelait "le mirobolant". Il en appelait au peuple contre les hommes politiques; cela le conduisit à financer des ligues hostiles au régime parlementaire, notamment les Croix de Feu qui soutinrent ses gouvernements. Lorsqu'il se trouva écarté du pouvoir après 1932 (à l'exception d'un bref retour aux affaires dans le cabinet Doumergue d'union nationale après le 6 février 1934), ce qu'il interpréta comme le résultat d'un complot, il connut une dérive franchement antirépublicaine et fascisante: ainsi à partir de 1936 il collabora à l'hebdomadaire *Gringoire*, de sinistre mémoire (voyez plus bas). Puis, à la fin de la décennie, des troubles mentaux l'éloignèrent de la politique, lui épargnant sans doute un destin semblable à celui de Laval — contrairement à ce dernier, il mourut dans son lit.

Pierre Laval (1883-1945) était d'extraction modeste: c'était le fils d'un cafetier auvergnat. Avocat de formation, il était entré en politique en 1913 comme député socialiste. Il fut battu aux législatives de 1919, mais réélu à celles de 1924; en 1923 il devint maire d'Aubervilliers, une commune très ouvrière de la proche banlieue parisienne. Il conserva longtemps une étiquette de "socialiste indépendant", dont on savait depuis Millerand et Briand qu'elle allait fort décorativement à des hommes du centre-droit. Il fut ministre dans divers cabinets entre 1925 et 1930; puis il dirigea trois gouvernements successifs entre janvier 1931 et février 1932. Il redevint président du Conseil en 1935, mais "tomba" dès janvier 1936, c'est-à-dire avant la victoire du Front populaire. Contrairement à Tardieu, c'était alors un homme du marais, qui s'accommodait fort bien du régime: rien à voir avec ce qu'il devint à l'époque du régime de Vichy.

Ces deux hommes avaient par force moins d'autorité que la génération des "pères la victoire" auxquels ils succédaient. Et puis l'un et l'autre avaient exécrable réputation: Laval, qui s'était enrichi spectaculairement au cours de sa carrière politique, passait pour corrompu; quant à Tardieu, l'homme des milieux d'affaires, la presse de gauche le caricaturait en requin ou en brochet, le dénonçait comme un affairiste. Les attaques personnelles incessantes contre les *leaders* de la majorité rendaient toute solidarité nationale impossible face aux périls qui s'accumulaient — tout comme leur propre suffisance, leur tendance à dénier à la gauche toute compétence pour gérer les affaires publiques, et leur inconscience quant à la situation économique. Le niveau du débat politique s'affaissait lentement, la presse était de plus en plus agressive. Divers **scandales** politico-financiers ajoutaient à la lourdeur de l'atmosphère. En 1928, il y avait eu l'affaire **Marthe Hanau**: directrice de la *Gazette du franc*, elle avait escroqué la coquette somme de cent millions de francs à des petits porteurs auxquels elle avait fait des promesses fallacieuses. La même année, l'écrivain et cinéaste Marcel Pagnol (1895-1974) avait donné une pièce à succès sur le thème de la corruption: *Topaze* — elle fut beaucoup jouée dans les années 1930. En décembre 1930, la banqueroute de la banque Adam,

ruinée par l'escroc **Oustric**, provoqua la chute du deuxième gouvernement Tardieu, le garde des Sceaux ayant été compromis dans l'affaire.

Les gouvernements de la période 1929-1932 **ne prirent aucune mesure pour préparer le pays** à l'arrivée de la crise — la France allait bien, et puis personne n'imaginait que les ennuis de l'Amérique allaient avoir de telles conséquences en Europe. La pression fiscale diminuait, essentiellement celle sur la propriété foncière et immobilière et sur les bénéfiques industriels; en revanche, les salaires étaient toujours aussi lourdement imposés. Quelques mois plus tard, il fallut augmenter les impôts en catastrophe... en s'attaquant en priorité aux revenus des salariés, sous prétexte de ne pas étrangler les entreprises! En revanche, toute une série de dépenses publiques engagées à la fin des années 1920, et auxquelles il n'était pas question de toucher avant les législatives de 1932, pesaient dangereusement sur le budget au moment où l'activité économique commençait à se ralentir: les assurances sociales instituées en 1928 commençaient à fonctionner, en attendant les effets des largesses de 1930; conséquences de lois votées en 1927-1928, l'enseignement secondaire devint progressivement gratuit entre 1930 et 1933. La ligne Maginot aussi coûtait cher, tout comme le soutien aux prix agricoles lorsque la concurrence étrangère commença à se faire sentir, à partir de 1931. En mars 1932, c'est-à-dire en pleine crise déjà, mais à deux mois des législatives, la majorité parlementaire engagea même de nouvelles dépenses, au montant imprévisible, en votant une loi sur les allocations familiales... Tout cela n'était pas forcément une mauvaise chose si cela conduisait à réduire la pauvreté et à soutenir la croissance, mais cela ne s'inscrivait dans aucun plan cohérent de lutte contre la crise, et pour compenser ces dépenses irréfléchies, après les législatives les gouvernants se sentirent obligés de faire des économies (voyez plus bas): l'opinion se sentit flouée, ce qui contribua à l'impopularité croissante du régime.

B) L'arrivée de la crise, les réactions jusqu'en 1936.

Certains indicateurs passèrent au rouge très tôt, sans que personne s'en rendît compte: les politiciens et l'opinion publique s'intéressaient peu aux statistiques, il faut dire que les chiffres disponibles étaient imprécis et peu fiables. Dès 1929 le textile et l'automobile étaient en difficulté, dès 1930 la production de fonte et d'acier s'orienta à la baisse, indices d'un **retournement conjoncturel** indépendant des événements américains, mais qui sans ceux-ci n'aurait pas forcément dégénéré en crise grave. Le nombre de chômeurs recensés s'éleva à cinquante mille au printemps 1931, à cent quatre-vingt dix mille à la fin de l'année...

La crise économique mondiale atteignit d'abord la France par le biais du **commerce extérieur**: celui-ci connaissait des difficultés croissantes à cause du marasme qui frappait nos principaux partenaires (au total, les échanges diminuèrent d'un tiers entre 1929 et 1934: les exportations se contractèrent de 43% et les importations de 13%). L'économie française avait beau être relativement introvertie, elle était tout de même l'une des plus développées du monde, et de ce fait elle avait besoin de partenaires; la crise l'en priva. Puis ce fut la faillite du *Creditanstalt* de Vienne, qui entraîna l'effondrement du crédit en Europe centrale, puis **l'effondrement de toute l'économie du Reich**. En juin 1931 il fallut accorder (de mauvais gré) un moratoire sur les réparations allemandes, le **moratoire Hoover**; à l'expiration de ce moratoire en juin 1932, une conférence réunie à Lausanne procéda à l'annulation de la dette allemande moyennant le paiement en 1935 d'un reliquat de trois milliards de marks, une disposition que Hitler refusa d'appliquer. Or, bien entendu, les revenus des réparations allemandes avaient été intégrées d'avance au budget de l'État...¹ Enfin, en septembre 1931, la **dévaluation du sterling**, qui se traduisit immédiatement par une perte de compétitivité de vingt à trente pour cent pour les exportations françaises, représenta une catastrophe pour notre commerce extérieur (la balance des paiements devint déficitaire dès la fin 1931); elle entraîna immédiatement une fuite des capitaux qui compromit l'investissement et la solidité du système financier (cent dix-huit banques firent faillite en 1931). Ce fut cet événement qui marqua véritablement l'entrée dans une crise grave et durable: en sept mois la production industrielle recula de 17% et le nombre de chômeurs tripla.

La chute des exportations, alors que les importations étaient plutôt stimulées par la baisse des prix dans de nombreux pays, plongea l'**industrie** dans le marasme. La production industrielle globale baissa de 17,5% en 1931, celle d'acier de 29%. Les faillites industrielles augmentèrent de 60%. L'industrie textile fut la plus éprouvée, surtout la laine et la soie: dans ce secteur les prix de gros baissèrent de 46% entre 1929 et 1934. En revanche les prix de détail ne diminuèrent que de 20% en moyenne (pour l'ensemble de la production industrielle). La baisse des prix de gros ne permit même pas aux produits français de devenir compétitifs à l'extérieur, car le franc était bien trop fort par rapport au sterling et au dollar. Les secteurs de pointe en revanche résistèrent assez bien, notamment l'industrie automobile (malgré les difficultés passagères des années 1929-1930), qui demeura au second rang mondial, et l'industrie pétrolière qui continua à progresser.

L'**agriculture** fut touchée à son tour par la baisse des prix mondiaux, qu'il fallut bien laisser se répercuter en partie, et par le marasme de la consommation dans les villes à la suite

¹ En revanche les États-Unis n'accordèrent aucun moratoire sur la dette française à leur égard. La France tenta de négocier un ajournement; l'échec de ces négociations provoqua la chute du cabinet Herriot, en décembre 1932.

de la crise industrielle: une série de "bonnes" récoltes aidant, il y eut surproduction et les prix s'effondrèrent (le prix du blé baissa de 40% entre 1929 et 1934 — en 1938, il retrouva péniblement le cours de 1929 —; celui du vin, de 60%). À vrai dire, cette crise agricole eut quand même quelques avantages: forcés, mieux vaut tard que jamais, d'abaisser leurs coûts, les paysans français durent améliorer la productivité de leurs entreprises, notamment en les motorisant un peu. Les exploitations les plus petites et les moins rentables fermèrent (cela dit, il en restait pas mal); la moyenne propriété se renforça. Corrélativement, la population active paysanne, pléthorique malgré les antiennes officielles selon lesquelles l'agriculture "manquait de bras", diminua de près de cinq cent mille personnes; mais l'exode rural ne s'accéléra pas pour autant, car il n'y avait point de travail en ville, du coup les problèmes sociaux à la campagne ne s'arrangèrent pas. Dans certaines régions, la spécialisation progressa: les produits des vergers de la basse vallée du Rhône s'exportaient jusqu'en Grande-Bretagne..

Cette **hausse** bienvenue **de la productivité** se fit sentir aussi, pour les mêmes raisons, dans l'industrie et dans le secteur minier. Par ailleurs la crise économique entraîna, dans le textile en particulier, un mouvement de **concentration de l'activité**; dans l'industrie et aussi dans le secteur de la distribution, les grandes entreprises résistèrent mieux que les petites, le patronat ancien (les Schneider, les de Wendel) mieux que les parvenus de la grande guerre comme André Citroën (1878-1935), dont l'usine, mise en liquidation judiciaire en 1934, fut absorbée par Michelin qui était déjà son principal actionnaire¹. Ces deux évolutions étaient positives à long terme, mais dans l'immédiat elles se traduisaient surtout par des pertes d'emploi.

L'État fut forcé de réagir — on n'était plus sous Louis-Philippe. D'une part, il était plus présent dans l'économie (voyez au chapitre 11); il avait même déjà commencé à se mêler de production, dans certains domaines bien précis et stratégiques comme les potasses d'Alsace (récupérées en 1919, durement touchées dans les années 1930 par le marasme de la chimie en France et en Allemagne) et le pétrole. D'autre part, la diminution des recettes fiscales affecta sensiblement un budget déjà mis à mal par la défaillance de l'Allemagne. Surtout, la population désormais attendait de l'État qu'il assumât toute une série de missions d'ordre social que la crise rendait plus urgentes: depuis les années 1900, peu à peu la France était entrée dans la logique de l'État-providence.

¹ L'année de sa faillite, en 1934, Citroën lança encore la célèbre "traction avant"; plus tard, en 1937, ce fut la "2CV", prototype des voitures populaires de l'après-guerre — "CV" se lit "chevaux", il s'agit de "chevaux fiscaux", qui étaient une unité de mesure de la puissance du moteur.

Mais les dirigeants ne sut pas le comprendre, ni prendre en compte les attentes des Français; ils réagirent aussi maladroitement que l'avaient fait Hoover aux États-Unis et Brüning en Allemagne — dépourvus de toute culture économique, ces hommes du centre-droit, proches des milieux d'affaires pour nombre d'entre eux (dont Tardieu), réagirent en appliquant les recettes éculées d'un "bon sens" anachronique, mais qui dans l'immédiat ne risquait de fâcher ni leur clientèle électorale, la classe moyenne facilement affolée par les audaces en matière de gestion, ni leurs bailleurs de fonds. Ils menèrent pour l'essentiel, à quelques contradictions près dues aux nécessités électorales (j'ai évoqué plus haut leurs largesses du début 1932), **une politique typiquement déflationniste**, dans la droite ligne du XIXe siècle, négligeant le fait que dans un pays désormais relativement riche la croissance dépendait de plus en plus de la consommation des ménages, et non plus comme au siècle précédent de l'équipement du pays (les chemins de fer, le bâtiment) et des entreprises. C'était que ces phénomènes étaient récents: on sortait tout juste des temps de la pénurie et de l'autoconsommation; aussi **les hommes au pouvoir raisonnaient exclusivement en termes de production**, ils essayaient avant tout de maintenir les bénéfices des producteurs, sans se poser la question de savoir qui allait pouvoir acheter leurs produits.

Et puis peu de gens avaient conscience de la gravité de la crise: **tout le monde**, sauf les communistes, l'extrême-droite et certains socialistes, **raisonnait sur une crise brève**, comparable à celles du XIXe siècle ou à celle de 1920-1921: on attendait que le jeu des "lois naturelles" de l'économie aboutît de lui-même au retour de la prospérité mise à mal par les "excès" (d'après les économistes libéraux, c'était la fonction même des crises économiques), c'est-à-dire la folie spéculative de l'Amérique; ce qui, au passage, fournissait matière à des couplets indignés contre les excès du capitalisme industrialo-financier spéculatif et apatride, et à de vibrants appels au retour aux saines traditions nationales, dans la droite ligne du père Méline — en attendant Vichy. Le patronat français, bien à l'abri derrière la ligne Maginot du protectionnisme et terrorisé à l'idée d'avoir à moderniser son outil et ses méthodes de travail, bref d'avoir à travailler pour gagner son pain, applaudissait. Le personnel politique de centre-droit mit plusieurs années à comprendre que la crise en cours était d'un type nouveau, une crise mondiale qui s'entretenait et s'aggravait d'elle-même, et aussi que son coût social était si élevé qu'elle pouvait bien déboucher sur une crise de société et sur une crise politique qui emporterait tout ensemble l'économie, la société et les institutions: il fallut le désastre allemand pour qu'on commençât à en prendre conscience — et encore: nombreux étaient à droite et au centre ceux qui y voyaient la conséquence d'un complot communiste heureusement déjoué par Hitler, promu dernier rempart de l'ordre établi malgré des idées un peu échevelées en quelques matières...

Le problème, c'était que **la gauche n'y comprenait pas grand-chose non plus**. Les radicaux d'opposition étaient en économie sur la même ligne que la

majorité (c'était l'idéologie qui les portait à gauche, leur anticléricalisme notamment, le reste ne les intéressait guère). Les socialistes, même les plus modérés, étaient encore prisonniers d'une vision très manichéenne de la société, que l'échec du Cartel des Gauches n'avait fait que conforter (voyez au chapitre 11): ils rejetaient la totalité de la responsabilité de la crise sur le patronat et la bourgeoisie, forces mauvaises par nature et condamnées par le mouvement de l'Histoire, ce qui les dispensait de toute analyse en profondeur d'une situation à laquelle, de toute façon, ils voulaient mettre fin par de profondes réformes, par un changement de société — un changement qui se voulait pacifique et progressif, mais dont il se trouvait néanmoins que les Français, dans leur majorité, ne voulait pas: impasse idéologique dont l'alliance forcée avec les radicaux, au moment du Front populaire, et les hésitations de celui-ci (gérer la crise à court terme ou préparer le changement de société?), ne furent que la traduction politique. Quant aux communistes, logiques avec eux-mêmes, ils se réjouissaient de l'effondrement inéluctable du capitalisme à l'échelle mondiale, qu'ils attendaient depuis 1917, et attendaient les premières émeutes — ils ne changèrent d'avis qu'en 1934.

Il y avait bien sûr des exceptions, des hommes plus ouverts, notamment à droite Paul Reynaud (1878-1966), ministre des Finances puis des Colonies dans les gouvernements de l'époque (mais ses "amis" ne le laissèrent parvenir à Matignon qu'en mars 1940) et à gauche le jeune radical Pierre Mendès-France (1907-1982)¹; et aussi des structures apolitiques où, loin des passions et des contraintes électorales, s'élaborait une réflexion plus novatrice, comme le fameux groupe "**X-Crise**", formé de polytechniciens; mais on n'écoutait guère ces jeunes gens sans pouvoir, sans appuis, aux idées bizarres, aux raisonnements rébarbativement abstraits; ce ne fut qu'après-guerre qu'ils parvinrent à imposer leurs idées, leur analyse désormais rétrospective des erreurs de la décennie passée.

Il y eut d'abord une interminable période d'attentisme, qui dura jusqu'aux législatives de mai 1932. Celles-ci furent gagnées par la gauche, socialistes et radicaux; mais, comme en 1924, les premiers laissèrent les seconds gouverner, et Herriot, redevenu président du Conseil, appliqua, en fait, la même politique que Tardieu et Laval — sans les réformes sociales car il

¹ Dans la mémoire historique de la France, Reynaud et Mendès-France appartiennent, avec Caillaux notamment, à la catégorie des "grands visionnaires contrariés qui ont eu raison trop tôt et qu'on n'a pas laissés travailler", catégorie fort utile à l'exercice national de l'autoflagellation rétrospective (sur le thème: "il y a longtemps qu'on vous le disait"). On peut raisonnablement soutenir qu'ils appartiennent aussi à la catégorie des hommes bien intentionnés mais maladroits, brillants techniciens et politiciens médiocres, ce qui explique en bonne partie leur échec. Pour gouverner en démocratie, encore faut-il gagner les élections, se rendre populaire; le regret de la marginalisation des "économistes éclairés" par les "politiciens ignares" revient souvent à la nostalgie plus ou moins explicite d'un gouvernement des technocrates...

n'y avait plus d'argent dans les caisses. Lorsque la droite revint au pouvoir après le 6 février 1934, elle appliqua évidemment la même ligne...

L'objectif essentiel était d'"assécher" la masse monétaire en circulation afin de faire remonter les prix et de rétablir les marges bénéficiaires des entreprises¹. Dans ce but, les impôts furent relevés et entre 1932 et 1935 il y eut pas moins de **quatorze plans de réduction des dépenses publiques**. En 1934, le Parlement s'attaqua même à la retraite du combattant, qui fut rognée de 3% — à la fureur des ligues. Les mesures de déflation les plus extrêmes datent de l'été 1935: **Laval**, ayant obtenu les pleins pouvoirs économiques (une mesure de guerre en principe), imposa par **décrets-lois** une baisse de 10% sur tous les traitements, les rentes, les loyers et les pensions, et un relèvement des impôts; le tout accompagné d'une baisse autoritaire des prix du pain, du charbon, du gaz et de l'énergie, laquelle en revanche échoua — avec les effets qu'on imagine sur la campagne électorale du printemps suivant. À cette date le *New Deal* avait déjà deux ans... Les plus touchés furent les fonctionnaires, dénoncés par la droite et par une bonne partie de la presse comme des oisifs "budgétivores" responsables de la crise, mais dont on oublia au passage qu'ils étaient aussi des consommateurs, et des électeurs. L'embryon de protection sociale péniblement constitué durant les années 1920 fut remis en question aussi, dès la mi-1932; outre qu'elle n'était pas vraiment un luxe pour de nombreux Français, les gouvernants semblaient revenir, juste après les élections, sur les largesses consenties avant celles-ci, ce qui provoqua la fureur de l'opinion publique.

Les gouvernements prirent également des mesures de **soutien des prix**, au détriment toujours de la production et des échanges. À partir de novembre 1931 on releva les droits de douane sur les importations de blé et d'autres produits agricoles, ainsi que de nombreux produits industriels; à partir de décembre 1933, on multiplia les contingentements, les prohibitions, on se mit à inventer des pénalités pour "compenser" les dévaluations "déloyales" de nos concurrents, les subventions qu'ils accordaient à leur production. Ainsi, début 1936, le gouvernement interdit l'implantation en France de toute nouvelle usine de chaussures à capital étranger, une mesure dirigée contre l'entreprise tchécoslovaque Bata. En 1931 l'État, acheta et fit distiller une partie de la récolte de vin, fit arracher des vignes à ses frais²; il stocka du blé, fixa un cours minimum de cette céréale (dès 1933), ce qui n'était pas une mauvaise chose en soi; mais dans le même temps il ne fit rien pour encourager l'amélioration des rendements, car il craignait d'aggraver la surproduction. Tout cela aboutissait à décourager les exploitations et les entreprises les plus dynamiques et les plus modernes, à **favoriser les plus routiniers et les**

¹ Moins d'argent en circulation, donc des prix qui remontent à cause de la loi de l'offre et de la demande, des patrons qui gagnent plus d'argent donc qui peuvent investir davantage... Ces raisonnements sont explicités plus en détail pour l'exemple américain: reportez-vous au cours sur les États-Unis, au chapitre 3.

² Il y eut par ailleurs une campagne en faveur de la consommation de la "boisson nationale".

situations acquises (ainsi, pour protéger la boutique, on interdit la création de nouveaux magasins "uniprix", qui pratiquaient des marges plus raisonnables — c'était conforme à l'idéologie radicale, qui défendait les "petits" contre les gros). Dans le même esprit¹, on sauva à grands frais des entreprises en difficulté (la banque Adam, la Compagnie générale transatlantique, l'Aéropostale en mars 1931)². Les intermédiaires (dont les marges étaient intactes) s'en tirèrent mieux que les producteurs (dont l'activité diminuait) et que les consommateurs (dont les revenus baissaient à cause du chômage, de la hausse des impôts et des baisses de salaires); ce qui ne les empêchait pas de se plaindre, car malgré tout leur chiffre d'affaire diminuait avec le marasme de la consommation. Dans ces conditions, celle-ci ne pouvait pas reprendre, la production non plus; donc la crise ne pouvait que se perpétuer.

Par ailleurs, pour des raisons de prestige (ce qu'on appelait, dans le dialecte ministériel, "rétablir la confiance" — la confiance de qui?), le gouvernement s'obstina dans **une politique de défense à tout prix de l'équilibre budgétaire et de la parité-or du franc**, considérés comme les indices par excellence d'une gestion sérieuse et responsable des affaires. Le budget était en équilibre; la France, bonne ménagère, honorait ses dettes; le pays ne vivait pas à crédit comme une Américaine; l'avenir était préservé: tant pis pour les souffrances présentes... La monnaie tenait bon, l'or s'accumulait dans les coffres de la Banque de France, alors que les autres devises s'effondraient: cocorico! Tant pis pour les exportations, pour les capitaux qui fuyaient vers le Royaume-Uni (où l'activité reprenait) alors qu'en principe la "confiance" aurait dû les retenir... Le maintien d'un franc fort devint une sorte de mystique nationale, quelque chose d'aussi sacré que la Famille, la Propriété, l'Orthographe et la Ligne bleue des Vosges réunies. L'opinion publique était unanime à rejeter le principe d'une nouvelle dévaluation, qui eût été encore une spoliation des Français quelques années à peine après le "franc de quatre sous". Tout le personnel politique tenait pour le franc fort, par suivisme, paresse intellectuelle et manque de courage politique (il faut bien reconnaître qu'il y avait un sérieux problème à court terme: que se serait-il passé si les classes moyennes rentières et propriétaires avaient été ruinées d'un coup par une dévaluation? Peut-être la même chose qu'en Allemagne; mais l'attentisme n'était pas non plus une solution), sauf Reynaud que personne n'écoutait, et Blum qui dès 1934 condamna le « **fétichisme monétaire et budgétaire** » — on le traita d'irresponsable, et cela lui coûta très cher en 1936 en termes de marges de manœuvre.

À la conférence de Londres en juin 1933, la France proposa une stabilisation monétaire générale et une politique de réduction de la production à l'échelle mondiale pour

¹ Et aussi pour des raisons sociales (sauver des emplois) et "stratégiques".

² En 1933, l'État lança la Compagnie générale du Rhône, afin d'équiper en barrages le deuxième fleuve de France, pour le rendre navigable et développer l'hydroélectricité. Mais le projet était dans l'air depuis le début des années 1920: ce n'était pas un démarquage de la T.V.A. américaine.

soutenir les prix; après l'échec de la conférence, en juillet, elle tenta de regrouper autour d'elle un certain nombre de pays en un "**bloc-or**", syndicat des nations attachées au maintien de l'étalon-or et des parités fixées à la conférence de Gênes en 1922. Elle n'arriva à rallier que les pays du futur Benelux, la Suisse, l'Italie et la Pologne, plus évidemment ses propres colonies et protectorats¹; ce qui marquait bien les limites réelles de l'influence de la France en Europe et dans le monde à cette époque: le seul grand pays à la suivre fut l'Italie (mais, avant même qu'elle se rapprochât de l'Allemagne nazie, c'était un piètre partenaire économique car elle suivait la voie de l'autarcie); même les alliées d'Europe centrale, les membres de la (moribonde) "petite entente", n'adhérèrent pas au bloc-or. Le sterling et le dollar étaient plus attractifs: ces deux monnaies demeuraient faibles, et par ailleurs l'Amérique s'engageait, avec certes des hésitations et des contradictions, sur la voie d'une relance par la consommation, totalement contradictoire avec la politique en vigueur en France. Finalement, le bloc-or commença à se désagréger en 1935 (la Belgique dévalua en novembre)². Quant au budget de l'État, en 1935 il affichait un déficit de dix milliards de francs!

Les erreurs de politique monétaire aboutirent à une prolongation et à une aggravation de la crise; aux problèmes d'origine extérieure s'ajouta un problème spécifiquement français, un handicap supplémentaire dont nos entreprises n'avaient guère besoin. La France ne bénéficia pas des légères reprises mondiales de 1933 et de 1935. Le franc fort aggrava les problèmes du commerce extérieur, notamment dans les secteurs les plus modernes et les plus dynamiques, qui étaient également les plus engagés à l'étranger, comme l'automobile; il favorisa le repli sur notre Empire colonial. Pour défendre le franc, la Banque de France dut

¹ Certaines avaient leur propre monnaie: il y avait une piastre indochinoise, une livre libanaise. Pour plus de détails sur la politique monétaire, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche E1.

² Sur le principe, une monnaie forte vaut toujours mieux qu'une monnaie faible; si c'est le marché qui a fixé sa valeur, elle est l'indice d'une économie saine et bien gérée. Par ailleurs, une monnaie forte favorise les importations, donc l'économie de nos partenaires, donc par ricochet nos exportations (elle favorise aussi, plus directement, les entreprises nationales qui se fournissent à l'étranger, notamment en matières premières, cas de figure caractéristique d'une économie développée); elle permet le maintien des taux d'intérêt à des niveaux plutôt bas (car il n'y a pas à défendre la monnaie contre des attaques spéculatives), ce qui favorise l'investissement. Dévaluer est, plus encore qu'un aveu de faiblesse, une solution de facilité désastreuse à terme, car en abaissant artificiellement les prix la dévaluation dispense les entreprises de réduire leurs coûts et de se moderniser; ce dont les consommateurs finissent toujours par se rendre compte, d'autant plus qu'il n'est pas possible de dévaluer indéfiniment, ne serait-ce que parce que les partenaires étrangers risquent d'emboîter le pas, annulant le bénéfice de la dévaluation et provoquant une insécurité générale (personne ne voudra plus investir à l'étranger s'il devient impossible de savoir ce que vaudront les différentes monnaies dans quelques mois ou quelques années).

Mais dans les années 1930 la situation était particulière: la force du franc n'était pas due à l'évaluation positive que les acteurs du marché faisaient de l'état de l'économie française, mais à la sous-évaluation artificielle du sterling et du dollar. Les Anglo-Saxons avaient "triché" en dévaluant; lorsque tout le monde triche, le dernier joueur à jouer franc jeu ne peut que perdre... Bien sûr, une dévaluation du franc eût contribué à la désorganisation du système monétaire international; mais à vrai dire il n'avait plus grand-chose à perdre en 1933: ses deux principaux piliers s'étaient effondrés avec les dévaluations des monnaies anglo-saxonnes. Considérer que la France pouvait à elle seule faire office de pôle mondial de stabilité monétaire était un péché d'orgueil bien gaulois.

consentir des taux d'intérêt très élevés, au moment même où ils diminuaient dans les pays anglo-saxons: cela pénalisa durement l'investissement.

En revanche, la lente mais inéluctable montée du chômage ne provoquait guère d'inquiétude du côté des gouvernants: on pensait que cela s'arrangerait avec le retour à l'équilibre économique. Les pauvres avaient l'habitude de souffrir, ils s'y étaient employés avec grâce aux tranchées; après tout, ils étaient sur Terre pour cela. Le problème, c'était qu'à l'occasion de leur séjour en cette vallée de larmes il leur arrivait de voter, et même de descendre dans la rue.

La **crise sociale** fut moins violente qu'en Allemagne ou aux États-Unis, mais les victimes étaient peu portées au réconfort des comparaisons, et dans un pays aux fortes traditions protestataires elle eut des conséquences politiques très graves, que j'évoquerai dans la sous-partie suivante. En particulier, les gens étaient plus sensibles à la contraction de leurs revenus qu'à la baisse des prix, même lorsqu'elle les compensait en tout ou en partie. Les **ouvriers** ne furent pas trop touchés par la baisse des salaires, car les prix baissaient plus vite encore; ceux qui conservèrent leur emploi gagnèrent même du pouvoir d'achat (environ dix pour cent, paraît-il). En revanche, ils furent très touchés par le **chômage**, total ou partiel, occasionnel ou de longue durée. On estime qu'au sens d'aujourd'hui le pays comptait deux millions et demi de chômeurs au début de 1935, soit un travailleur sur cinq; le chiffre officiel était beaucoup plus bas (huit cent soixante-quatre mille au début 1936), car beaucoup de chômeurs renonçaient à trouver du travail et n'avaient droit à aucune allocation (il n'y avait pas d'A.N.P.E.); on les recensait comme inactifs¹. Le chômage représentait à l'époque une

¹ Un chômeur n'est pas un sans-emploi mais un "demandeur d'emploi", et l'acte de rechercher un emploi ne peut être enregistré que s'il a une dimension officielle, ou en tout cas visible (par exemple pointer à une caisse); la définition de cette catégorie de la population est donc étroitement liée aux missions que l'État et les acteurs sociaux se donnent dans le domaine de l'emploi — le chômeur n'existe que si la société considère, d'une manière ou d'une autre, qu'elle a le devoir de fournir un travail aux individus, qu'un être humain privé de travail est autre chose qu'un inactif, un parasite, un vagabond, un malfaiteur en puissance, un danger social. Ainsi certaines sociétés ne considèrent pas de leur devoir d'assurer un travail rémunéré aux femmes; on n'y compte donc pas de chômeuses — au deux sens du verbe "compter". Par ailleurs, dans les années 1930 le marché de l'emploi était encore très instable: les embauches à la tâche, à l'heure ou à la journée étaient encore fréquentes; il n'existait le plus souvent ni contrat, ni stipulation préalable de la durée de l'embauche, ce qui rendait à peu près impossible de recenser les demandeurs d'emploi parmi ces travailleurs précaires, qui n'avaient droit à aucun avantage social.

Ce fut précisément à l'occasion de la crise des années 1930 que se construisit la figure du chômeur. Le problème du chômage devint massif et durable, lancinant, difficile à ignorer; les politiciens, qui recherchaient entre autres les voix des chômeurs, et tous ceux qui réfléchissaient sur l'avenir du pays, durent élaborer un discours cohérent à ce sujet; les sociologues multiplièrent les enquêtes. Les demandeurs d'emploi commencèrent à s'organiser, ce qui, comme on dit, augmenta leur visibilité; il y eut des marches de protestation, comme celle qu'organisa la C.G.T.U. de Lille à Paris fin 1933. Les caisses de secours se multiplièrent à l'initiative des syndicats ou des municipalités: leur nombre passa de vingt-cinq en janvier 1930 à plus de huit cent cinquante à la fin 1935 (dont la moitié en région parisienne); les soupes populaires également. Dès avant le Front populaire,

perte sèche de revenus, immédiate et très sensible. Au total, le niveau de vie de la classe ouvrière aurait baissé de 15%.

N.B. L'historien Jacques Marseille a cependant relativisé le caractère dramatique du chômage des années 1930; sur la base d'une étude de la situation à Paris, à Lyon et à Mulhouse dans les années 1935-1936, il assure que du fait notamment des faibles loyers des H.B.M. (et de nombreux autres logements, fort inconfortables par ailleurs — mais guère plus que les demeures rurales des générations précédentes), de diverses formes d'assistance peut-être mieux acceptées qu'aujourd'hui dans le cadre d'une culture collective où l'idée de charité était encore bien ancrée, et surtout de l'absence de charges de crédit, « vivre au chômage a probablement été physiologiquement et psychologiquement moins grave qu'aujourd'hui »; de plus, à l'époque, le plein-emploi était loin d'être la norme, donc le chômage n'était pas ressenti comme une déchéance sociale. Comme je l'ai déjà dit plus haut, ce genre de comparaison ne vaut qu'*a posteriori*.

Le chômage touchait davantage les ouvriers des petites et moyennes entreprises que ceux des grandes; le bâtiment et la métallurgie étaient particulièrement exposés. Dans certaines régions comme les Vosges où il demeurait des liens étroits entre le monde de l'industrie et le monde paysan, les chômeurs retournèrent tout simplement aux champs. Les **femmes** et les **immigrés** furent évidemment les plus touchés (facteurs aggravants, ni les unes ni les autres ne votaient, et c'étaient des catégories fort mal représentées dans le mouvement syndical). Les femmes furent licenciées en masse, en toute bonne conscience, notamment dans l'industrie textile: leur place "naturelle" n'était-elle pas au foyer? Dès 1930 un nombre indéterminé d'immigrés choisirent de rentrer chez eux, parfois les entreprises qui les avaient employées leur offrirent le voyage de retour; en août 1932, une "loi sur la protection de la main-d'œuvre nationale" imposa un **contingentement de l'immigration**¹. Au total le nombre d'étrangers vivant en France diminua de 20% entre les recensements de 1931 et de 1936, en

l'État dut se porter au secours de nombreuses municipalités financièrement débordées, prenant indirectement en charge une partie de l'aide aux chômeurs, mais sans s'en vanter; en 1936, pour la première fois, le gouvernement du Front populaire ajouta officiellement à la liste des missions de l'État celle de secourir les chômeurs et de leur trouver un emploi; mais il fallut attendre l'après-guerre pour que ces proclamations d'intentions fussent suivies d'effets.

¹ Par ailleurs, une logique de crispation reprit le dessus en matière de traitement interne de l'immigration. Une loi de 1934 interdit aux étrangers fraîchement naturalisés tous les emplois de la fonction publique rémunérée par l'État; le Front populaire confirma ces dispositions. Au titre également de la loi de 1934, les cartes d'identité des étrangers, qui dataient de 1917, virent leur validité réduite de cinq ans à onze mois; en 1938, il s'y ajouta un "carnet sanitaire". En 1938 aussi, la durée du séjour en France nécessaire pour pouvoir postuler à la naturalisation passa de trois à cinq ans; et les naturalisés n'acquéraient le droit de vote qu'au bout de cinq ans.

N.B. La carte d'identité proprement dite, pour tous, ne date que de la guerre suivante, de 1940. Après une interruption (en 1944) due à des circonstances indépendantes de la volonté de ses promoteurs, l'idée fut reprise en octobre 1955.

bonne partie par naturalisation, mais aussi par retour au pays — notamment pour un certain nombre de Polonais à qui on ne donna guère le choix: il n'y en avait plus que quatre cent vingt mille en 1936... Mais la situation économique n'était pas non plus très brillante en Italie, en Espagne ni en Pologne, aussi les retours furent moins nombreux qu'espéré.

En revanche, comme le climat politique s'était beaucoup assombri en Europe centrale, il arrivait de plus en plus de **réfugiés** politiques, notamment des juifs: leur présence alimentait le discours haineux de l'extrême-droite. La philosophe Annah Arendt, par exemple, passa en France la plus grande partie des années 1930; puis, en 1940, elle reprit le chemin de l'exil, cette fois pour les États-Unis. En 1939, cent vingt mille à trois cent mille **Espagnols** républicains, selon les sources, franchirent la frontière française pour fuir le triomphe des franquistes; après-guerre, ils allaient former une communauté attachante, dynamique, instruite et très politisée, à gauche bien entendu¹.

Jusqu'en 1936 et à nouveau après 1938, de nombreux patrons — notamment dans les P.M.E. — profitèrent de la pression du chômage sur les travailleurs pour revenir sur certaines conquêtes sociales, avec la bénédiction du pouvoir, des analystes les plus sérieux et de la presse "respectable" (*Le Temps*), pour qui les profits des entreprises passaient avant tout. L'application du volet "entreprises" des lois sociales de 1928-1932 fut systématiquement sabotée; dans un registre voisin, Renault prit l'habitude de renvoyer des travailleurs pour les réembaucher peu après à des salaires inférieurs. Le risque de chômage n'incitait pas les ouvriers à se défendre; jusqu'au printemps 1936 la crise se traduisit par une diminution du nombre de journées de grèves, et la proportion de grèves victorieuses diminua aussi.

D'autant qu'en France, contrairement à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, **le taux de syndicalisation était très faible**: il n'atteignait que 10% en 1929 (5% dans la métallurgie), et il diminua jusqu'au Front populaire, sauf dans la fonction publique où les risques pour l'emploi étaient inférieurs, quoique point nuls à l'époque. Facteur aggravant, **le mouvement syndical était divisé**: la C.G.T. réformiste, toujours dirigée par Jouhaux et forte de sept cent mille membres en 1930, et la C.G.T.U. révolutionnaire, forte de trois cent mille membres la même année, s'opposaient, s'affrontaient, y compris physiquement à l'occasion; jusqu'en 1934 la C.G.T.U. campa sur des positions tout aussi extrémistes que celles de la S.F.I.C. à laquelle elle obéissait aveuglément, privilégiant une stratégie de la tension, refusant les compromis qui eussent prolongé l'agonie du vieux monde, rejetant toute unité d'action avec les "sociaux-

¹ La France a hébergé jusqu'en 1975, à Toulouse, un gouvernement républicain espagnol en exil, dirigé par les socialistes du P.S.O.E.

traîtres". Les syndicats chrétiens progressaient¹, mais se heurtaient au mépris des socialistes et des communistes qui les tenaient toujours pour des "jaunes"; nombreux enfin étaient les syndicats indépendants, puissants mais rétifs à toute unité d'action (ceux notamment des cheminots). Les effectifs de la C.G.T., notamment, déclinaient; pourtant cette confédération, solidement établie, "responsable" (elle recherchait le dialogue et aspirait à être reconnue comme un partenaire par le patronat, sur le modèle des *trade unions* britanniques) et qui disposait d'importantes réserves de matière grise, joua un rôle important d'analyse de la situation économique et constitua l'un des "laboratoires d'idées" du Front populaire: elle lança notamment la revendication des quarante heures en cinq jours et celle de la retraite à soixante ans.

Les **employés** et les **cadres** étaient très touchés aussi par le chômage; ils étaient bien moins organisés encore que les ouvriers. Les **petits entrepreneurs** également souffrirent beaucoup de la crise: le nombre annuel de faillites augmenta de 77% entre 1929 et 1934 — mais au total le nombre de petites entreprises augmenta, car des salariés au chômage tentèrent leur chance. Toutes ces catégories sociales, très mal protégées contre l'adversité, très mal intégrées par le mouvement social traditionnel et quelque peu méprisées par une gauche encore très ouvriériste, constituaient une proie idéale pour tous les démagogues. Les effectifs de la **fonction publique** continuèrent à augmenter (notamment dans l'enseignement et dans les P.T.T.²), malgré le malthusianisme officiel; mais ces "budgétivores" constituaient la cible favorite des harangues populistes, de la haine de la boutique, et des mesures déflationnistes des gouvernements de centre-droit: au total, leur niveau de vie ne diminua guère, mais leur position sociale se dégrada considérablement; ils représentaient une catégorie sociale aigrie et humiliée, laquelle cependant se laissa relativement peu tenter par l'extrémisme politique.

Dans les campagnes, avec l'effondrement des prix agricoles les revenus des **paysans** diminuèrent d'un tiers en moyenne. Comme les baux, fixés à long terme, ne baissaient pas volontiers, et comme les prix des produits manufacturés (notamment de ceux nécessaires à l'exercice d'une activité agricole, les "entrants") baissaient moins vite que ceux des produits agricoles, les paysans subissaient une classique "crise des ciseaux". Ils eurent tendance à se réfugier dans une économie de subsistance, produisant pour eux-mêmes et non pour le marché, d'autant plus que les gouvernements ne firent pas grand-chose de vraiment efficace pour les aider. Du fait de l'importance numérique et stratégique de l'électorat rural, notamment

¹ Un épisode important: le conflit d'Halluin dans le nord, en 1929, à l'occasion duquel l'évêque de Lille, **Mrg Liénart**, intervint en faveur des grévistes, lesquels furent reçus à Rome; l'année suivante, Mrg Liénard fut fait cardinal. Encouragés par Rome, les syndicats chrétiens se firent un peu plus revendicatifs — au désespoir d'un certain patronat "catholique", désarçonné, comme un demi-siècle plus tôt les notables légitimistes des campagnes, par la fin d'un respect auquel il croyait avoir un droit naturel en échange de ses "œuvres".

², Il s'agit des "postes, téléphones et télécommunications", qui ne formaient qu'une seule entreprise jusqu'aux années 1980. Au début le sigle était "P. et T.", puis, à une date que j'ignore, il devint "les P.T.T.".

aux élections sénatoriales, on prit certes des mesures en leur faveur, mais c'étaient essentiellement des mesures conservatrices, qui ne faisaient qu'adoucir provisoirement les effets de la crise sans rien changer aux problèmes de fond: les ministres de l'Agriculture imposèrent une révision des baux, fixèrent toute une série de prix, et renforcèrent l'arsenal protectionniste. Les diverses mesures malthusiennes (arrachage des vignes, etc.) que j'ai déjà évoquées plus haut, aboutirent surtout à d'importantes fraudes. Dans ces conditions, la sollicitude du régime n'empêcha pas des **troubles agraires** d'éclater dans certaines régions (la Somme, la Normandie), violents à l'occasion (ainsi à Chartres en 1933, une région pourtant de grande agriculture moderne) mais assez peu politisés dans l'ensemble, même s'il existait des campagnes fort "rouges" et une extrême-droite ruraliste, que je présenterai plus bas.

Les catégories sociales les moins touchées par la crise furent la **grande bourgeoisie** et les **professions libérales**; il n'empêche qu'ils craignaient l'avenir et voyaient des révolutionnaires partout, notamment à la S.F.I.O. où il n'y en avait guère; pour eux, selon l'historien H. Weber, « l'assimilation du communisme au crime était évidente et naturelle ». Ces milieux, comme toute une partie des classes moyennes, vivaient dans la peur et la haine du prolétariat brutal et ivrogne ("les salopards en casquette"), incapable de raison, d'économie (les pauvres boivent ce qu'ils gagnent) et de réflexion politique (les pauvres sont des simples d'esprit endoctrinés par les partageux). Dans l'autre sens, les images en vogue n'étaient pas moins caricaturales: le capitaliste, le bourgeois (c'était tout un) étaient forcément avides, insensibles au sort des travailleurs, inutiles (les patrons ne font rien, puisqu'ils ne travaillent pas de leurs mains) et hostiles à la démocratie et au progrès (toujours l'image du "mur d'argent"). Bref, plus que jamais **les représentations de la société se faisaient en termes d'affrontement**, de diabolisation de l'"adversaire", selon la vieille tradition française des guerres civiles froides (et à l'occasion moins froides), en contradiction avec la nécessité commune à toutes les démocraties d'élaborer des compromis afin de permettre aux gens de vivre ensemble; la IIIe République en mourut.

Décidément, la société moderne en France avait du mal, un siècle et demi plus tard, à effacer les déchirures qui avaient présidé à sa naissance: l'émeute, l'opposition violente des privilégiés (allant jusqu'à la trahison), la terreur exercée au nom du progrès... Souvenirs encore très présents dans les mémoires, l'école de Jules Ferry aidant, et relayés par ceux d'autres épisodes dont tous les témoins n'avaient pas encore disparu, comme la Commune et les tensions sociales des années 1906-1912.

C) Conséquences politiques de la crise: les "fascismes", le 6 février 1934.

Les **législatives de 1932**, les premières après le déclenchement de la crise, ramènent la gauche au pouvoir avec une majorité tout à fait nette, les radicaux aux affaires et Herriot à la présidence du Conseil, avec la bienveillance au début d'une partie des socialistes. Mais l'**Union des Gauches** victorieuse n'était qu'une pâle copie du Cartel de 1924, un pauvre bricolage électoral rendu nécessaire par le scrutin uninominal d'arrondissement: les socialistes ne se sentaient pas liés aux gouvernements issus des élections et ne voulaient pas refaire l'expérience d'une collaboration avec les "bourgeois"; Herriot se méfiait de tous les "collectivistes", même de l'espèce réformiste (à la présidentielle de 1932, juste après les législatives, les députés et sénateurs radicaux votèrent avec la droite pour le "modéré" Lebrun, contre le candidat des socialistes). De plus, les radicaux étaient divisés entre eux. Herriot gouverna au centre et confia les portefeuilles les plus importants à des hommes perçus comme proches des milieux d'affaires; certains de ses ministres avaient appartenu aux cabinets Tardieu. Mais il dut affronter une tension internationale croissante, tandis que la fuite des capitaux et des pressions sur le franc lui rappelaient de fâcheux souvenirs; dès le mois de décembre 1932, son cabinet fut renversé et les socialistes cessèrent de soutenir les équipes au pouvoir autrement qu'au coup par coup. Le centre-droit était revenu aux affaires (si tant était qu'il les eût jamais quittées), l'instabilité gouvernementale reprit de plus belle: les élections n'avaient servi à rien, **l'électorat avait été floué**.

Dans cette situation de blocage politique, de faiblesse du pouvoir et de profond désarroi de l'opinion, on assista à une **montée** des extrêmes, notamment **de l'extrême-droite** — je n'insiste pas ici sur les communistes, j'en ai déjà parlé dans le chapitre 11 et j'y reviendrai plus bas dans ce même chapitre, mais évidemment ils progressaient aussi. Une partie des mouvements que je vais évoquer dans les paragraphes suivants remontaient aux années 1920, voire à l'avant-guerre pour l'Action française, mais ce fut avec la crise qu'ils émergèrent de la marginalité ou (pour certaines ligues, importantes mais peu politisées jusqu'en 1930) se radicalisèrent. Ces extrême-droites ne furent jamais vraiment capables de mobiliser les foules comme Hitler et Mussolini, mais elles faillirent quand même faire tomber le régime en février 1934; leurs attaques incessantes contre le régime, qu'elles contribuèrent à décrédibiliser, et contre la démocratie, la **culture de guerre civile** qu'elles contribuèrent à ancrer dans une bonne partie des esprits, finirent par perturber sérieusement la vie politique. À partir de février 1934, le débat politique se structura très largement par rapport à elles; la tragédie de Vichy aidant, encore aujourd'hui l'Histoire politique de cette période est largement la chronique de la résistible ascension de l'extrême-droite et des réactions qu'elle provoqua. C'est pourquoi je vais lui consacrer un long passage, axé sur la question de ses origines et de ses spécificités.

Ces courants recrutèrent dans à peu près tous les milieux sociaux touchés par la crise: la classe ouvrière, les classes moyennes (les petits patrons, les employés du secteur privé), la paysannerie même, sans oublier les anciens rentiers prolétarisés, aigris, ruinés par le non-remboursement des emprunts russes et turcs, puis par le "franc de quatre sous", scandalisés par les affaires de corruption et la vulgarité des parvenus des années 1920, terrorisés par la radicalité communiste et les nouvelles en provenance d'U.R.S.S.; ni, dans tous les milieux sociaux, les anciens combattants, furieux d'être négligés par le régime et dont certains étaient révoltés par la "germanophilie" de Briand (voyez au chapitre 11)... Notez qu'on pouvait très bien être à la fois un ancien combattant, un ancien rentier ruiné et un employé au chômage ou un patron failli! La fonction publique en revanche demeura très majoritairement étrangère à ces dérives — les serviteurs de la IIIe votaient quand même pour elle: ils constituèrent au contraire l'une des bases électorales du Front populaire. Dans la classe ouvrière, les partis de gauche, la S.F.I.O. et le Parti communiste, résistèrent relativement bien; dans les autres milieux sus-cités, chasses gardées du Parti radical avant-guerre, celui-ci s'affaiblit dangereusement: or il était la colonne vertébrale de la République, sans lui elle risquait de s'effondrer.

À l'exception de la vieille Action française, qui pourtant avait ouvert la voie vers ces évolutions idéologiques mais représentait désormais une butte-témoin d'une période révolue, ces mouvements présentaient **des traits tout à fait nouveaux**. D'abord ils s'affichaient franchement "**modernistes**" (en particulier ils n'avaient plus rien à faire de la monarchie et plus grand-chose du catholicisme), "**révolutionnaires**" (ils ne voulaient plus revenir au passé, ils voulaient forger un homme nouveau) et "**populistes**" (ils ne cherchaient plus à mobiliser les campagnes et les élites anciennes, mais à s'implanter dans la classe ouvrière et les classes moyennes, dans le cadre au contraire d'un projet de liquidation des dites élites). Surtout, **pour la première fois, ils affichaient leur admiration pour des modèles politiques étrangers**, alors qu'au XIXe siècle les droites françaises s'étaient toujours inscrites dans des traditions nationales. Pour beaucoup, ce modèle était l'Italie fasciste de Mussolini; pour d'autres, le Portugal de Salazar. À partir de 1936, l'Espagne franquiste s'ajouta à la liste, mais jusqu'en 1939 ce n'était pas à proprement parler un régime en place. (En revanche Hitler avait peu d'admirateurs en France: ses idées et ses pratiques n'attiraient que les plus extrémistes; surtout, c'était quand même un Boche, et qui prétendait vassaliser la France et en annexer les régions anciennement allemandes)¹. La **tentation fasciste**, notamment, fut assez répandue, même si tout le monde n'entendait pas la même chose par ce mot, et si très peu nombreux

¹ De son côté Mussolini avait des vues sur la Savoie, Nice, la Corse et la Tunisie; mais on ne le prenait pas très au sérieux, l'Italie était "la sœur latine", jusqu'en 1936 elle était plutôt l'alliée de la France contre l'Allemagne hitlérienne (voyez plus bas dans le passage sur la politique extérieure); comme je l'ai déjà noté à propos de Tardieu, on sous-évaluait gravement le côté dynamique et agressif du fascisme, au profit de son côté "ordre et discipline".

furent ceux qui dépassèrent le stade de la sympathie et du mimétisme, de l'"imprégnation" d'une "esthétique"¹, pour se mettre au service actif de Rome: rien à voir avec le prosoviétisme exalté des communistes. Mais n'oubliez pas que **le fascisme était alors l'une des figures de l'avenir**, un régime jeune (sa chanson fétiche s'appelait *Giovinezza*, c'est-à-dire *Jeunesse*²), dynamique, énergique, populiste et révolutionnaire (au moins en paroles), et qui semblait réussir. Par ailleurs, Mussolini était un ancien combattant et ses "Chemises noires" étaient largement constituées d'autres anciens combattants...

Cette admiration pour des *régimes* étrangers était évidemment paradoxale pour des nationalistes; la haine du régime français et un pacifisme dévoyé en défaitisme rendaient compte de ce paradoxe (j'y reviendrai plus longuement dans le passage sur la politique extérieure). Il ne faut cependant pas surévaluer le caractère "étranger" des *doctrines* de Mussolini et de Salazar. Ce dernier s'affichait maurassien, il entretenait d'ailleurs une correspondance régulière avec le "sage de Martigues", et au fond son régime était typique d'un certain légitimisme catholique fort bien représenté en France aussi au XIXe siècle³. Même le fascisme avait des racines françaises: Mussolini était un grand lecteur de Sorel et il avait reçu sa formation politique dans un environnement très proudhonien...⁴

Cette notation concernant les lectures de Salazar et de Mussolini amène à poser **la question des origines intellectuelles des extrême-droites françaises** de l'entre-deux-guerres, et à la poser essentiellement d'un point de vue français. L'admiration pour les modèles étrangers ne concerna guère que des actes, ce fut la fascination d'un succès, le renversement des "Anciens Régimes" bourgeois et libéraux, exploit dont les extrême-droites françaises furent bien incapables avant le coup de pouce de la défaite de 1940; du point de vue de l'Histoire des idées en revanche il est possible d'à peu près négliger les influences étrangères: les références étaient françaises pour l'essentiel⁵.

La question que je viens de commencer à évoquer est inextricablement liée à **la question du nom de ces courants politiques**, laquelle pose de redoutables problèmes. Jusqu'ici, j'ai employé sans les commenter les mots "extrême-droites" ou "fascismes". Le second de ces termes est à employer avec d'innombrables précautions: beaucoup des groupes français que l'on qualifie couramment de "fascistes" ne se proclamaient pas tels; en principe

¹ J'associe deux formules des historiens René Rémond et Raoul Girardet.

² En italien aujourd'hui le mot "jeunesse" se traduit par *gioventù*: c'est que *giovinezza* est devenu politiquement trop marqué!

³ Voyez une rapide présentation de ce régime dans le cours de Relations internationales, à la fiche P2.

⁴ C'est moins vrai pour les extrême-droites allemandes, mais comme il n'y avait pas ou presque d'hitlériens français avant l'Occupation cela n'entre pas en ligne de compte dans mon raisonnement.

⁵ Une exception importante: en 1931 parut en traduction française *Technique du coup d'État*, de l'Italien Curzio Malaparte (1898-1957). Cet ouvrage exerça une certaine influence sur l'extrême-droite française.

ce mot ne s'emploie que pour le régime de Mussolini, éventuellement, par extension, pour toutes les droites populistes et "modernistes" idéologiquement apparentées, donc en aucun cas pour le régime de Salazar qui a aussi peu à voir avec elles que Veillot avec Vacher de Lapouge, et en ne perdant pas de vue que même entre Mussolini et Hitler il y avait des différences essentielles: jusqu'en 1938 le régime italien n'était pas antisémite! La meilleure définition du fascisme est celle de René Rémond: « sur un fond de patriotisme blessé par la défaite ou de nationalisme exacerbé par les affronts de l'étranger, qui trouve son expression la plus militante dans l'esprit "ancien combattant" et qui inspire une volonté de rassemblement transcendant les divisions internes, fleurissent un antiparlementarisme de principe et de comportement, une aversion d'instinct pour toute forme de libéralisme, la référence au peuple conçu comme un tout homogène, animé d'une volonté collective, la passion de l'autorité, l'idolâtrie de l'État, le culte du chef, une certaine volonté de justice et d'égalité, un anticapitalisme d'intention ou de démagogie, mais aussi le goût de la force, le recours à la violence et l'horreur du désordre, la toute-puissance du parti unique, la mise au pas de toutes les organisations, le corporatisme d'État ». On verra, dans les études de cas qui suivent, qu'elle n'est applicable qu'à une partie des mouvements antirépublicains de la période, et même pas à tous ceux qui affichaient leur admiration du *Duce*.

L'emploi du mot "fasciste" à tort et à travers, pour désigner n'importe quel courant politique plus ou moins détestable, est un phénomène qui remonte aux usages des communistes des années 1920 (ils furent les premiers à désigner leurs ennemis par des amalgames du type "sociaux-fascistes"), mais surtout à la mobilisation de la gauche contre les courants antirépublicains lors du Front populaire; il s'est définitivement popularisé après la guerre, à la suite de la victoire de forces politiques qui s'étaient définies avant tout comme "antifascistes", dont l'"antifascisme" avait rassemblé la coalition, et d'une reconstruction générale (largement *a posteriori*) de tout l'univers politique selon cet axe "fascistes/antifascistes". Sur ces processus, voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6. **Historiquement daté et politiquement connoté, cet usage est à éviter dans le cadre d'une réflexion historique.**

Même le terme d'"extrême-droite" est sujet à caution, pour les mêmes raisons: l'assimilation de l'axe "fascistes/antifascistes" à l'axe "droite/gauche" pose problème... **Mussolini et Hitler ne se sont jamais classés "à droite"**: ils se percevaient comme "ni de droite, ni de gauche" (pour d'autres raisons que les communistes des années 1920: non parce qu'ils pensaient la politique en termes de classes mais parce qu'ils se tenaient pour les porte-paroles de la nation unie contre les politicards diviseurs). Ils prétendaient faire la synthèse du nationalisme, qui n'était pas seulement une valeur de droite au XIXe siècle, ni en Italie ou en Allemagne (les révolutions de 1848, puis l'Unité italienne, avaient été faites par la gauche) ni en France (voyez la Commune, Blanqui, Proudhon, le revanchisme de la République radicale,

l'Union sacrée, etc.), et du socialisme, un courant plutôt rangé à gauche depuis 1848 — jusqu'au bout, les hitlériens se sont définis comme des "socialistes nationaux"... **Ce qui fait que ces courants se sont trouvés rejetés vers la droite, c'est d'abord le fait que le camp qui s'est rassemblé pour leur résister s'est défini, à partir de 1934, comme le camp de "la gauche"**, et qu'il a fini par l'emporter, imposant définitivement sa vision des choses *a posteriori*. **C'est aussi, bien sûr, les compromissions d'une partie des droites avec eux, avec les Hitler, les Mussolini et leurs admirateurs**, largement par anticommunisme (j'y reviendrai plus bas); mais cette proximité des droites "classiques" et des "extrême-droites" a été démesurément grossie après 1945, par une historiographie "de gauche", communiste ou "de Front populaire", largement dominante de 1945 à 1980. Il faut se méfier comme de la peste des interprétations faisant de Hitler l'instrument de la droite allemande, du "fasciste" Doriot et de l'"homme de droite" Laval des hommes de la même tradition politique: de tels amalgames étaient peut-être momentanément nécessaires pour les combattre à des époques où ils étaient dans le même camp (en gros, en 1940-1944), mais ils n'aident pas à comprendre ce qui s'est passé en Allemagne et en France dans l'entre-deux-guerres. Il y eut de longues périodes où Doriot et Laval étaient dans des camps opposés — de 1920 à 1940, toujours en gros...¹.

La force de la tradition historiographique que je viens d'évoquer est telle que dans les pages qui suivent je continuerai à employer l'expression "extrême-droite" (et puis ces courants ont bien fini par combattre la plus grande partie de la gauche avec l'aide d'une partie non négligeable de la droite); mais gardez ces lignes en tête pour ne pas faire d'anachronismes, pour vous rappeler qu'une bonne partie des racines des "extrême-droites" ne résident pas dans les droites du XIXe siècle et du début du XXe, que **ces courants n'étaient pas originellement, ontologiquement "à l'extrême-droite", pas plus que les communistes n'étaient originellement, ontologiquement "à gauche"** — comme je l'ai longuement montré pour les années 1920 au chapitre 11. Les reclassements se sont faits dans l'action, progressivement, entre 1934 et 1945; d'autres étaient tout à fait possibles, comme le montrent la tactique "classe contre classe" de la S.F.I.C. ou le pacte germano-soviétique d'août 1939. *Fragment d'idéologie: **au contraire, il est possible de souligner des ressemblances essentielles entre le bolchevisme et les courants fasciste, nazi et apparentés***: le populisme, le culte de la violence révolutionnaire, la haine de l'individualisme, du libéralisme politique et économique, du capitalisme, le rêve de la table rase et de l'extermination de catégories de la population définies *a priori* comme hostiles... Ces ressemblances rendent compte de l'itinéraire d'un Doriot (passé du communisme à l'"extrême-droite"), comme du pacte germano-soviétique, qui n'a pas été un simple calcul provisoire mais l'expression d'intérêts

¹ Sur la profonde détestation de la droite allemande pour Hitler, et sur la catastrophe qu'a représenté le nazisme pour elle, voyez le cours sur l'Allemagne, aux chapitres 2 et 3.

communs fondamentaux (la défaite des démocraties) dans le cadre de visions du monde très étroitement apparentées¹. Pour en revenir à la France, peut-être était-ce précisément par leurs aspects *non fascistes* que les droites antirépublicaines des années 1930 se distinguaient le plus nettement des communistes...

Suite du fragment: tout ce qui précède vise à souligner qu'**à côté de l'opposition gauche-droite**, qui l'a emporté depuis 1934 pour les analyses du XXe siècle, et qui du coup a profondément déteint sur les oppositions effectives et les conflits réels, **il en existe une autre** tout aussi opératoire, tout aussi essentielle, qu'il est nécessaire de garder à l'esprit et de croiser avec la précédente pour pouvoir utilement réfléchir: c'est celle **qui oppose les défenseurs de la démocratie** (de droite et de gauche, de Jaurès à Margaret Thatcher) **à ses ennemis** (de droite et de gauche, Hitler et Mao, Lénine et Pie IX, Jean-Marie Le Pen et Arlette Laguillier). Que ces ennemis de la démocratie se soient combattus entre eux aussi souvent qu'ils ont combattu ses partisans n'y change rien: je ne dis pas qu'ils sont identiques, qu'il faut les assimiler entièrement les uns aux autres, je dis qu'il faut réfléchir sur leurs ressemblances comme sur leurs différences.

En gros, on retrouvait dans ces extrême-droites, à doses variées, le **bonapartisme** de Boulanger et de Déroulède, l'**appel à l'homme fort**, à l'homme providentiel; le **nationalisme** de Barrès, "la terre et les morts"; le racisme de Renan et de Vacher de Lapouge (avec le thème de la décadence et de la nécessaire régénération de la nation); l'**antisémitisme** de Drumont et de Barrès encore, la théorie de la **violence** selon Sorel, le **corporatisme** hérité à la fois des légitimistes et de Proudhon, l'**anticapitalisme** et la haine des "gros" hérités des premiers socialismes français comme des légitimistes, la **culture révolutionnaire** parisienne héritée de la Commune comme du boulangisme et de l'antidreyfusisme; plus l'**anticommunisme**, hérité de l'hostilité au marxisme dans l'avant-guerre, tant à droite que chez les socialistes proudhoniens et "nationaux", mais très accentué depuis 1920 par la radicalisation du discours et des pratiques des communistes, en France comme en U.R.S.S., et celle, symétrique, des "défenseurs de l'ordre" de tout poil.

Ce qui complique encore l'analyse, c'est que chez certains la synthèse inédite que je viens de commencer à évoquer coexistait cahin-caha avec **des éléments empruntés à un fond plus ancien** et très présents parmi les droites traditionnelles: la **détestation de la**

¹ La démonstration détaillée concernant les rapports du communisme et du nazisme se trouve dans le cours sur la Russie, au chapitre 6; dans le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2 surtout (j'y analyse l'attitude des communistes allemands à l'époque du régime de Weimar); et dans le cours de Relations internationales, à la fiche P2b.

modernité technique, de la ville et de l'individualisme contemporain chez certains héritiers du légitimisme; et même, chez quelques héritiers de Guizot et de Thiers, un libéralisme étroitement économique coexistant avec un autoritarisme politique extrême. Par ailleurs, les idéologies de ces petits groupes extrémistes présentaient **de nombreuses continuités avec les sentiments de larges fragments, pas forcément politisés aux extrêmes, de la population;** sentiments que la République, dans certains cas, avait exploités également. Clemenceau et Poincaré avaient incarné des figures tout à fait républicaines d'homme providentiel; la décadence et la nécessaire régénération avaient été des thèmes favoris de l'idéologie républicaine à l'époque de la recherche de la Revanche; "la terre et les morts" n'était pas seulement un thème antirépublicain, Barrès avait été le rossignol de la IIIe; le racisme et l'antisémitisme étaient répandus à peu près dans tous les courants politiques avant 1914, et dans les années 1930 l'expression de sentiments antisémites et racistes, quoique de plus en plus marquée politiquement, n'était pas du tout inhibée, ni déguisée en "simple" xénophobie comme c'est le cas aujourd'hui¹. Tous ces héritages avaient commencé à reculer vers 1900, surtout à gauche et au centre à l'occasion des reclassements qui avaient suivi l'affaire Dreyfus, puis avec l'essor du socialisme; mais cela avait de beaux restes, y compris à gauche.

En particulier, l'extrémisme des années 1930 prospéra sur un terrain fort ancien et fort écuménique, celui de l'hostilité au régime parlementaire; l'actualité nationale lui donnait une vigueur nouvelle, mais aussi les nouvelles de l'étranger — dans l'Europe d'alors, tous les cinq ou six mois un régime démocratique faible, incapable et corrompu était renversé par un quelconque *Duce, Führer, Conducatore*, etc., qui s'empressait d'afficher des résultats brillants en matière aussi bien économique (ceux-ci étaient incontrôlables) que politique (ceux-là n'étaient que trop vérifiables). L'**antiparlementarisme** en France n'était pas le fait des seuls extrémistes, mais il pouvait conduire tout droit à l'extrémisme: c'était la chose à la fois la plus répandue et la plus ambiguë, depuis Boulanger tous les ennemis du régime s'en étaient servis pour faire descendre dans la rue des gens qui ne partageaient pas toutes leurs idées, mais qui étaient sensibles à cet aspect-là de leurs diatribes. En réaction, les républicains se croyaient tenus et, de plus en plus, se trouvaient acculés à la défense plus ou moins convaincue d'institutions imparfaites et fatiguées qu'ils en venaient à assimiler à la démocratie, la crainte séculaire du césarisme aidant, mais qui ne méritaient pas tant d'honneur. C'était un boulevard ouvert aux pieds des antiparlementaristes...

¹ Voyez à ce sujet les œuvres polémiques de Bernanos, qui sont, sous ce rapport, consternantes, y compris celles où il ferraille contre l'Action française.

N.B. N'oubliez pas, j'y ai insisté au chapitre 6 et je n'y reviens pas ici en détail, que jusque fort tard dans les années 1930, l'antisémitisme était étroitement associé à l'antigermanisme. Au printemps 1933, *Je suis partout* publia un dessin montrant un groupe de réfugiés juifs allemands parlant à une Française âgée au bas d'un escalier: « — Comment savez-vous que je peux vous loger au second? — Parze gue nous afons pillé la maison en 1914 ». La candidature d'Einstein au Collège de France se heurta à une campagne du même genre.

Les précautions de vocabulaire ayant été prises et les généralités indispensables ayant été exposées, il est possible de commencer une présentation plus précise des courants antirépublicains non marxistes entre les deux guerres.

L'**Action française** était le grand ancêtre de ces mouvances, mais elle était en déclin. Dans les années 1900, elle avait commencé à élaborer une synthèse entre les héritages du légitimisme et ceux du bonapartisme, tout en modernisant décisivement les premiers; elle y avait intégré l'antisémitisme et d'importants fragments de socialisme proudhonien, notamment le corporatisme social. Par cette synthèse, en théorie au moins elle s'était donné la possibilité de pénétrer les masses urbaines, le prolétariat, et non plus seulement les campagnes traditionnalistes et les notables d'Ancien Régime. Mais l'idéologie de Maurras demeurait fondamentalement réactionnaire; elle avait conservé de ses origines légitimistes un royalisme de principe et une référence à la religion qui paraissaient de plus en plus anachroniques entre les deux guerres; Maurras était un intellectuel et pas un activiste, et puis l'Action française avait été à peu près incapable de recruter dans des milieux non bourgeois.

La **condamnation par Rome** en 1926, que j'ai évoquée au chapitre 11, avait été un coup sérieux (encore qu'une bonne partie des sympathisants de l'A.F., et même un certain nombre de prêtres, fissent fi de la mise à l'index de la feuille de Maurras). La réconciliation et la levée de l'interdit sur les activités de la ligue n'intervinrent qu'en juillet 1939, après l'accession de Pie XII au trône de saint Pierre (la guerre d'Espagne avait rapproché l'Église, effrayée des excès anticléricaux des républicains espagnols, des conservateurs). Il y eut un autre revers majeur **en novembre 1937: le prétendant au trône** de France, le duc de Guise, **rompit à son tour avec l'A.F.**, pour des raisons très semblables à celles de Pie XI: il ne voulait pas que quelqu'un parlât en son nom, que la cause monarchiste fût prisonnière d'une seule famille idéologique (tout particulièrement, il ne voulait pas qu'elle fût associée aux partisans du "césarisme" et de l'"autocratie", ni aux antisémites)¹. Maurras était désormais un catholique fâché avec le Pape et un royaliste en délicatesse avec le Prétendant... Il est vrai que cela aurait pu l'aider à se dépouiller des aspects les plus archaïques de son idéologie; mais il était trop vieux pour changer, et surtout bien trop raide intellectuellement.

Autre facteur d'affaiblissement: **la concurrence sans cesse croissante des nouvelles mouvances antirépublicaines**, ligues et autres, dont les dirigeants étaient plus jeunes et parlaient un langage plus moderne, un langage d'après 1914, que le "sage de Martigues" ne pouvait et ne voulait pas comprendre. Maurras, amoureux de l'ordre en politique et de la

¹ Le manifeste fut présenté au public par son neveu, Henri, comte de Paris (1909-1999), qui devint le prétendant orléaniste au trône de France à la mort du duc de Guise en 1940.

mesure classique en littérature, était dépassé par le populisme vulgaire et débraillé, le romantisme exacerbé des fascistes et de ceux qui les singeaient en France, leur appel aux foules inorganisées, atomisées du XXe siècle dans le but de construire un corps social nouveau, alors que lui rêvait au contraire de restaurer les structures anciennes de la société d'ordres; poète occitan, partisan d'une décentralisation radicale, il détestait également le jacobinisme extrême de Mussolini et de ses émules. En particulier, tout autant qu'il haïssait la "gueuse", Maurras, antiallemand à la mode des années 1900, vomissait Hitler, ce Boche républicain, ce Fritz révolutionnaire, ce Doryphore populiste, ce partisan d'un État central tout-puissant, qui de plus voulait récupérer l'Alsace-Lorraine: il le considéra jusqu'au bout comme l'ennemi numéro un de la France, *devant* la République. Il n'admirait guère en Mussolini que le sauveur de la monarchie — mais il tenait la "sœur latine" pour une alliée indispensable à la France. En revanche, durant la guerre civile espagnole il afficha son appui à Franco, il alla jusqu'à visiter l'Espagne franquiste en mai 1938; il admirait aussi Salazar, avec qui il correspondait.

Entre 1932 et 1934, la crise et son cortège de scandales relancèrent un peu l'activité des sections de l'A.F. (les camelots du Roy prirent part à l'émeute du 6 février 1934); mais c'était marginal, et surtout cela ne concernait que la jeunesse bourgeoise du quartier Latin et de quelques grandes villes¹. Les militants, dans l'ensemble, vieillissaient, les dirigeants aussi², et les lecteurs du journal de Daudet³. **L'influence intellectuelle de Maurras demeurait importante** (il entra à l'Académie en 1938); il restait une espèce de figure de proue, une conscience. Mais de jeunes gens en colère lui reprochaient de n'être révolutionnaire que dans ses formules (« par tous les moyens, même légaux »), et de rechigner à quitter les confortables bureaux de son journal pour se lancer dans la mêlée. De fait, le 6 février 1934, les grandes figures de l'A.F. brillèrent par leur absence. Maurras refusa de descendre dans la rue, retint Daudet qui voulait en découdre et passa la nuit à rédiger, d'abord un éditorial bien senti pour l'*Action française* du lendemain, ensuite un poème en provençal pour la femme dudit Daudet... Le bref et confortable séjour qu'il fit en prison en 1936-1937, pour provocation au meurtre, ne fit pas illusion, malgré la grande manifestation que ses militants organisèrent pour sa libération. Georges **Bernanos** (1888-1948) notamment, qui avait pris ses distances avec

¹ Weber estime qu'à la veille de l'interdiction, dans l'hiver 1935-1936, il n'y avait pas plus de mille cinq cent camelots du Roy actifs à Paris, et quelques centaines en province; mais grâce à leur discipline et à leur violence ils arrivaient à donner l'impression qu'ils étaient beaucoup plus nombreux, et aussi en se concentrant tous sur un même objectif.

² Bainville, historien et journaliste de grand renom, élu à l'Académie française en 1935, trois ans avant Maurras, mourut en 1936. L'influence de ses ouvrages lui survécut, notamment celle de la grande *Histoire de France* publiée en 1924, qui est toujours rééditée.

³ Dans les années 1930, les souscripteurs de l'*Action française* se recrutaient principalement parmi les petits industriels et les propriétaires fonciers, catégories sociales en difficulté; ainsi que parmi les professions libérales, notamment les médecins et les avocats; l'armée et la noblesse étaient toujours bien représentées. Dans l'ensemble, la base sociale du mouvement se rétrécissait.

Maurras depuis 1931 et publiquement rompu en avril 1932, était de plus en plus exaspéré. Voici comment il exprimait ces griefs en 1939, dans *Scandale de la vérité*: « il n'y a pas eu de coup de force. Il n'y a eu que ce coup de force de trouver chaque année plusieurs millions pour l'entretien paradoxal d'un parti qui, sorti voilà plus de trente ans des marécages de l'union bien-pensante, réduit aujourd'hui aux proportions d'un mince filet limoneux, s'efforce de rentrer dans les eaux mortes ». En fait, d'anticonformiste et révolutionnaire au début du siècle, l'A.F. était devenue de plus en plus classiquement réactionnaire, au sens le plus banal de ce mot...

À peu près tout le reste de l'extrême-droite avait délaissé le royalisme, et la plus grande partie avait abandonné la référence politique à la religion; on était déjà dans d'autres générations qui n'avaient pas grandi dans une France très majoritairement chrétienne, des générations pour qui la croix, comme pour Hivernaud, n'était plus guère que le signe de l'addition. Parmi les plus proches des héritages légitimistes du maurrassisme, il faut quand même mentionner, dans la mouvance de l'extrême-droite ruraliste, **Jacques Le Roy Ladurie** (1902-1988), le père de l'historien: c'était un grand notable rural, fils d'un officier de cavalerie qui avait démissionné de l'armée au moment de la séparation de l'Église et de l'État, en 1905; il dirigeait lui-même l'exploitation de son domaine de Normandie; il était le dirigeant d'une Union nationale des Syndicats agricoles (U.N.S.A.), qui prônait le corporatisme agraire. Royaliste de principe, il stigmatisait les parlementaires, « escargots baveux attelés au vieux chariot mérovingien », et appelait à une « reconstruction corporatiste » sur laquelle s'élèverait « la cité nouvelle, arrachée aux politicians cupides et impuissants ». Jusqu'en 1937 il fut proche de Dorgères, que nous retrouverons un peu plus bas; mais celui-ci était bien plus fasciste que lui, et les deux hommes finirent par rompre une alliance qui n'était qu'un malentendu; durant la guerre, l'un collabora et l'autre résista...

Certaines **ligues d'anciens combattants**, comme je l'ai montré au chapitre 11, se politisèrent à partir de la fin des années 1920 et devinrent les principaux vecteurs de l'antiparlementarisme, au point qu'à gauche, les souvenirs de l'effondrement de la démocratie italienne aidant, le mot "ligues" devint vite à peu près synonyme d'"extrême-droite": ainsi l'Union nationale des Combattants et l'Union des grands Mutilés, qui au départ n'avaient pas de coloration politique particulière. Les anciens combattants, c'étaient la jeunesse, l'énergie; ils remettraient bientôt de l'ordre dans les affaires du pays, comme les Chemises noires l'avaient fait en Italie en 1922... La plus prospère de ces ligues était celle des **Croix de Feu**, fondée en 1927, dont le colonel en retraite François de la Rocque (1886-1946), un ancien de l'état-major de Foch, homme doté d'un grand charisme, prit la direction en 1931; il finit de la politiser; Elle avait près de soixante mille membres en 1934, dont des célébrités comme

l'aviateur Jean Mermoz et l'écrivaine Colette¹. Ce n'était pas la plus violente, ni la plus hostile à la République de ces organisations; du reste, nous avons vu que dans ses premières années, vers 1931, elle avait soutenu Tardieu.

Les revendications des Croix de Feu, telles qu'on les trouve notamment exposées dans l'ouvrage de La Rocque, *Service public*, publié en 1934, ressortaient en bonne partie de l'**antiparlementarisme** le plus traditionnel, on y retrouvait l'écho du boulangisme et du nationalisme barrésien: ils réclamaient un **pouvoir fort** et rêvaient d'un **homme providentiel** qui eût refait derrière lui l'unité de la nation. Le **retour à l'enracinement**, à la tradition et à la famille, étaient aussi des thèmes barrésiens. D'autres figures appartenaient à un fond plus nettement maurrassien: la **correction des vices du capitalisme** (mais sans révolution sociale évidemment), la lutte contre les monopoles, le **corporatisme**. Venaient s'y ajouter, obsessions plus récentes, une **hostilité farouche au socialisme** et franchement frénétique au communisme, axé sur l'idée que le marxisme, idéologie étrangère, divisait les Français et affaiblissait la France; et l'**hostilité à l'immigration**, tenue pour "inassimilable" (à vrai dire ce dernier thème était déjà présent chez Barrès, mais en son temps celui-ci était isolé sur ce point). L'**organisation paramilitaire** des Croix de Feu étaient nettement inspirée de celles du *Fascio* italien; il est vrai qu'à l'époque le décorum guerrier des dictatures fascinait à peu près tout le monde: même les jeunesses de la S.F.I.O. défilaient en uniforme...

Tout ce qui précède tend à dresser le portrait d'une idéologie proche du fascisme; en fait, ces ressemblances étaient largement superficielles, même si, avec la propension des Croix de Feu aux démonstrations tapageuses, elles coûtèrent cher à La Rocque, qui fut élevé par la gauche au rang douteux d'ennemi fasciste par excellence du régime après février 1934. En politique extérieure La Rocque était dans la lignée de Briand: il appelait de ses vœux des États-Unis d'Europe (les anciens combattants demeuraient de farouches pacifistes). Il n'y avait **pas trace d'antisémitisme** dans l'idéologie croix-de-feu; La Rocque détestait Hitler. Surtout, **La Rocque réclamait un pouvoir fort, mais pas une dictature**: l'agitation entretenue par ses troupes dans les rues de Paris n'était qu'un moyen de pression, spectaculaire certes et bien sûr inquiétant, mais pas le prélude à une conquête violente du pouvoir; La Rocque n'envisageait pas le coup de force — à vrai dire, passablement dépassé par son propre succès,

¹ Parmi les personnes qui la finançaient, je voudrais m'arrêter sur un personnage particulièrement trouble, le parfumeur **François Coty** (de son vrai nom Profumo: c'était un Corse). Viscéralement hostile à la démocratie, il finança à peu près toutes les organisations antirépublicaines jusqu'à sa mort en 1934, au gré de ses humeurs changeantes mais toujours extrémistes, et pour un montant total énorme, estimé à cinq cent millions de francs. Parmi ses obligées on compte l'Action française, les Croix de Feu donc (jusqu'en 1930, date à laquelle elles le déçurent par leur modération), mais aussi le Faisceau et la Solidarité française, groupuscules bien plus nettement "fascistes". En 1929 il fonda aussi un quotidien, *L'ami du peuple*, vendu au prix de dix centimes, contre vingt-cinq pour les autres journaux populaires. La référence à Marat était révélatrice, bien sûr, des liens entre les vieux populismes du XIXe siècle, dans la lignée de Blanqui, et les plus récents, qui se réclamaient entre autres de cet héritage.

il n'envisageait pas grand-chose de précis; René Rémond qualifie peu charitablement son idéologie et son comportement de « scoutisme politique ». S'il était arrivé au pouvoir, il aurait sans doute fondé un régime plus proche de notre Ve République que de l'Italie mussolinienne ou de l'Allemagne nazie... En tout cas, **le 6 février 1934, ce fut largement le refus de la Rocque de sortir de la légalité qui fit échouer l'émeute antiparlementaire.** Durant la seconde guerre mondiale il sut faire les bons choix: il entra dans la Résistance dès décembre 1940, et fut même déporté par les nazis en mars 1943.

Les **Jeunesses patriotes** de Pierre Taittinger (1887-1965), gros producteur de champagne de son état) étaient apparues en mars 1924 sur les ruines de la vieille Ligue des Patriotes; leur journal s'appelait *Le National*. Elles se firent connaître à partir de 1925 à l'occasion d'affrontements très violents avec les communistes: leur ambition était de s'implanter dans le prolétariat. Elles revendiquaient trois cent mille membres en 1934, certainement pas tous des activistes prêts à descendre dans la rue. Leurs structures, complètement militarisées, et leurs méthodes étaient d'inspiration fasciste, et jusqu'à leurs insignes et leurs uniformes, imper bleu et béret basque; Taittinger affichait la plus fervente admiration pour Mussolini. En revanche leur idéologie, fort confuse bien sûr, n'était pas franchement fasciste au début des années 1930, elle se rattachait plutôt à la tradition du nationalisme barrésien — juste avant de mourir, le vieux rossignol avait porté le mouvement nouveau-né sur les fonds baptismaux. Taittinger, qui était député (il avait fait partie de la majorité du Bloc national de 1919 à 1924), ne voulait pas exactement renverser la démocratie mais rebâtir la République en renforçant l'exécutif (Mussolini non plus n'avait pas renversé le régime en place, la monarchie italienne); il tenait aussi pour la décentralisation, ce qui rappelait davantage Maurras, tout comme le corporatisme qu'il prônait en économie. Bref, somme toute, rien de très différent des Croix de Feu — sinon que, contrairement à La Rocque, Taittinger se prit à son jeu et sombra dans l'extrémisme.

Le premier, et en fait pratiquement le seul mouvement proprement fasciste en France avait été le **Faisceau** de Georges Valois (pseudonyme de Georges Gressent, 1878-?), fondé en novembre 1925, dont le nom même était une référence explicite à Mussolini, mais dont le leader, issu de l'A.F. et plus lointainement du mouvement des Bourses du travail (voyez au chapitre 6), prétendait toujours faire la synthèse entre Maurras et Sorel; sa doctrine était très ouvriériste, nettement plus anticapitaliste et antibourgeoise que celles de La Rocque et de Taittinger, dans la lignée du cercle Proudhon d'Action française et du premier fascisme italien. Le Faisceau, à l'imitation de son homologue italien, était structuré en quatre branches: le Faisceau des Combattants (formé d'anciens combattants); le Faisceau des Producteurs (organisé en corporations); le Faisceau des Jeunes; le Faisceau civique. Les militants portaient des chemises bleues. Mais le mouvement, divisé, entra très vite en déclin: dès 1928, Valois fut exclu par ses propres militants. Le Faisceau n'était pas parvenu à trouver un espace

politique: les plus nationalistes, notamment les proches de l'Action française, l'accusaient d'être à la solde de l'Italie; ses propres troupes, issues de la petite et moyenne bourgeoisie, ne faisaient pas preuve d'un grand enthousiasme envers son ouvriérisme. Peut-être aurait-il eu plus de succès dans le contexte agité des années 1930... Au total le Faisceau ne fut qu'une aventure éphémère, qui est restée dans l'Histoire essentiellement grâce à son nom; mais il eut une certaine influence — l'on y trouvait notamment deux futurs collaborateurs de premier plan dont je reparlerai au chapitre 13, Abel Bonnard et Xavier Vallat (qui, dans les années 1930, passa aux Jeunesses patriotes).

Vers la fin des années 1920, Roland Dorgères (pseudonyme de Henri d'Halluin, 1897-?) tenta une synthèse assez originale: ses "**Chemises vertes**" (de leur nom officiel, la "Défense paysanne") prétendaient incarner un fascisme rural. De tels mouvements, certes, apparurent ailleurs en Europe dans les années 1930, notamment la Légion de l'Archange Saint Michel en Roumanie¹, mais dans la France des années 1930, désormais majoritairement urbaine, c'était un positionnement quelque peu étrange... L'idéologie dorgérienne, d'ailleurs, était plus traditionnaliste que fasciste. Les Chemises vertes se distinguèrent par leur violence, notamment au moment des manifestations paysannes de 1933, mais elles ne parvinrent pas à devenir un mouvement de masse, ni à obtenir des élus.

Parmi les groupuscules les plus extrémistes, la **Solidarité française** de Jean Renaud, apparue en 1933, affichait un fort antisémitisme et des sympathies pour le régime italien². Au moment du Six février auquel elle participa, elle avait peut-être dix mille militants. Né en 1933 aussi, le **Parti socialiste national** de Jean Hennessy et Alfred Fabre-Luce (1889-1983), n'eut aucun succès, en bonne partie pour cause de germanophilie (d'hitlérophilie, plus exactement) trop prononcée³. Il y avait encore un **Parti franciste**, apparu toujours la même année, avec à sa tête Marcel Bucard (1895-1946), ancien combattant, ancien du Faisceau, ancien des Croix de Feu, ancien collaborateur de Coty, qui poussait très loin le mimétisme mussolinien (il rêvait d'être le *Duce* français; il était d'ailleurs subventionné par l'ambassade italienne), mais n'attira jamais plus de huit mille imbéciles.

¹ Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P2.

² Elle recrutait ses nerfs dans le sous-prolétariat maghrébin, ce qui lui valait, paraît-il, le délicat sobriquet de "Solidarité française".

³ Fabre-Luce était le petit-fils de Henri Germain, le fondateur du Crédit lyonnais, Anticonformisme absolu, il milita au P.P.F. de Doriot après 1936, trouva le régime de Vichy bien conservateur, fut arrêté par la Gestapo en 1943 pour son *Journal*, qui commençait par la formule « Ces mots d'un franc-tireur... » à une époque où ce mot désignait surtout les résistants. Il fut jugé à la Libération pour le même livre, non sans avoir écrit en 1944: « nous allons enfin connaître nos nazis: ce sont les durs de la Résistance ». Par la suite, quelque peu assagi et devenu politiquement à peu près présentable, il devint un grand journaliste, chroniqueur à la plume mordante, antigaulliste viscéral. Il était l'oncle de Valéry Giscard d'Estaing.

Revenant d'un autre temps, le vieux Gustave **Hervé** avait fondé en 1919 un autre **Parti socialiste national** (la concurrence était rude pour les appellations les plus prestigieuses!), dont le nom seul le place bien plus nettement dans la mouvance fasciste que je viens d'évoquer, que dans celle des Croix de Feu et des Jeunesses patriotes. Ce qui est intéressant chez lui, évidemment, plus que l'influence politique (nulle) de son groupuscule, c'est son itinéraire politique: il venait non pas de la droite comme La Rocque et Taittinger, mais de l'extrême-gauche révolutionnaire — voyez au chapitre 6. Il s'était converti à l'action légale en 1912 (avec ce commentaire: « les girouettes² sont utiles comme les bornes. Les bornes marquent la route, les girouettes marquent le vent »); mais, comme Mussolini, ce fut la guerre qui le fit évoluer vers le chauvinisme le plus extrême. Son biographe Gilles Heuré parle d'« une énergie désorientée qui ne soutient plus aucun idéal mais au contraire cède au vertige du remords » et succombe « à une lucidité désespérée » — ce **passage d'un optimisme historique radical, et d'un activisme motivé par cet optimisme, à une vision pessimiste et méprisante de la nature humaine, et à un activisme glorifiant la force pour la force**, est caractéristique de tous les passages de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

En janvier 1916, *La guerre sociale* fut rebaptisée *La victoire*; la même année le *Canard enchaîné* élut "Tatave" "grand chef des bourreurs de crâne", devant Barrès. Il en fit tant qu'en septembre 1918 il finit par se faire expulser de la S.F.I.O. redevenue pacifiste. Alors il commença à se déchaîner contre les grèves "antinationales" et le bolchevisme, tout en réclamant « des chefs! des chefs! des chefs! », en stigmatisant la République, "cour du roi Pétaud", et en cherchant à organiser la collaboration "du Capital, du Talent et du Travail". Dès 1922, il proclama son admiration pour Mussolini, même s'il refusa toujours le qualificatif de fasciste, « marque étrangère », et s'il était plutôt parmi les moins infantiles maniaques d'uniformes et de flambeaux; au début des années 1930, il afficha une certaine sympathie pour l'hitlérisme, qu'il analysait subtilement comme un "boulangisme" avec des "erreurs tactiques", mais l'agressivité hitlérienne finit par l'inquiéter, surtout à partir de 1936. Par ailleurs, l'ancien anticlérical réclamait désormais une restauration religieuse, pour la repopulation (il finit par se convertir officiellement en 1935), ce qui n'avait rien de très fasciste. Il voulait un État corporatiste (à partir de 1924; auparavant il était plutôt libéral en économie); une République dictatoriale, « grande chaussette à clous intégrale pour dresser les ennemis de la nation », à la tête de laquelle il envisagea successivement Millerand, Poincaré, Tardieu, puis Pétain dès les années 1930 (il publia deux brochures à ce dernier sujet, en 1935 et en 1936³); l'arrêt de

¹ De même, il y avait en réalité deux "partis francistes".

² La métaphore remonte à un célèbre *Dictionnaire des girouettes* publié... en 1815.

³ Il n'était pas le seul à y penser: même Pierre Cot, futur ministre du Front populaire, prit un moment le chenu maréchal pour un nouveau Clemenceau. L'intéressé acceptait ces flatteries, mais se gardait bien d'approuver aucun de ses thuriféraires et ne s'attaquait pas au régime: une icône nationale ne fait pas de politique. ses partisans prétendaient qu'il n'en pensait pas moins; la suite montra qu'ils n'avaient point tort.

l'immigration; en revanche il n'était pas antisémite et voulait prendre le pouvoir légalement. Mais il ne parvient pas à s'imposer dans l'extrême-droite française et se marginalisa complètement à la fin des années 1930¹.

Pour l'extrême fin de la période ici envisagée, il faut faire une place enfin à Jacques **Doriot** (1898-1945), dont l'itinéraire fut encore plus particulier. Issu d'un milieu prolétarien, ouvrier métallurgiste de profession depuis l'âge de dix-sept ans, il venait lui aussi de l'extrême-gauche: il avait adhéré très jeune à la S.F.I.O., en 1916, puis il avait rejoint la S.F.I.C. au congrès de Tours. Il commença alors une brillante carrière dans le mouvement communiste international: il fut le représentant de la section française de la Jeunesse communiste (en russe: le Komsomol) au deuxième congrès du Komintern, à Moscou en 1921; l'année suivante il devint secrétaire du Komsomol à l'échelon international, et, à ce titre, membre du comité exécutif du Komintern. Après un an et demi passé à Moscou, il revint en France et, logiquement, entra au comité central de la S.F.I.C. en 1923; deux pamphlets incendiaires lui valurent la prison, mais durant son séjour derrière les barreaux il fut élu député de Saint-Denis (en 1924), ce qui obligea le gouvernement à le gracier. C'était alors un député communiste flamboyant, charismatique, extrêmement populaire notamment à la Jeunesse communiste, et l'une des têtes de Turc de la droite.

Vers 1928 il commença à prendre ses distances vis-à-vis de Moscou et de la tactique "classe contre classe"; il dut faire une autocritique en avril 1929. Élu maire de Saint-Denis en 1931, toujours avec l'appui de la S.F.I.C., il rompit définitivement avec le P.C.F. début 1934, en principe pour avoir préconisé, quelques mois trop tôt, une alliance avec les socialistes et les radicaux, en fait parce que ce tribun doué et ambitieux ne supportait plus l'autorité de Fried, ni d'avoir à appliquer une ligne politique impopulaire qui l'éloignait du pouvoir, ni la rapide ascension de Thorez, homme moins brillant mais plus souple. Toujours très populaire parmi ses camarades et ses administrés, il parvint à conserver son ancrage local (il fut réélu maire en 1935), mais devint (ou demeura?) un ennemi acharné de la gauche; son hostilité à la démocratie libérale et bourgeoise était intacte, ce qui logiquement le conduisit très vite à prendre pour modèle Mussolini et les autres "socialistes nationaux"; mais il conserva du communisme les structures et les méthodes d'action dont il avait pu éprouver l'efficacité. Il participa à l'émeute du 6 février 1934, mais à titre personnel; à cette date, il n'avait pas encore

¹ En 1940, Hervé se mit au service du régime de Vichy, qui ne lui prêta aucune attention, et prôna la réconciliation franco-allemande. Il semble cependant avoir eu quelques ennuis avec le régime et la Gestapo en 1943; la mort, survenue en octobre 1944, lui épargna une après-guerre pénible.

constitué un mouvement politique pour le soutenir — en fait, il n'avait même pas encore été formellement exclu du P.C.F., lequel, on l'a vu au chapitre 11, participa aussi à l'émeute¹.

Parmi les intellectuels, il faut évoquer surtout Pierre **Drieu La Rochelle** (1893-1945), grand écrivain fasciné par la jeunesse, la virilité et la force, détestant la démocratie et le libéralisme, le marxisme et les juifs²; dans les années 1920 il avait été proche des communistes et l'ami de Doriot qu'il suivit dans sa dérive, sans jamais réellement renier ses fascinations bolcheviques. Dans *Gilles*, roman autobiographique paru en 1939, il expliquait sa fascination pour les extrêmes par « un violent refus de la France contemporaine, une nostalgie avouée d'un âge d'or révolu et le rêve moins précis d'un ordre nouveau ». En 1934, il publia un essai intitulé *Socialisme fasciste* (il y incluait encore le stalinisme), où il écrivait notamment: « la liberté est épuisée, l'homme doit se retremper dans son fond noir ».

Après le Six février, il s'orienta de plus en plus décidément vers le fascisme, comme il s'en expliqua à la fin de sa vie, dans sa cellule à Fresnes, fin 1944 (dans *Lettre à un soldat de la classe 60*, c'est-à-dire né en 1940): « **le fascisme, il y a bien longtemps que nous avons pensé que c'était une poésie et la poésie même du XXe siècle** (avec le communisme sans doute). Je me dis que cela ne peut pas mourir. Les petits enfants qui seront des garçons de vingt ans plus tard apprendront avec un sombre émerveillement l'existence de cette exaltation de millions d'hommes, les camps de jeunesse, la gloire du passé, les défilés, les cathédrales de lumière, les héros frappés au combat, l'amitié entre les jeunes de toutes les nations réconciliées. José Antonio [Primo de Rivera, le dirigeant de la Phalange espagnole, fusillé par les républicains en 1936], le fascisme immense et rouge. et je sais bien que le communisme a lui aussi sa grandeur, pareillement exaltante. Peut-être même, dans mille ans, confondra-t-on les deux Révolutions du XXe siècle, je ne sais pas. (...) **Je ne pourrai jamais oublier le rayonnement merveilleux du fascisme universel de ma jeunesse, le fascisme, notre mal du siècle.** (...) Un camp de jeunesse dans la nuit, l'impression de faire corps avec sa nation tout entière, l'inscription à la suite des héros et des saints du passé, une fête totalitaire, ce sont là des éléments de la poésie du fascisme, c'est ce qui aura fait la folie et la sagesse de notre âge, c'est, j'en suis sûr, ce que la jeunesse, dans vingt ans, oublieuse des tares et des erreurs, regardera avec une sombre envie et une nostalgie inguérissable ». Les références au

¹ Sur Doriot, Déat et Bergery, j'ai utilisé le livre de Philippe Burin: *La dérive fasciste*, publié en 1986. Parmi les proches de Doriot, communistes dans les années 1920, qui eurent le même itinéraire, on peut citer Jean Fontenoy (1899-1945), qui finit par s'engager dans la L.V.F. et se suicida dans Berlin en ruines.

² Voici une citation des années 1930 où s'exhale, dans un style qui doit pas mal à Léon Bloy, sa haine de la République: « en finira-t-on jamais avec les relents de pourriture parfumée qu'elle exhale encore la vieille putain agonisante, la garce vérolée, fleurant le patchouli et la perte blanche, la République, toujours debout sur son trottoir? Elle est toujours là, la craquelée, la lézardée, sur le pas de sa porte, entourée de ses michets et de ces petits jeunes aussi acharnés que les vieux. Elle leur a tant rapporté des billets dans les jarretelles. Comment auraient-ils le cœur de l'abandonner malgré les blennorragies et les chancres. Ils en sont pourris jusqu'aux os ».

communisme n'étaient pas seulement de la provocation (elles étaient cela aussi, évidemment, en 1944), mais bien plus profondément fidélité à un itinéraire dans toute sa complexité et, *fragment d'idéologie*, indice d'une profonde parenté dans la vision du monde.

Pourtant Drieu demeurait un pacifiste: paradoxalement, son idéologie s'ancrait bien dans la fascination des guerres, mais de celles d'avant le machinisme moderne... Ce dont il concluait qu'il fallait se consacrer à « l'exercice transposé de la guerre: [le] sport ». Dans *Gilles*, il voyait le fascisme comme un principe universel, comparable à l'Église catholique, appelé à réconcilier les nations, idée qui revient encore dans le texte que je viens de citer — donc il fallait que le fascisme triomphât en France *pour éviter la guerre*. Complexité paradoxale d'un homme à la virilité inquiète et complexée, hanté par la faiblesse, la désertion, le suicide, et qui finit par se tuer dans sa cellule, début 1945.

Il y en avait pas mal d'autres, et ce n'étaient pas des marginaux: l'intelligence n'était pas massivement à gauche comme elle le fut après-guerre. Le jeune **Robert Brasillach** (1909-1945), normalien, critique littéraire à *L'Action française*, suivit le même chemin à partir de 1934; très vite, il fut particulièrement fasciné par le nazisme (voyez dans le cours sur l'Allemagne, au chapitre 3, ses textes sur le congrès du parti nazi à Nuremberg, en 1937); *l'Histoire de la guerre d'Espagne* qu'il publia en 1939 avec Maurice Bardèche tentait d'opposer un récit "de droite" du conflit espagnol à la mémoire "de gauche" telle que Malraux, Bernanos, Hemingway, Orwell, etc., était en train de la développer. Lucien Rebatet (1903-1972) était également journaliste. Le philosophe Thierry **Maulnier**, qui animait un cercle du nom de *La jeune droite*, assez fascisant. Même le philosophe catholique Emmanuel **Mounier** et l'équipe de la revue *Esprit*, qui pourtant soutinrent le Front populaire, montrèrent, y compris vers 1936, une certaine affection pour certaines valeurs dont les fascismes leur semblaient de bons représentants: un "authentique élan spirituel", du "dévouement", du "sacrifice", des "valeurs authentiques", de l'"amitié virile". Ils en critiquaient cependant l'idolâtrie du chef et le bellicisme; mais ils eurent des contacts personnels avec les dictatures de droite, y compris avec les nazis, jusqu'en 1939.

N.B. **Céline** (Louis-Ferdinand Destouches, 1894-1961) ne peut pas être classé dans cette mouvance: si ses pamphlets des années 1930, *Bagatelles pour un massacre* et *L'école des cadavres*, figurent parmi les plus répugnants de l'époque notamment par leur antisémitisme obsessionnel¹, son refus de tout engagement

¹ Il y en a un autre, *Mea Culpa*, le premier chronologiquement, paru en 1935: Céline y affirmait avec éclat sa détestation du communisme. C'est son seul pamphlet actuellement réédité.

partisan après cette date comme auparavant, son antimilitarisme et sa haine de tous les pouvoirs, de tous les embrigadements, le rangeaient à part — et lui valaient la haine d'une bonne partie de l'extrême-droite intellectuelle. Céline n'a jamais été le serviteur d'une idéologie (du reste, du point de vue politique ses pamphlets sont complètement incohérents), mais le prisonnier lamentable d'un anticonformisme absolu, d'une misanthropie pathologique, d'une paranoïa délirante et d'une immense vanité; c'est pourquoi il me semble difficile de le ranger parmi les "engagés" — en revanche, il est certainement à classer parmi les crétins dangereux, malgré l'immensité de son talent: de plus activistes que lui utilisèrent ses torchons à des fins tout à fait politiques. Je voudrais enfin rappeler que ses romans sont exempts de tout antisémitisme, à l'exception d'un bref passage au début de *Mort à crédit*; ce qui n'est pas le cas des pamphlets de Bernanos, qui sut pourtant faire de meilleurs choix lorsqu'il le fallut¹.

On voit bien qu'au total **les courants proprement "fascistes"**, au sens de la définition René Rémond, **ont été assez peu nombreux**, au moins jusqu'en 1936 — même après, La Rocque l'a toujours emporté sur Doriot, et les Brasillach sont demeurés des isolés jusqu'en 1940. En fait, il faut plutôt parler d'éléments empruntés à l'idéologie fasciste, insérés dans des corpus idéologiques assez peu cohérents, au service de stratégies seulement en partie imitées de celles de Mussolini. Il n'empêche que les moins hostiles à la démocratie furent abondamment manipulés par les autres, que leurs compromissions leurs excès de langage et à l'occasion leurs choix désastreux contribuèrent à les faire assimiler à des "fascistes", et que tout était prêt pour que certains dérivassent effectivement vers le fascisme, ou vers la collaboration active avec le fascisme ou le nazisme. **Pourquoi la France a-t-elle été relativement exempte d'un fascisme de masse?** On peut évoquer **l'absence d'un grand leader** populiste (les extrémistes français se haïssaient entre eux). Allant plus loin, René Rémond donne les pistes suivantes: **la victoire**, qui fit que la France n'avait pas les mêmes

¹ Il y avait aussi toute une mouvance littéraire plus traditionnelle, proche de l'Action française sans en partager les excès de langage, rétive au populisme; elle était très puissante notamment à l'Académie, temple de la réaction qui dans ses rangs, outre le quota traditionnel de cardinaux et d'amiraux sans lequel la Coupole n'eût pas été la Coupole, un quarteron de soldats prestigieux, Foch, Lyautey, Pétain, Weygand, comptait notamment Bainville et Maurras, Henri Bordeaux, Abel Bonnard, Léon Bérard (mais aussi Mauriac): certains glissèrent vers des complaisances envers les extrême-droites, d'autres attendirent 1940 pour applaudir Vichy (Bonnard finit même dans le collaborationnisme le plus extrême: voyez au chapitre 13); d'autres encore surent rester discrets en politique et traversèrent la guerre sans trop de dommage pour leur honneur. On peut aussi rattacher à cet ensemble Henri Béraud, conservateur dans les années 1920 et fasciste à la fin des années 1930, sur qui je reviendrai, et aussi un groupe d'écrivains politiquement conservateurs, mais peu engagés à l'époque, parfois assez avant-gardistes dans la forme ou et fort populistes les thèmes traités, qui tournèrent assez mal après 1940 sans toutefois s'abaisser autant que les Drieu et les Brasillach: par exemple Marcel Aymé (1902-1967) et Pierre Mac Orlan (Pierre Dumarchey, 1882-1970).

motifs d'amertume que l'Allemagne ni les mêmes frustrations que l'Italie (le fascisme est un revanchisme, par définition le nationalisme français de l'entre-deux-guerres ne pouvait pas en être un); **une crise économique moins violente** qu'en Italie en 1919 ou en Allemagne en 1930 (mais l'explication est insuffisante: les États-Unis ont eu une crise très violente mais pas de fascisme); **la crise démographique** et l'archaïsme de l'économie, « une société bloquée [qui aurait] étouff[é] la révolte des jeunes »; **une démocratie mieux ancrée** malgré l'impopularité du régime, y compris dans la droite traditionnelle, tout aussi hostile au fascisme qu'en Italie et en Allemagne mais infiniment plus puissante, et même dans les mouvances hostiles au régime: « les droites souhaitaient être gouvernées; elles ne désiraient pas une dictature ».

Cela dit, comme en Italie et en Allemagne, une partie de la droite "classique" a bien eu des liens plus ou moins étroits avec les groupes hostiles à la République, y compris les plus fascistes. Les compromissions et les dérives évoquées au début du précédent paragraphe furent le fait aussi d'hommes, comme Pierre Laval, président du Conseil de centre-droit dans les années 1930 qui fut plus tard le premier ministre de Pétain... La clef de ces compromissions réside à l'évidence dans une détestation commune de la gauche, et ce dès avant l'époque des Fronts populaires. **La droite républicaine**, même réformatrice comme Tardieu et Laval, **avait tendance à diaboliser la gauche** même modérée, qu'elle tenait pour incapable de gérer le pays et trop faible envers le communisme¹, et à se sentir investie d'un "droit divin" à gérer le pays, selon la vieille mentalité orléaniste selon laquelle la richesse des hommes est l'aune de leur valeur, mâtinée d'inégalitarisme légitimiste. Lorsque les Français inclinèrent de plus en plus à gauche, avec les victoires de celle-ci en 1924 et en 1932 (en attendant celle de 1936), la droite fut incapable d'y lire autre chose que l'effet d'un complot; certains alors décidèrent de répondre au complot par le complot et délaissèrent la cause de la démocratie, à laquelle du reste ils s'étaient assez récemment convertis (après la victoire des républicains dans les années 1880, ou sur l'ordre de Léon XIII ou de Pie XI, ou bien encore au moment de l'Union sacrée), pour à tout prix défendre l'ordre social, les valeurs traditionnelles, la religion, la famille, le drapeau, et autres oripeaux d'un monde qui, sans s'effacer encore irrémédiablement, en quelque sorte rétrécissait continûment sous les assauts du XXe siècle. Parmi ceux-là, une minorité prit les fascistes pour des défenseurs de l'ordre, ou plutôt pour des alliés faciles à manipuler, une espèce de version conservatrice des "idiots utiles" des communistes. Il fut d'autant plus difficile d'éviter les dérives personnelles que **cette droite républicaine**, profondément divisée, marquée par les échecs de Laval et de Tardieu, **était à**

¹ Des épisodes comme le voyage du radical Herriot en U.R.S.S. en août 1933, et l'enthousiasme béat qu'en cette occasion il avait manifesté pour les réalisations des soviets (voyez le cours sur la Russie, aux chapitre 3 et 6), n'avaient évidemment rien arrangé; en revanche Blum était beaucoup plus prudent, congrès de Tours obligeait.

peu près inorganisée: elle était de plus en plus incapable d'assurer le maintien de sa base électorale. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'une hémorragie de ses éléments les plus dynamiques (Tardieu, Henriot, plus tard Laval) se fût produite en direction des extrêmes.

Tous les groupes d'extrême-droite se retrouvaient pour faire le coup de feu contre des spectacles ou des conférences qui ne leur plaisaient pas¹, contre des événements organisés par la gauche (par exemple un congrès pacifiste monté par les communistes en novembre 1931), etc. À chaque crise ministérielle, c'est-à-dire souvent, des manifestations d'étudiants avaient lieu autour du Palais-Bourbon et du palais du Luxembourg (le quartier Latin était toujours très nationaliste, la rue d'Ulm notamment). La tension montait, dans une atmosphère sociale et internationale très lourde. Après la chute de Herriot, puis celle en octobre 1933 de son successeur Édouard Daladier (1884-1970), un radical typique de sa génération (il était député-maire de Carpentras), les gouvernements furent de plus en plus instables; l'antiparlementarisme de l'opinion redoubla. On pouvait lire dans certains cafés: "ici, on ne sert pas les députés". Sur ce, en pleine trêve des confiseurs, un énorme scandale éclata, **l'affaire Stavisky**².

Alexandre (ou Sacha) Stavisky, de son vrai nom Serge Alexandre, un Juif d'Ukraine arrivé en France en 1898 et naturalisé en 1910, était une figure de second plan du Tout-Paris, et surtout un escroc de haut vol bien connu de la justice, quoique jamais condamné (à une exception près, en 1926) grâce aux protections très efficaces dont il bénéficiait. En 1930-1931, il avait placé pour deux cents millions de bons du Crédit municipal de Bayonne, une banque qu'il avait contribué à fonder en 1930, auprès d'autres établissements de crédit, de compagnies d'assurances et de particuliers, avec entre autres la complicité du député local (radical) et la garantie écrite d'un ministre (radical aussi); ces émissions ne bénéficiaient d'aucune couverture sérieuse. L'escroquerie découverte, Stavisky prit la fuite; mais début janvier 1934, alors que la police venait l'arrêter avec un retard suspect, il fut retrouvé à l'agonie dans un chalet au-dessus de

¹ Fin 1933, un *Coriolan* monté à la Comédie-Française dégénéra en batailles rangées. La pièce raconte la tentative de prise de pouvoir par un militaire démagogue dans le contexte d'une rébellion du peuple de Rome contre ses dirigeants corrompus...

² Juste avant, un accident de chemin de fer avait fait deux cent dix-neuf morts, et mis en évidence l'incurie des autorités.

Chamonix, "suicidé de deux balles dans la nuque" selon une formule célèbre du *Canard enchaîné*¹.

L'opinion était écœurée. L'opposition, de gauche comme de droite, accusait les protecteurs de Stavisky de l'avoir liquidé pour ne pas qu'il compromît l'ensemble de la classe politique². Pour l'extrême-droite, l'affaire était claire: Stavisky était juif (comme Oustric³ et comme Marthe Haneau) et métèque; Camille Chautemps (1885-1963), le président du Conseil, était un dignitaire franc-maçon... Dès la fin décembre, *L'Action française* avait lancé une campagne antirépublicaine à propos de l'affaire Stavisky; après la mort de l'escroc, elle appela à des manifestations à Paris, aux cris de "à bas les voleurs!". Le reste de l'extrême-droite s'y joignit; la gauche n'était pas silencieuse non plus, notamment les communistes, encore en pleine période sectaire. Le préfet de police de Paris, Jean Chiappe⁴, avait adopté depuis plusieurs mois une attitude à l'extrême limite de la complaisance envers les ligues antirépublicaines, ne réprimant pratiquement que les manifestations de gauche (il milita à l'extrême-droite après 1936). Dans une atmosphère irrespirable, le cabinet Chautemps démissionna fin janvier — c'était la première fois que le gouvernement de la République tombait sous la pression de la rue. Daladier fut pressenti pour remplacer Chautemps ("on prend les mêmes et on recommence", disait la sagesse populaire), et Chiappe fut renvoyé — l'extrême-droite l'éleva au rang de martyr.

Finalement, le soir de la présentation du gouvernement Daladier devant les Chambres, le mardi **6 février 1934**, **une manifestation d'anciens combattants** des Croix de Feu, de l'Action française et de la Solidarité nationale, auxquels s'étaient joints divers autres mécontents (dont des communistes), **tourna mal**: les différents cortèges qui tentaient de converger sur la place de la Concorde et sur le boulevard Saint-Germain pour se retrouver devant le Palais-Bourbon, qui se trouve entre les deux, se trouvèrent vite débordés par des "casseurs" et surtout par des activistes dont le but était de provoquer un assaut de la Chambre des députés. Les choses allèrent nettement plus loin que les autres soirs: des autobus furent renversés, des kiosques à journaux incendiés; des grilles d'arbres servirent de projectiles; dès le début il y eut quelques coups de feu de provenance indéterminée. La garde républicaine, qui tenait le pont de la Concorde entre la place éponyme et le Palais-Bourbon, était sur le

¹ Pour l'anecdote: le chalet avait été loué au nom d'une comparse, sa secrétaire Germaine Soleil... qui devint plus tard, dans les années 1960 à 1980, la plus célèbre des voyantes françaises (Georges Pompidou laissa échapper un jour un: « je ne suis pas madame Soleil! »).

² De telles accusations avaient déjà couru au moment de l'affaire Syveton, et plus récemment à la mort du fils de Léon Daudet, Philippe, en 1923, à quatorze ans et dans des circonstances confuses (après une tentative avortée de fugue au Canada, cet adolescent perturbé s'était réfugié... chez les anarchistes; il semble avoir choisi finalement le suicide).

³ En fait, Oustric n'était pas juif, mais vu la consonnance de son nom, l'extrême-droite prétendait le contraire.

⁴ Acclimateur à Paris, par ailleurs, des passages cloutés.

point d'être débordée (les manifestants cherchaient à couper les jarrets des chevaux à coups de lames de rasoir montées sur leurs cannes, une pratique vieille comme les guerres civiles françaises) lorsque vers minuit, elle paniqua et finit par se dégager en ouvrant le feu. Il y eut quatorze morts parmi les manifestants¹, dont quatre militants de l'Action française, deux des Jeunesses patriotes et un de la Solidarité française, et de nombreux blessés: c'était la première fois que le sang coulait à Paris depuis la Commune.

L'émeute échoua en bonne partie parce que les Croix de Feu, qui arrivaient par le boulevard Saint-Germain, ne se laissèrent pas entraîner et ne firent pas mine d'attaquer le Palais-Bourbon (et aussi parce que la direction de l'A.F., qui n'avait pas prévu l'ampleur de l'émeute, brilla par son absence). Il n'y eut pas non plus de répliques organisées en province, sauf à Lille. Ce n'était pas une tentative planifiée de prise du pouvoir à la Mussolini ni à la Lénine, mais une manifestation de colère qui avait mal tourné, un épisode isolé et ambigu, car la manifestation n'avait pas pour but explicite le renversement du régime — à vrai dire, elle n'avait aucun but précis; seule l'extrême faiblesse de la République la mit à deux doigts du succès: les institutions n'auraient certainement pas survécu à la prise de la Chambre par les émeutiers. Bien entendu, l'armée était restée fidèle au régime; mais l'émeute entraîna la chute de **Daladier**, qui **démissionna le 9 au matin**, quelques heures après que les députés assiégés lui eussent accordé leur confiance: à nouveau, le régime cédait devant l'agitation de rue. Pour l'extrême-droite, Daladier était désormais le "fusilleur", version républicaine du "bourreau de la rue Transnonain" (on évoquait des mitrailleuses dissimulées dans le Palais-Bourbon, la presse publia même des photos maquillées). Le Paris de droite du XXe siècle avait ses martyrs, comme le Paris de gauche du XIXe; la "révolution" antiparlementaire avait échoué, mais ce n'était que partie remise.

La Chambre, elle, croyait à un complot fasciste. En principe de gauche en majorité, elle vota la confiance à **un ministère qui se prétendait "d'union nationale"** mais était en fait axé à droite. Symboliquement, il était dirigé par le septuagénaire Gaston **Doumergue**, un ancien président de la République (de 1924 à 1931) — c'était encore le réflexe "Poincaré-Clemenceau", l'appel au vieillard prestigieux pour la troisième fois en dix-sept ans: une fort mauvaise habitude dont on apprécia les conséquences en 1940 (dans le cabinet Doumergue, Philippe Pétain, autre figure d'ancêtre prestigieux et respecté, et supposé apolitique, hérita du ministère de la guerre; c'était son premier portefeuille ministériel, il fit une très respectable potiche²). Fort heureusement "le Gastounet", personnage tout droit sorti d'une pièce marseillaise de Pagnol, d'ailleurs retiré dans son village de Tournefeuille en Provence depuis

¹ Plus treize autres dans les cinq jours suivants. L'A.F. donnait le chiffre de cinquante.

² Il le fut une autre fois dans les années 1930; en 1939, autre poste prestigieux mais sans pouvoir réel, il devint le premier ambassadeur de France en Espagne franquiste, qu'il avait bien fallu reconnaître puisque la République ne survivait plus qu'en exil.

son départ de l'Élysée, était totalement inoffensif. Herriot servait de caution progressiste, mais Tardieu, comme lui ministre d'État, était l'homme fort de l'équipe; on y trouvait aussi un néo-socialiste (proche de Déat: voyez plus bas); en revanche, la S.F.I.O. et la S.F.I.C. étaient exclues de la nouvelle majorité. Doumergue, à deux reprises, innova en s'adressant directement à la population à la radio, à la Roosevelt, ce qui constituait un début de remise en cause des usages du régime parlementaire: traditionnellement, l'exécutif ne rendait de comptes qu'aux élus.

Ainsi, en 1934, par un nouveau mouvement de balancier, **la droite (républicaine) revint franchement au pouvoir** avec les radicaux pour alliés, comme en 1926, alors qu'elle avait perdu les élections précédentes. Elle se révéla d'ailleurs tout aussi incapable de gouverner avec fermeté que dans les années 1929-1932: une réforme de la Constitution, visant à renforcer l'exécutif, échoua à l'automne¹, et Doumergue démissionna dès le mois de novembre. Plusieurs gouvernements faibles lui succédèrent: un cabinet Pierre-Étienne Flandin jusqu'en mai 1935, puis un cabinet Laval qui prit les décrets-lois déflationnistes évoqués dans la première partie; puis, en janvier 1936, le radical Albert Sarraut (1872-1962) revint aux affaires. Les députés, de gauche en majorité, ne parvenaient à s'entendre que pour soutenir des gouvernements de droite et des mesures économiques de la plus stricte orthodoxie.

L'agitation d'extrême-droite ne prit pas fin après le 6 février 1934, bien au contraire; les chefs de l'Action française et des autres ligues et groupuscules antirépublicains n'avaient pas été arrêtés, ils continuèrent à se déchaîner. Il n'y eut plus de scandales politico-financiers majeurs², mais on ne laissa pas refroidir le sang des morts du pont de la Concorde; puis il y eut à dénoncer le complot judéo-bolchevik du Front populaire; et puis l'opinion était toujours exaspérée par l'incapacité des gouvernements à mener une politique énergique contre la crise, en particulier à cause de l'action néfaste du Sénat qui freinait toute réforme. Il y eut une épidémie de duels. Un chauffeur de taxi parisien fut traîné en justice pour avoir traité un collègue d'"espèce de député". Les crieurs de journaux s'empaignaient, les batailles de rue étaient incessantes — tout le monde jouait à la guerre civile, et le jeu était de plus en plus convainquant. D'après E. Weber, « les Français s'épiaient les uns les autres, méfiants, tous fermement persuadés que leur ennemi complotait leur destruction. Jamais, depuis l'affaire Dreyfus, la politique ne s'était mêlée à tel point à l'existence de tous les jours. Les salons retentissaient de récits de courage et d'infortune. Au lycée Pasteur, où Roger Nimier et le fils

¹ Ce fut tout de même à cette occasion, en décembre 1934, que la fonction de président du Conseil reçut pour la première fois une reconnaissance constitutionnelle. Les services de la présidence du Conseil s'installèrent dans l'hôtel Matignon, l'ancienne ambassade d'Autriche-Hongrie.

² L'affaire Stavisky ne se termina pas le 6 février: quinze jours plus tard, le conseiller Prince, chargé des affaires financières au parquet de Paris, fut retrouvé mort sur une voie de chemin de fer. En octobre, autre sombre affaire: le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, fut assassiné (voyez plus bas).

de Daladier faisaient leurs études, les gamins de dix ans, en sixième ou en septième, jouaient aux manifestants qui rossent les gardes mobiles. Dans certaines écoles, les enfants dont les parents étaient de gauche, notamment ceux des instituteurs ou autres "intellectuels" subversifs, étaient mis en quarantaine ou traités d'enfants d'assassins ».

Les Croix de Feu notamment s'agitaient beaucoup: ils tentaient d'affirmer leur présence dans les banlieues rouges, où ils organisaient de spectaculaires parades motorisées; d'où des affrontements violents. Ils avaient plutôt bénéficié du Six février en termes de popularité (ils recueillaient les fruits de leur légalisme: la majorité des Français hostiles à la République parlementaire n'étaient pas prêts au coup d'État ni à la révolution), et leur discipline et le caractère relativement modéré des idées de La Rocque (par rapport en tout cas aux excités fascistes) rassuraient les classes moyennes. Une coordination des extrêmes-droites apparut, le Front national; mais les Croix de Feu la boudèrent.

En février 1936, une automobile à l'intérieur de laquelle se trouvait Blum eut le malheur de croiser le cortège funèbre de l'historien d'Action française Jacques Bainville: le leader de la S.F.I.O. n'échappa au lynchage que grâce à l'intervention d'ouvriers qui travaillaient à proximité. Ce fut pour le Parlement, avant même le Front populaire, l'occasion de faire appliquer **une loi** votée un mois plus tôt **qui permettait de dissoudre les ligues** antirépublicaines¹ — celle d'Action française, déjà sur le déclin face à la concurrence des Croix de Feu, fut immédiatement interdite, mais pas le journal éponyme; la Solidarité française aussi. Tardieu renonça progressivement à l'action parlementaire; il envisageait désormais de revenir au pouvoir sous la pression de la rue. Doriot organisait ses partisans; j'y reviendrai plus bas.

II-Le Front populaire et ses suites (1934-1939).

A-Naissance et essor du Front populaire.

Le Six février eut pour conséquence essentielle de provoquer un **sursaut à gauche**, où l'on avait eu très peur pour le régime et pour la démocratie (l'un étant assimilé à l'autre): il était d'autant plus facile de craindre l'imminence d'une marche sur Rome à la française que

¹ Elle est restée en vigueur jusque dans les années 1990; à la fin, elle servait essentiellement contre les "sectes" religieuses.

l'extrême-droite l'annonçait tous les jours; peu importait que la Rocque ne fût point un fasciste, puisque ses méthodes étaient (ou semblaient être) celles de Mussolini, et de toute façon il était légitime de craindre qu'il fit le lit de plus fascistes que lui. Dans ces conditions **la seule solution était l'union**, et une union de la gauche, pour être victorieuse, devait inclure les communistes. Dans ces conditions la gauche modérée surmonta les souvenirs du congrès de Tours et entreprit d'oublier la vraie nature du régime soviétique: elle voulut, et parvint rapidement à considérer les communistes comme des progressistes, ses alliés naturels; d'autant que ces derniers, effectivement, changèrent spectaculairement d'attitude. Ils reçurent enfin du Komintern des consignes moins suicidaires et retrouvèrent les réflexes de défense républicaine de l'époque de l'affaire Dreyfus, remis en cause par la "trahison" des socialistes modérés en juillet-août 1914.

L'état de la gauche en février 1934 n'était pas fort brillant. Les **radicaux** étaient en plein désarroi. Parti de gouvernement depuis trente ans, ils contrôlaient certes toujours la présidence du Conseil (depuis 1932) et les principaux ministères, mais ils étaient incapables d'élaborer un programme d'action: toute leur expérience historique remontait au XIXe siècle et à ses grands combats politiques, la conquête des libertés et des droits de l'homme, la lutte pour l'éducation et contre la calotte; ils étaient dépassés par cette crise d'un type nouveau, avant tout économique et sociale, que le pays traversait. La contradiction entre leur phraséologie de gauche et leur conservatisme foncier en matière économique et sociale était de plus en plus évidente: « **restaurant socialiste, cuisine bourgeoise** », selon une formule de Blum¹. Enfin, ils s'étaient identifiés à cette troisième République que tout le monde détestait. La rue leur échappait (la police aussi, comme l'avaient montré les compromissions de Chiappe); même les paysans, leur base électorale traditionnelle, commençaient à les délaisser. Pourtant ils essayaient de s'adapter, d'adopter des structures partisans un peu plus fermes; mais ils avaient du mal à contrôler leurs parlementaires, toujours aussi indisciplinés, comme leurs organes de presse, puissants en province. Ils avaient deux figures de proue qui ne s'aiment guère, et **la "guerre des deux Édouards"** (Daladier et Herriot), conflit de basse-cour plus que duel d'aigles, n'arrangeait guère leur popularité. Sur le flanc gauche s'agitait une petite troupe remuante issue des Jeunesses radicales: on les appelait les "jeunes-Turcs", en référence aux révolutionnaires ottomans des années 1900. Il y avait parmi eux Pierre Mendès-France, Pierre Cot, Jean Zay et Gaston Bergery, que nous retrouverons.

Les **socialistes** étaient plus en prise sur la société moderne, ne fût-ce que parce que leur électorat était plus urbain, axé sur les ouvriers et les classes moyennes, et par ailleurs moins démunis d'instruments d'analyse de la crise; ils étaient en train de devenir le premier

¹ Variantes anonymes: "les radicaux, c'est comme les radis: rouges à l'extérieur, blancs à l'intérieur"; "le cœur à gauche, le portefeuille à droite".

parti de France en voix (ils en avaient obtenu deux millions en 1932) sinon en nombre d'élus (le mode de suffrage les desservait par rapport aux radicaux, surtout au Sénat mais également à la Chambre). Mais ils devaient tenir compte d'**une culture d'opposition très ancrée** parmi leurs troupes: de nombreux militants étaient attachés à des références idéologiques et à une phraséologie marxistes, que leurs dirigeants du reste n'avaient pas cessé de manier (la concurrence communiste aidant — voyez l'analyse au chapitre 11); ils avaient beaucoup de mal à accepter l'idée de se mettre à "gérer la société bourgeoise, les "compromissions" gouvernementales avec des "partis bourgeois", et de ce point de vue l'affaire du Cartel, puis les suites lamentables des législatives de 1932, n'avaient rien arrangé. En même temps, dans la pratique ils refusaient tout recours à la violence et à l'illégalité, c'était même ce qui les avait rassemblés au moment du congrès de Tous; cela condamnait leurs dirigeants à attendre le moment où ils auraient à eux seuls la majorité aux deux Chambres, c'est-à-dire les calendes aveyronnaises. Lesdits leaders rongeaient leur frein, brûlant d'accéder au pouvoir comme leurs camarades de Scandinavie¹: les plus en vue étaient Léon Blum, Paul Faure, Vincent Auriol (1884-1966) et Paul Ramadier. Parmi la jeune génération, les plus contestataires étaient leaders des Jeunesses socialistes, Pierre Bloch et Daniel Mayer (1909-1996); et celui des Étudiants socialistes, Maurice Schuman.

Le **rapport des socialistes au reste de la gauche** était complexe. Ils méprisaient la mollesse des radicaux, leur "ruralité" aussi, mais ils se sentaient en commun avec eux d'être du côté du progrès, de la marche vers la justice, par opposition au passéisme et au conservatisme des droites, droites "révolutionnaires" comprises — à l'exception d'une minorité qui quitta la S.F.I.O. avec Marcel Déat en 1933, ils n'avaient jamais cru que Mussolini fût de leur côté de la barrière. La même sensibilité tendait à les rapprocher des communistes, malgré les tombereaux d'injures que leurs dirigeants déversaient sur les "sociaux-traîtres": pour beaucoup de socialistes les militants communistes n'étaient pas totalement mauvais, ils étaient simplement des hommes de gauche égarés par la passion de l'égalité et celle de la paix, passions progressistes au fond, sympathiques. Comme eux, les communistes, descendants de Guesde et plus lointainement des communards et des révolutionnaires de 1848 et de 1789, étaient des gens de gauche; à l'évidence ils n'étaient pas des démocrates, mais eux aussi agissaient en gros "dans le sens du progrès". C'était précisément ce type de raisonnement que les communistes refusaient de faire en sens inverse, jusqu'en 1934. Enfin, du point de vue de la tactique électorale, les socialistes étaient conscients que l'électorat de la S.F.I.C. était, toute phraséologie mise à part, nettement moins extrémiste

¹ En Suède, les sociaux-démocrates étaient arrivés au pouvoir en 1920, l'avaient gardé jusqu'en 1925 ou 1926 et l'avaient repris en 1932 (ils y restèrent jusqu'aux années 1970). Au Danemark, ils avaient formé un gouvernement en 1929; en Norvège ils durent attendre 1935. Par ailleurs le *Labour* britannique avait fait deux brefs passages aux affaires en 1924-1925 et en 1929-1931.

que la direction inféodée à Moscou; on pouvait espérer, dans certaines circonstances, en refaire des défenseurs de la démocratie, reconstruire une majorité de gauche unie pour défendre la République en attendant le passage au socialisme. À droite, les socialistes faisaient une autre distinction (que les communistes refusaient) entre la droite républicaine, un adversaire traditionnel et somme toute honorable, dont le retour au pouvoir était tolérable, et les droites autoritaires, qui représentaient un danger bien plus grand — ils les associaient au souvenir de Déroulède, de Boulanger et de Badinguet, voire à celui de la Vendée et des Chouans, sans forcément bien comprendre la nouveauté radicale du fascisme, même par rapport à Maurras.

Quant aux **communistes**, jusqu'en février 1934 ils étaient encore en pleine période "sectaire", et Fried faisait toujours la pluie et le beau temps. Ils participèrent à l'émeute du Six février; trois jours plus tard ils redescendirent dans la rue, seuls cette fois, toujours pour manifester contre la République — il y eut six morts. Mais cette tactique de plus en plus évidemment suicidaire commençait à provoquer de sérieuses tensions à l'intérieur du groupe dirigeant, où certains avaient du mal à croire qu'on ferait progresser la cause de la Révolution en sacrifiant le prolétariat français. Ce fut dans ces mois cruciaux de l'hiver 1933-1934 que **Doriot essaya de prendre le dessus** sur les protégés de Fried **en prônant un rapprochement tactique avec les autres partis de gauche**; mais cette idée ne plut pas à Staline, car elle n'était pas de lui, et puis Doriot était une personnalité trop incontrôlable: marginalisé, il quitta la S.F.I.C. en juin 1934. Ce fut bien Fried qui, *avant* le grand tournant idéologique du printemps 1934, confirma l'ascension de la nouvelle équipe dirigeante de la S.F.I.C. qu'il soutenait depuis 1931, avec notamment Maurice **Thorez** (1900-1964)¹, Jacques

¹ Thorez était un authentique ouvrier, communiste depuis le congrès de Tours, membre du comité central de la S.F.I.C. depuis 1925, secrétaire du bureau politique depuis 1930. Il émergea de la nouvelle direction à l'été 1934, au moment du tournant du Front populaire; il devient secrétaire général en 1936. Ce fut bien sûr un choix de Fried — choix excellent au demeurant, car l'homme avait à la fois du charisme, qualité nécessaire dès lors que le Parti avait la volonté de participer à la vie politique, et beaucoup de loyauté.

Il sut faire preuve aussi d'initiative à l'occasion, sans jamais perdre le respect: à l'automne 1934, ce fut lui qui prit l'initiative d'élargir aux radicaux le front commun des gauches françaises. Convoqué à Moscou pour s'expliquer, il s'en sortit grâce à son intelligence, qui était grande, et à la sollicitude de Fried, qui lui indiqua à qui parler et quelle phraséologie utiliser (il ne contesta nullement la ligne, mais afficha sa volonté de "l'améliorer"). Fried, qui était bien plus cultivé que Thorez et connaissait bien mieux le mouvement communiste, ne méprisait pas l'ouvrier autodidacte (pour un communiste, c'était le moins) et acceptait le partage de son autorité (même remarque — et Thorez ne lui en contestait pas sa part à lui); il avait compris que les camarades français avaient besoin d'un leader présentable, et que le Parti ne survivrait pas à l'étalage de nouvelles disputes. Par la suite, la main tendue aux catholiques fut aussi une initiative de Thorez: les Soviétiques avaient reconnu en lui un bon connaisseur de la réalité de son pays, et le laissèrent agir selon ses intuitions. Les deux hommes s'entendaient assez bien sur le plan personnel pour que Fried fit sa compagne de la première femme de Thorez (celui-ci l'avait délaissée pour Jeannette Vermeersch en 1930), et surtout décidât d'élever leur fils Paul... Cette harmonie à la tête du P.C.F. et dans les rapports avec le Komintern est un phénomène trop exceptionnel pour ne pas être souligné. En revanche, en 1936, malgré le triomphe électoral des communistes, Fried convainquit le Komintern de ne pas laisser le P.C.F. participer au gouvernement Blum; Thorez, toujours discipliné, sacrifia ses ambitions ministérielles à la cause de la Révolution.

Duclos (1896-1975), Benoît Frachon (1893-1975) et André Marty, l'ancien mutin de la mer Noire.

Les **pressions de la base** en faveur d'un changement de tactique étaient tout aussi fortes. La C.G.T., syndicat socialiste, ayant appelé à une grève pour le 12 février (en accord avec la S.F.I.O.), la C.G.T.U. communiste, encore sous le choc des morts de la manifestation du 9, se rallia au mouvement, en contradiction totale avec le principe "classe contre classe". La direction dut suivre, sinon elle eût risqué de perdre toute autorité sur ses propres militants. La journée d'action du **12 février 1934**, qui fut un succès, se transforma ainsi en **la première manifestation unitaire de la gauche depuis le congrès de Tours**: le rassemblement républicain était en marche. Sur le moment l'initiative fut sans lendemain, car la direction communiste reprit immédiatement ses attaques contre les "sociaux-fascistes"; mais dans la foule de vieux militants de l'ancienne S.F.I.O. avaient pleuré de joie en se retrouvant. Même chez les plus hostiles à gauche au régime de Tardieu, de Laval et de Chiappe et à ses compromissions avec les milieux d'affaires, le désir de sauver la République l'avait emporté sur le dégoût du régime parlementaire et des scandales, et sur la lutte des classes: **on pouvait compter sur un réflexe républicain**, comme au moment de l'affaire Dreyfus.

Sur ce, au printemps 1934, **Staline finit par se rendre compte que la stratégie qu'il faisait suivre à ses troupes à l'étranger était dangereuse**. Ce ne fut pas en réfléchissant sur l'exemple français qu'il parvint à ces conclusions, mais sur les événements en Allemagne, pays bien plus important aux yeux de la Russie, même vaincu en 1918, tant du fait de sa puissance économique que de sa position géographique en Europe et de ses prestigieuses traditions socialistes. Il fallait bien constater que contrairement à tous les dogmes les efforts systématiques de déstabilisation de la République bourgeoise de Weimar n'avaient pas abouti à une Révolution prolétarienne, mais à la prise du pouvoir par une fraction radicalisée de la bourgeoisie¹, introuvable dans les œuvres complètes de Marx, d'Engels et de Lénine, et qui n'avait pas mis trois mois à liquider définitivement la K.P.D. Il fallait bien reconnaître aussi que le discours de Hitler était d'une tonalité fondamentalement différente de celui des politiciens bourgeois: Staline dut intégrer à ses analyses la spécificité des fascismes². De plus, l'excité de Berlin affichait la volonté particulièrement hystérique d'en découdre avec "la Russie"... Bref, face à ce danger nouveau et pressant, il fallait d'urgence trouver des alliés dans la frange la plus progressiste de la bourgeoisie, et dans des pays moins agressifs, puisque

Thorez publia son autobiographie, *Fils du peuple*, en 1937; c'était une nouveauté absolue pour un leader prolétarien que cette entreprise de mise en valeur personnelle! Mais c'était, bien sûr, en service commandé pour le Parti.

¹ D'après les analyses communistes au moins — en fait il y avait de nombreux ouvriers parmi les nazis. Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

² La même remarque s'impose qu'un peu plus haut concernant la France: le fascisme sévissait depuis plus de dix ans en Italie, mais ce furent les affaires allemandes qui contraignirent Staline à y réfléchir.

manifestement le front commun capitaliste était rompu (Hitler en voulait autant à la France qu'à l'U.R.S.S.); après, on verrait. Le Komintern, courroie fidèle, transmet les nouvelles consignes; Fried, en particulier, les appliqua sans états d'âme, reprenant pratiquement tel quel l'argumentaire de Doriot qu'il n'avait pas tout à fait achevé d'expulser (on était en mai-juin 1934). Il est essentiel de noter que **pour la direction de la S.F.I.C., rien n'avait changé pour l'essentiel**: elle continuait à obéir au G.Q.G. de la Révolution mondiale; elle défendait toujours la patrie du socialisme. Le discours seul changeait, se faisait moins sincère, contraint par les circonstances: depuis la N.E.P., on avait l'habitude, et les bolcheviks n'avaient jamais eu aucun scrupule d'aucune sorte.

Il n'empêchait que les dirigeants communistes étaient soulagés: **la nouvelle stratégie était nettement plus acceptable** par les militants et les sympathisants. Les anciens de la S.F.I.O. retrouvaient de vieux réflexes d'avant 1920, recommençaient à causer avec d'anciens camarades; la base allait pouvoir conjuguer sa fidélité à l'idéal révolutionnaire, son attachement malgré tout aux conquêtes sociales de la République et sa nostalgie des cartels électoraux de gauche, qui permettaient au moins de faire élire des députés progressistes; elle allait enfin pouvoir faire grève pour obtenir d'autres avantages sociaux, non plus pour énerver le bourgeois. Elle s'élargissait: les effectifs du P.C.F. doublèrent en quelques mois. Et cela importait désormais davantage aux dirigeants, car le temps était venu d'essayer de peser positivement sur la vie politique, c'est-à-dire, dans le contexte français, de faire bonne figure aux élections: **plus question de déstabiliser les régimes bourgeois**, il fallait au contraire les renforcer. **Plus question non plus de refuser de s'inscrire dans un cadre national**: aux yeux du Parti la classe ouvrière française recouvra le droit d'être ce qu'elle n'avait jamais cessé d'être en majorité, attachée à son pays et à son régime, patriote et républicaine.

En quelques jours, ce n'est pas une exagération rhétorique, les communistes changèrent complètement de discours; le reste de la gauche, trop contente de ce renfort inattendu, fit semblant d'oublier quinze années d'insultes — certains eurent quand même un peu de mal, notamment au Parti radical. Ils adoptèrent des représentations politiques proches de celles des socialistes, avec une gradation entre les bons et les mauvais non-communistes, les compagnons, les alliés (socialistes et radicaux), les ennemis (toutes les droites étaient diabolisées pour leurs supposées inclinations fascistes: les combats les plus clairs sont les combats binaires, de toute façon la droite modérée restait farouchement anticomuniste, donc irrécupérable pour un "front républicain"¹). **Ils s'inscrivaient désormais non plus en**

¹ Ce fut à cette époque que l'adjectif "fasciste" commença à désigner, à gauche, tout ce que la gauche détestait: Mussolini, Hitler, mais aussi Chiappe et Tardieu. L'historien H. Dubief ajoute que c'est à cette époque que commença à s'imposer à gauche le geste du poing levé, venu d'Allemagne, où il répondait au bras tendu de la droite fascisante, importé d'Italie durant les années 1920 (c'était un geste commun à tous les meetings du début

rupture, mais en continuité avec la culture nationale et républicaine française: ils présentaient maintenant le communisme comme une nouvelle étape dans la longue Histoire de la patrie de la grande Révolution. Ils réintégrèrent à leur culture tout l'héritage, le patrimoine, les traditions de la gauche française, notamment blanquiste, que la base d'ailleurs n'avait jamais oubliées: la Révolution française, certes "bourgeoise", mais où la lutte "sociale" et la lutte nationale étaient allées de pair (la noblesse traîtresse de 1790 annonçait la bourgeoisie traîtresse de 1934, alliée au fascisme germano-italien; Robespierre annonçait Lénine); mais aussi 1848, la Commune, les luttes anticléricales du début du siècle... **Il y avait désormais une espérance communiste spécifiquement française**, nettement plus mobilisatrice que la défense à toutes griffes de l'U.R.S.S. stalinienne — surtout quand le fasciste le plus dangereux était devenu le Boche. Le Parti communiste adopta officiellement le sigle "P.C.F.", courant dans la presse depuis les années 1920: symboliquement l'adjectif "français" remplaçait le substantif "Internationale". Les communistes hissaient le drapeau tricolore partout où ils pouvaient, chantaient la Marseillaise à gorge déployée, célébraient les vertus de Jeanne d'Arc, "fille du peuple" trahie par la Cour, donnaient même des leçons de patriotisme au reste de la gauche. Il n'était plus question que de refaire les guerres révolutionnaires et 1914-1918 pour libérer les Allemands du joug de la bourgeoisie nazie...

Cette conversion à une espèce de néo-jacobinisme cocardier prenait quand même à rebrousse-poil la fraction notable des militants qui demeuraient viscéralement pacifistes — c'était quand même sur ce point que le futur courant communiste s'était d'abord défini en 1917-1918. Cela faisait cinquante ans qu'on expliquait aux militants socialistes de toutes chapelles, sauf les proudho-soréliens qui avaient déjà dérivé à l'extrême-droite, que les guerres entre nations n'avaient pas de sens, que seule la guerre de classes en avait un; la S.F.I.C. y avait consacré une intense propagande depuis 1920, la S.F.I.O. elle-même avait axé une bonne partie de sa campagne de 1932 sur le slogan: "plus jamais ça"; et maintenant le Comité central parlait comme "Poincaré-la-Guerre" en 1913! Il y eut quelques départs, dont Doriot et les néo-socialistes de Déat surent profiter. Les trotskystes et les libertaires ricanaient — mais ils ne tiraient pas profit de la situation: la majorité des travailleurs dotés d'une conscience politique avait compris la différence entre la réalité du danger hitlérien et les jeux diplomatiques douteux de l'avant-guerre, et que cette fois-ci on ne pouvait pas assimiler la préparation nécessaire à un conflit imposé à un bourrage de crâne au profit des marchands de canon. J'y reviendrai plus bas.

du siècle, on le remarque même sur des photos de l'U.R.S.S. du début des années 1920; mais il avait récupéré et "fascisé" par Mussolini qui l'avait assimilé au salut romain).

Dès avant 1934, il existait des structures communes à la gauche: le Komintern, malgré sa détestation officielle des "ours savants de la bourgeoisie", y avait fait de l'entrisme ou même les avait suscitées, dans le but d'attirer à ses idées des hommes issus de la gauche réformiste, selon des tactiques qui remontaient en fait au "front uni prolétarien" d'avant 1928. En 1932, la IIIe Internationale avait organisé à Amsterdam un **Congrès mondial contre la Guerre**, et suscité la création d'une Association des Écrivains et Artistes révolutionnaires, dirigée en France par Henri Barbusse et Romain Rolland. L'année suivante, la deuxième réunion du Congrès eut lieu salle Pleyel à Paris, d'où la dénomination courante de "**comité Amsterdam-Pleyel**" pour désigner la section française de l'A.E.A.R. Avant le printemps 1934 cette structure était déjà parvenue à attirer quelques socialistes, mais c'était au départ essentiellement une émanation de la S.F.I.C.; les socialistes présents ne représentaient qu'eux-mêmes. En 1934, la construction d'un front antifasciste prit la première place dans les travaux du comité, au détriment de la dénonciation des guerres, et le mouvement s'ouvrit beaucoup plus largement à toutes les gauches. En mars, moins d'un mois après l'émeute d'extrême-droite, il apparut, sous l'égide de la *Nouvelle Revue française*, la revue de Gide, un **Comité de Vigilance des Intellectuels français antifascistes** (C.V.I.A.; par rapport à l'appellation de l'A.E.A.R., remarquez la mobilisation d'un terme bien français, "intellectuels", qui remplaçait "artistes", et que "révolutionnaires" cédait la place à "antifascistes"). Le Comité de Vigilance était sous la direction du philosophe Alain, de l'ethnologue Paul Rivet (1876-1956)¹ et du physicien Paul Langevin (1872-1946), proches respectivement du parti radical, de la S.F.I.O. et du P.C.F. (Gide, prudent et craignant d'être encarté malgré lui, resta à l'écart de la direction de l'entreprise); les communistes renonçaient à la direction et au contrôle du mouvement.

Ce qui montre quand même qu'une partie de la direction communiste, une fois Doriot à peu près éliminé, avait commencé à appliquer les nouvelles directives du génial Staline... avant même qu'elles ne fussent formulées, dans un domaine (la mobilisation de l'"intellect") à la fois très sensible en France depuis l'affaire Dreyfus et secondaire pour les Soviétiques — lucidité et prudence.

On voit que la mobilisation antifasciste a commencé sur le front de la culture... Ce fut **une grande période pour les intellectuels engagés** — le second acte, après l'affaire Dreyfus (souvenir encore bien présent chez Gide par exemple) et avant la Résistance, de la grande saga française de l'"engagement" (un terme qui, dans notre pays, sous-entend généralement le complément "à gauche"), sur le fond d'un immense bouillonnement culturel: le monde changeait si vite, les expériences étaient si extrêmes qu'il y avait sur quoi écrire et peindre!

¹ Directeur du musée d'Ethnographie, qui en 1937 devint le musée de l'Homme.

Dans ces conditions **de nombreux hommes de culture inclinaient pour les extrêmes**: au-delà des différences d'engagement et des haines mutuelles (nous avons déjà rencontré des hommes d'extrême-droite — on a pu parler d'une véritable "guerre civile des intellectuels"), beaucoup avaient en commun le désir de révolte, de contribuer à mettre fin à la société telle qu'elle existait¹. Avec la montée des menaces fascistes et assimilées et l'union des gauches, le débat politique se clarifia: cela contribua à mettre dans le même camp les plus manichéens, désireux de se mettre au service d'une cause sans trop y réfléchir en profondeur, et de plus pondérés, mais persuadés désormais que la grande explication s'approchait et qu'il n'y avait d'autre issue que de choisir un camp.

Il acceptèrent, pour reprendre l'expression qui figurait dans les statuts du Comité de Vigilance, de se "placer au service de la classe ouvrière": en pratique, cela se traduisit surtout par des pétitions, par la rédaction et la diffusion de brochures, et par une intense activité conférencière, mais guère dans les œuvres elles-mêmes, à de rares exceptions près comme Renoir et Malraux. De nombreuses associations d'intellectuels soutinrent activement le Front populaire. Il y eut notamment, à la Mutualité **en juin 1935, un grand Congrès international des Écrivains pour la Défense de la Culture**. Supervisé par Staline et organisé par un communiste allemand exilé à Paris depuis 1933, Willi (Wilhelm) Münzenberg (1889-1940²), il fut présidé par **Gide**, qui se crut obligé de commettre un éloge de l'U.R.S.S. stalinienne. On y put entendre aussi **Barbusse**, **Rolland**, mais aussi toute une nouvelle génération littéraire, notamment André **Malraux** (1901-1976), qui en 1928 avait publié *Les conquérants* et en 1933 *La condition humaine*, roman de la Révolution chinoise, et donna en 1937 *L'Espoir*, roman de la guerre d'Espagne et des Brigades internationales où il s'était engagé³; Paul **Nizan** (1905-1940, inscrit au P.C.F. depuis 1927 — son pamphlet *Aden Arabie* date de 1932); Eugène **Dabit** (1898-1936 — mort du typhus en U.R.S.S. lors du fameux voyage organisé pour Gide, il est surtout connu aujourd'hui pour le roman populiste parisien *Hôtel du Nord*, paru en 1929, dont le cinéaste Marcel Carné a tiré en 1938 un film où Arletty a sa réplique la plus célèbre: « — *Atmosphère, atmosphère... Est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère?...* »), et même, bien moins marqué à gauche, le ruraliste et fort pacifiste Jean Giono; mais aussi une

¹ Pourtant, en 1927 Julien Benda (1867-1956) avait dénoncé *La trahison des clercs*, autrement dit un engagement trop partisan qui poussait les intellectuels à négliger la cause de la vérité et celle de la justice. Cela ne l'empêcha pas de prendre parti pour les républicains espagnols, pour l'Abyssinie envahie; plus tard, après 1945, il dénonça Sartre à la botte du P.C.

² Münzenberg, proche de Lénine dès 1915 mais en prison au moment de la révolution spatokiste de 1919, avait été député de la K.P.D. à partir de 1924 (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2); il avait émigré en France en mars 1933. Marginalisé en 1937, au moment des grandes purges staliniennes (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3), traité de "traître" pour avoir dénoncé le pacte germano-soviétique en 1939, interné dans un camp près de Lyon à l'automne 1939 en tant qu'Allemand et que communiste, il a disparu dans les heures d'anarchie qui suivirent l'avance allemande dans cette région en juin 1940; on ne sait pas très bien si ce sont les nazis ou des nervis français de Staline qui l'ont liquidé.

³ Sur les Brigades, voyez plus bas en note.

pléiade de figures prestigieuses originaires de trente-sept autres pays au total, dont Aldous Huxley, Robert Musil, Berthold Brecht, Heinrich Mann, Selma Lagerlöf. **La figure très française de l'intellectuel était en train de s'internationaliser** à grande vitesse, phénomène lié en dernière analyse à la mondialisation accélérée des conflits idéologiques, et que la guerre d'Espagne n'allait pas tarder à confirmer.

Même si c'est sur les écrivains qu'il est le plus facile d'insister, car leur matière est le discours et par ailleurs nombre d'entre eux sont aussi journalistes, il ne faut pas oublier l'engagement des hommes de science, par exemple Langevin et Rivet, déjà cités, ou les époux **Frédéric et Irène Joliot-Curie** (1900-1958 et 1896-1956), physiciens proches du Parti communiste (Irène accépta même d'entrer au gouvernement en juin 1936!); ni celui des artistes, comme Pablo **Picasso**, Espagnol (ou Catalan?) établi en France qui peignit *Guernica* pour le pavillon espagnol de l'exposition universelle de 1937, laquelle ouvrit quelques semaines à peine après le martyre de la capitale basque: une œuvre produite dans la colère et l'urgence. Il y eut aussi tout un cinéma du Front populaire: notamment celui de **Jean Renoir** (1894-1979), le fils du peintre, proche du P.C.F. et héraut d'un cinéma poético-populaire dans un genre assez proche des romans de Dabit (*Boudu sauvé des eaux*, douteux éloge de la "cloche" considérée comme un art de vivre plus qu'une défaite sociale, date de 1932). Ses films les plus nettement engagés sont *La vie est à nous*, sorti en 1936; *La Marseillaise*, en 1937).

Vous remarquez que les plus nombreux et les plus engagés étaient proches des communistes: l'époque décidément portait aux extrêmes... Certains pourtant se révélèrent fort difficiles à manier, surtout ceux qui refusaient de perdre l'habitude de réfléchir sous prétexte qu'ils faisaient de la politique, et notamment de confondre le soutien au Front populaire, cause noble, avec le soutien au communisme, cause douteuse: c'était pourtant sur ces amalgames que comptait la direction du P.C.F., à l'agacement impuissant de ses partenaires. **Rares furent les intellectuels qui acceptèrent d'abdiquer toute autonomie de jugement en politique**, comme Aragon. Le cas de Gide est demeuré emblématique. Dès 1932 l'écrivain avait commencé à concevoir quelque inquiétude quant à la réalité soviétique; en 1935, il fut sérieusement ébranlé par l'affaire Victor Serge (Victor Kibaltchich), un écrivain soviétique d'origine belge et de langue française qui avait été arrêté vers 1932 pour avoir demandé un visa pour retourner en France, et que des collègues français tentaient de faire libérer (il finit par être expulsé sur les instances de Gide en 1936). Malgré ces doutes, Gide accepta de se rendre en U.R.S.S. en juillet 1936, à l'invitation du régime; mais il refusa de mettre ses yeux dans sa poche et publia à son retour, en novembre, une petite brochure intitulée *Retour de l'U.R.S.S.*, modérément mais fermement critique, qui déclencha un

scandale parmi ses camarades et lui valut toutes sortes d'attaques d'une bassesse toute stalinienne. Au lieu de se coucher, l'année suivante il récidiva avec des *Retouches au retour de l'U.R.S.S.*, encore plus blasphématoires. Ce fut la fin de son compagnonnage communiste, mais cet immense humaniste soutint jusqu'au bout le combat antifasciste, à l'exception de quelques expressions de désarroi vers juin 1940, et demeura jusqu'à sa mort un homme de gauche. Vous trouverez d'autres détails sur cette affaire dans le cours sur la Russie, au chapitre 6¹.

Du point de vue strictement politique, le rapprochement des gauches s'accéléra à la fin du printemps, tandis que la situation internationale se dégradait à vue d'œil. En juillet 1934 **la S.F.I.O. et le P.C.F. signèrent un pacte d'unité d'action**; à l'automne, les communistes proposèrent aux radicaux de s'y joindre: ils hésitèrent près d'un an. Thorez "tendait la main" à tout ce qui bougeait: aux classes moyennes (en novembre 1934), aux catholiques. Voici un extrait d'un de ses discours d'avril 1936: « nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère. (...) Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de Feu, parce que tu es un fils de notre peuple ». C'était un peu exotique de la part d'un admirateur autoproclamé de Lénine et de Staline (le stalinisme du P.C.F. n'était nullement remis en cause, comme Gide en fit l'expérience peu après, et l'U.R.S.S. ne prenait pas précisément le chemin de la détente en politique intérieure): la droite avait quelque peine à y voir de la sincérité; une partie des alliés radicaux aussi, du reste, et tous ceux qui se souvenaient de la liquidation des koulaks. Mais la gauche pouvait-elle faire la fine bouche, vu ce qui se passait en Allemagne? Quant à la droite, elle avait toujours refusé de faire une différence entre Blum et Thorez, de croire à la sincérité de l'un comme de l'autre.

Cette stratégie paya très vite; en période de crise économique, et vue l'impéritie des gouvernants de centre-droit il eût été surprenant qu'unie la gauche ne fût pas majoritaire dans le pays, alors que désunie elle avait remporté deux des trois précédentes législatives. En 1935, les municipales furent un succès pour les socialistes et les communistes; peu à peu les radicaux, dont certains pourtant étaient toujours aux affaires (Herriot resta ministre jusqu'en janvier 1936), se rapprochaient d'eux, heureux au fond de se retrouver à gauche, comme dans leur folle jeunesse. Ils participèrent à un Quatorze juillet unitaire en 1935. Le Comité d'Organisation de Rassemblement populaire qui avait organisé cette manifestation essaima en

¹ Par ailleurs, il pouvait y avoir des erreurs d'appréciations concernant certaines individualités à la sensibilité et aux idées complexes, voire confuses. Ainsi il fallut attendre 1936-1937 pour savoir de quel côté inclinait exactement le populisme de Céline, dont le *Voyage au bout de la nuit* avait été bien accueilli à gauche à sa parution en 1932, il fut même traduit en russe par Elsa Triolet!

province: **en janvier 1936**, dix organisations se dotèrent d'**un programme commun** pour les élections de mai, et c'est à partir de cette date qu'on peut parler à proprement parler du Front populaire. Outre les trois partis de gauche, c'étaient les deux grandes centrales syndicales non confessionnelles, le Comité de Vigilance et le comité Amsterdam-Pleyel, la Ligue des Droits de l'Homme et deux associations d'anciens combattants républicains. La dynamique de l'union semblait irréversible: en mars 1936 **les deux centrales syndicales** de gauche, qui depuis deux ans avaient repris l'habitude de mener des actions communes, **se réunifièrent** (au congrès de Toulouse) sous le nom de C.G.T. Léon Jouhaux garda le secrétariat général: c'était une capitulation complète des communistes sur le terrain syndical. En revanche, les projets de réunification de la S.F.I.O. échouèrent: le Komintern refusait de perdre le contrôle exclusif de son outil révolutionnaire, et les socialistes craignaient le noyautage. L'idée traîna jusqu'en 1938, puis elle fut enterrée.

Le Front populaire n'était pas un simple cartel électoral comme il y en avait eu à gauche en 1924 et en 1932, mais bien **une plate-forme de gouvernement** — cela dit, une bonne partie des radicaux ne croyaient pas aux chances d'application de ce texte trop extrémiste pour eux (et pourtant bien plus modéré que ce que dont rêvait la gauche de la S.F.I.O.: les communistes, complètement dans la logique de sauver la démocratie bourgeoise, avaient fait pression pour un texte acceptable par tous). Le texte adopté en commun en janvier 1936 comportait **un volet politique** (la dissolution des ligues, chose faire avant les élections; la reprise en mains et la moralisation de la presse; la reconnaissance complète des syndicats dans l'entreprise) et **un volet économique**: une seule série de nationalisations, concernant les industries de guerre qu'il n'était pas question de laisser aux mains de patrons supposés complices de la droite; la réorganisation du crédit et notamment celle de la Banque de France, contre la toute-puissance des "deux cent familles" (les radicaux étaient d'accord); la création d'un fonds national de chômage, la réduction de la semaine de travail; de grands travaux, une relance de la production (tout cela sentait son Roosevelt); plus tard, "des mesures plus profondes pour arracher définitivement l'État aux féodalités industrielles et financières" — mais aucune lutte des classes à court terme. Le programme était bien plus flou en politique étrangère. Le slogan de campagne était simple et efficace: "le pain, la paix, la liberté"¹.

¹ Reprise, semble-t-il, d'un slogan des révolutionnaires russes de février 1917 (selon les sources: "du pain, la paix, à bas l'autocratie" ou "du pain, à bas l'autocratie, à bas la guerre") — merci à Julie Rouvière, HK 2000-2001, pour le rapprochement. Par ailleurs, la S.F.I.O. et le P.C.F. présentèrent chacun leur propre programme. Celui des socialistes prévoyait la suppression du Sénat et la proportionnelle, davantage de nationalisations; celui des communistes était axé sur un seul mot: "unir", et ne prévoyait aucune mesure révolutionnaire. Les radicaux n'en avaient pas à l'échelle nationale (environ 15% des élus radicaux allaient jusqu'à refuser le programme commun du Front populaire). La droite, évidemment, fit campagne sur le thème du péril bolchevik.

B-Les élections et les grèves: mai-juin 1936.

Les élections eurent lieu en avril-mai 1936, dans une ambiance d'extrême tension nationale et internationale, particulièrement en Espagne où un gouvernement de Front populaire était arrivé au pouvoir en février et où la situation se dégradait très vite, mais aussi en Abyssinie, en Chine et en Allemagne où Hitler venait de remilitariser la Rhénanie. La participation fut très élevée (84,3%). La surprise ne fut pas dans la **victoire de la gauche** (c'était la troisième en quatre élections, et la gauche dans son ensemble gagna peu de voix par rapport à 1932) mais dans **une série de reclassements internes** à celle-ci.

On assista à un spectaculaire essor du P.C.F., qui passa de neuf ou dix à soixante-douze députés: d'une part il avait doublé le nombre de ses voix; surtout, il avait bénéficié de la discipline républicaine. Désormais, il n'y avait plus de gouvernement de gauche possible sans au moins la neutralité des communistes. La S.F.I.O., qui déjà rassemblait plus de suffrages que les radicaux, les dépassait désormais en sièges (cent quarante-sept contre cent six): comme toujours, les plus centristes avaient souffert de la bipolarisation du scrutin. Dans ces conditions le futur Premier ministre ne pouvait être qu'un socialiste, alors qu'on attendait Herriot ou Daladier. Bref, il y avait eu **un glissement de l'électorat en direction de la gauche**, comme cela avait été le cas au profit des radicaux en 1899, mais cette fois-ci à leur détriment. Certains en tirèrent des conclusions définitives quant à l'inéluctable évolution du monde vers le socialisme. Ce fut aussi l'époque où finirent de se constituer les "ceintures rouges" des grandes villes, ces banlieues dominées par les communistes; le communisme s'implanta même dans certaines campagnes traditionnellement portées à voter pour l'extrême-gauche, comme l'Allier, tandis que, portée par l'ambiance générale en France et l'attitude plus ouverte du Vatican sur la question sociale, la J.A.C. se transformait progressivement en une sorte de syndicat, orienté plutôt à gauche. Cependant **les radicaux**, même mal en point, **demeuraient en position d'arbitres** à la Chambre, ce qui leur donnait une capacité manœuvrière disproportionnée à leur force électorale (de plus, le Sénat n'avait pas été renouvelé, et les radicaux y étaient encore bien plus puissants; or pour le vote des lois il avait un pouvoir égal à la Chambre...). Pour l'instant l'opinion publique ne s'en rendait guère compte: elle voyait surtout, pour s'en réjouir ou s'en effrayer, que les "collectivistes" étaient aux portes du pouvoir.

Le grand vainqueur des élections était le leader des socialistes, **Léon Blum**, qui s'installa tout naturellement à Matignon: c'était le premier membre de la S.F.I.O. à diriger un gouvernement. Dans la lignée de Jaurès, Blum avait élaboré toute **une théorie de l'accès des socialistes au pouvoir**. Il était hostile à la **participation** à des gouvernements "bourgeois"

dans le cadre de coalitions partisans: cela aurait réduit les socialistes au rôle d'otage des conservateurs. L'"**exercice** du pouvoir" au sein de la société bourgeoise était licite dans certaines conditions — mais il fallait que les socialistes eussent une position prépondérante dans ledit pouvoir, et non un simple strapontin: autrement dit, qu'un de leurs hommes fût à Matignon. C'était le cas de figure présent. L'"**occupation** du pouvoir" était licite en cas de légitime défense, pour défendre la liberté (référence à la Commune notamment), mais devait éviter de revêtir une forme illégale; enfin la "**conquête** du pouvoir" représenterait un jour le couronnement des efforts des socialistes: elle prendrait la forme de l'installation définitive d'un "pouvoir ouvrier" à l'issue de la Révolution, processus progressif, légal et non-violent pour Blum comme pour Jaurès. Cette conquête ne pouvait se produire qu'au terme d'une longue évolution qu'il ne fallait pas chercher à hâter: « si le déroulement des pratiques parlementaires nous appelle à exercer le pouvoir dans le cadre des institutions actuelles, nous devons le faire légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence au gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir ».

Par ailleurs Blum était personnellement très méfiant envers les communistes, alors même que les réalisations des premiers plans quinquennaux en U.R.S.S. faisaient tourner bien des têtes, y compris celle d'Herriot — en réplique, Blum eut cette formule définitive: « quand on a des esclaves, on peut bien bâtir des pyramides ». Pourtant dès février 1934, il s'était prononcé pour l'unité d'action avec les communistes, car le danger fasciste était le plus pressant: cette décision rapide lui avait valu le premier rôle dans la campagne de 1936, puis Matignon.

Blum constitua un gouvernement dans les délais légaux, c'est-à-dire pas avant début juin (malgré l'urgence, par souci de légalisme la nouvelle majorité laissa s'achever le mandat de la Chambre sortante). Des socialistes reçurent les ministères économiques et sociaux et ceux chargés du maintien de l'ordre: Roger Salengro (1890-1936) était à l'Intérieur, Vincent Auriol aux Finances. Des radicaux étaient aux "affaires d'État", Daladier à la Guerre (et vice-président du Conseil), Léon Delbos aux Affaires étrangères. Parmi les ministres radicaux on trouvait aussi Jean Zay à l'Éducation nationale et Pierre Cot (1895-1977) à l'Air; parmi les socialistes, Georges Monnet à l'Agriculture.

Il n'y avait **pas de ministres communistes**: la ligne Fried, qui était de ne point effrayer les possédants et de ne pas affaiblir inutilement une alliée de l'U.R.S.S., l'avait emporté sur les souhaits de Thorez, qui eût souhaité donner plus de respectabilité à son parti, et sur ceux de Blum, qui aurait voulu davantage impliquer les communistes, et savait qu'il eût

été plus facile de les contrôler à l'intérieur du gouvernement qu'au-dehors. Symétriquement, une partie de la direction du P.C.F. souhaitait avoir les coudées franches pour faire œuvre critique face à un gouvernement qui demeurerait bourgeois — en mai, Paul Vaillant-Couturier, le directeur de *L'Humanité* depuis 1926¹, avait revendiqué pour le P.C.F. l'exercice d'un « ministère des masses », c'est-à-dire de la vigilance face aux reniements toujours possibles. Mais ce n'étaient que précautions: concrètement, le P.C.F. soutenait pleinement l'action de Blum. La C.G.T. aussi refusa de participer au cabinet, au nom de l'autonomie des syndicats par rapport aux partis politiques. En revanche, **Blum**, pour marquer sa volonté de rupture et d'innovation, pour la première fois dans l'Histoire **confia trois sous-secrétariats d'État à des femmes**, la prestigieuse physicienne Irène Joliot-Curie à la Recherche scientifique, Irène Brunschwig à l'Éducation et Suzanne Lacore à la Protection de l'Enfance; c'était une avancée particulièrement spectaculaire dans la mesure où les femmes à l'époque n'étaient pas encore électrices². Il y avait aussi, pour la première fois, un sous-secrétariat d'État aux Sports et aux Loisirs, confié au socialiste **Léo Lagrange** (1900-1940³), que l'opposition traitait de "ministre de la Fainéantise".

Mais le gouvernement à peine constitué dut affronter un problème imprévu: les **grèves** qui se multiplièrent dans tout le pays à la faveur des espérances suscitées par la victoire de la gauche et aussi de l'interminable attente du mois de mai. Phénomène inattendu: il n'y avait eu que trente-deux conflits sociaux en avril; on passa à douze mille cent cinquante en juin! Trois usines en grève sur quatre étant occupées, ce qui était une nouveauté dans le mouvement ouvrier français... Le mouvement prit naissance le 11 mai, une semaine après le second tour, aux usines Bréguet du Havre (en protestation contre des licenciements), elles se diffusèrent dans l'industrie aéronautique à Toulouse et à Paris, puis, fin mai, gagnèrent toute la France de proche en proche, et tous les secteurs. Début juin il y avait deux millions de grévistes; le 28 mai, pour l'anniversaire de la Commune, six cent mille personnes avaient défilé au mur des Fédérés.

Il s'agissait de **grèves "sur le tas"**, spontanées, non organisées. Bien entendu, **elles n'étaient ni suscitées, ni exploitées politiquement par le P.C.F.**, qui se faisait au contraire le champion du légalisme: répondant à Marceau Pivert, un syndicaliste proche de la gauche de la S.F.I.O. qui avait déclaré que « tout [était] possible », *L'Humanité* écrivit le 29 mai: « non, tout n'est pas possible ». De toute façon les communistes n'aimaient guère cette agitation

¹ Célèbre aussi pour avoir inventé, dans une chanson, la formule: "les lendemains qui chantent".

² Et un nouvel accroc aux usages de la III^e République, qui voulaient que les membres des gouvernements fussent toujours des élus.

³ Mort au front durant la bataille de France.

brouillonne, sans finalité révolutionnaire ni stratégie, libertaire dans la forme et réformiste sur le fond; cette réserve annonçait son hostilité au gauchisme en 1968¹. Cela n'empêchait pas la droite, y compris modérée, de crier au complot bolchevik! En revanche l'extrême-gauche antistalinienne, les anarchistes et les trotskistes, joua un rôle majeur dans le déclenchement de certains conflits, ainsi dans les mines du Nord. **Les grèves n'étaient pas révolutionnaires**, elles n'étaient pas non plus à proprement parler politiques — elles visaient à faire pression sur les patrons avec l'appui espéré du gouvernement, non à faire pression sur celui-ci: en témoigne le fait qu'il y eut très peu de grévistes dans le secteur public. **Même les syndicats n'y jouèrent qu'un rôle effacé**, bien plus discret qu'en 1919-1920, même s'ils mirent leur savoir-faire au service des grévistes et finirent par mener la négociation avec le gouvernement (celui-ci n'avait pas d'autre interlocuteur); **ils en profitèrent cependant pour recruter des adhérents** — en quinze jours la section C.G.T. de Renault passa de sept cent à vingt-cinq mille membres! Le nombre de syndiqués passa de deux millions et demi en 1930 (cinq cent mille en 1900) à quatre millions en 1937. Les patrons n'avaient plus les moyens d'empêcher les travailleurs de se syndiquer; surtout, pour la première fois en fait depuis les lois de 1864 et de 1884, la France avait un gouvernement favorable aux syndicalistes et aux grévistes: cela changeait tout — accessoirement, l'arrivée au pouvoir du Front populaire, l'anarcho-syndicalisme perdait l'un de ses derniers arguments: désormais il était évident que l'action politique pouvait payer, donc que les syndicats n'avaient plus à se méfier comme la peste des partis socialistes.

Mai-juin 1936 fut autant **une libération, une explosion d'euphorie**, qu'une explosion revendicative. Les grèves s'accompagnaient de fêtes, auxquelles parfois des artistes participaient: ainsi le groupe théâtral Octobre, dont Jacques Prévert faisait partie, et qui joua entre autres "au rayon communiants des grands magasins du Louvre"... Les travailleurs certes occupaient les usines, à la grande terreur des patrons (et des petits possédants tremblant pour leur douze Napoléon sous le plancher et la pendule "d'art" sur la cheminée); mais c'était pour empêcher le lock-out, c'est-à-dire la fermeture des usines par la direction, le renvoi massif des grévistes et la réembauche de non-grévistes. Ils entretenaient l'outil de travail et assuraient la sécurité; ils ne cherchaient pas à faire travailler les entreprises, à les réorganiser sous forme de coopératives. Ils ne remettaient pas en cause le rôle du patronat, mais plutôt les conditions et notamment les relations de travail, souvent de type carcéral — à la faveur de la crise certains patrons étaient en train de rogner tout ce qu'ils pouvaient d'avantages sociaux, et nombre d'entre eux refusaient toujours de dialoguer avec les syndicats. Laissons le dernier mot à la grande philosophe Simone Weil (1909-1943)²: « **il s'agi[ssait], après avoir toujours**

¹ Voyez au chapitre 16.

² Née dans une famille juive, ancienne élève d'Alain, elle était proche des anarchistes lorsqu'en 1934 elle décida d'aller travailler en usine comme manœuvre, d'abord chez Alstom, puis chez Renault, pour ressentir dans

plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes pendant quelques jours.

Indépendamment des revendications cette grève en elle-même [était] une joie ».

Dès le 5 juin, c'est-à-dire la veille de la formation officielle de son cabinet, Blum lança les négociations, avec la C.G.T. d'un côté, de l'autre la Confédération générale de la Production française (C.G.P.F.), le syndicat patronal de l'époque. C'était bien la première fois que le pouvoir obligeait les partenaires sociaux (lisez: les patrons) à s'asseoir à une table de négociation, à l'échelle nationale. Dans la nuit du 7 au 8 juin, les pourparlers aboutirent à la signature des fameux **accords Matignon**: premier recul collectif du patronat dans la mémoire de la gauche française, mais aussi première manifestation d'une culture de la négociation sociale qui, après l'intermède de Vichy, a fini par s'imposer après-guerre; nouvelle étape décisive, avec le décret sur les conventions collectives dont je parle un peu plus bas, de l'institutionnalisation et de la normalisation des conflits sociaux. Les accords prévoyaient le respect de la liberté syndicale, l'élection de délégués ouvriers dans les entreprises; ils garantissaient les grévistes contre d'éventuelles représailles; surtout, pour calmer la colère des travailleurs mais aussi conformément aux analyses des experts de la S.F.I.O. et de la C.G.T., pour qui la crise était due essentiellement à l'insuffisance de la consommation, ils prévoyaient une augmentation de 7 à 15% des salaires, selon qu'ils étaient plus ou moins élevés (l'augmentation s'élevait à 12% en moyenne).

La reprise du travail ne se fit pas sans mal, car les ouvriers voulaient exploiter au maximum la pression qu'ils exerçaient sur le patronat: les accords Matignon leur avaient donné des armes nouvelles, et le gouvernement, pour la première fois ou à peu près, n'envoyait pas la troupe contre les grévistes. Le reflux du mouvement fut lent: l'agitation sociale continua tout au long de l'année et reprit même de l'ampleur en 1937, ce fut un grave handicap pour le Front populaire¹. Pourtant les socialistes et les communistes n'avaient pas ménagé leur peine pour ramener les ouvriers à la raison: ce fut à cette occasion, à la mi-juin 1936, que Thorez lança la fameuse formule: « **il faut savoir terminer une grève** dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même parfois consentir au compromis même si toutes les

sa chair la condition ouvrière. Puis elle s'engagea aux côtés des républicains en Espagne en 1936; demeurée pacifiste malgré tout, elle changea d'avis après Munich et accepta le caractère inévitable de la guerre. Engagée dans sa chair comme peu d'intellectuels l'ont jamais été, jamais cependant elle ne se laissa embrigader par aucun parti, ce qui explique que je n'en ai pas parlé plus haut dans le passage sur l'engagement. Après 1940, exilée en Grande-Bretagne, elle s'engagea dans la France libre et se convertit au catholicisme. Elle se laissa mourir de faim, de désespoir devant l'état du monde.

¹ Ainsi dans les mines du Nord, les ouvriers parvinrent à obtenir l'abandon de toutes les innovations techniques des vingt dernières années. Pour eux, c'était lutter contre l'inhumanité de l'organisation tayloriste du travail; pour le patronat, c'était une catastrophe en termes de productivité (elle diminua de moitié). Les communistes aussi, du reste, tordaient le nez: outre que cela gênait le réarmement contre Hitler, en U.R.S.S. on était à l'apogée du stakhanovisme...

revendications n'ont pas été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications ». À Moscou, la momie de Lénine devait se retourner dans son mastaba!

Dans le patronat, c'était le désarroi, notamment parmi les patrons de P.M.E. de province, qui comprenaient mal la rapidité avec laquelle leurs représentants avaient cédé. Le patronat français, milieu individualiste par excellence, était fort peu organisé et la C.G.P.F. n'était guère représentative; ses leaders ne surent pas non plus défendre leur conduite après coup. À l'automne 1936, la direction, très contestée pour sa "mollesse", dut s'élargir à des éléments plus radicaux, puis leur céder la place, ce qui compliqua beaucoup l'application des accords Matignon. En particulier, les patrons n'acceptaient pas la remise en cause de leur autorité dans l'entreprise par les délégués syndicaux. Quant à l'opposition, républicaine ou non, elle ne voyait qu'une chose: on avait commencé à céder aux salopards en casquette, d'autres capitulations allaient suivre, la Révolution était en marche. Cette image du printemps 1936 a eu la vie dure: la collègue à qui j'ai succédé à La Bruyère en 1995, Française d'Algérie qu'on peut situer légèrement à droite de Gengis Khan, ne parlait que de "la tragédie du Front populaire"...

C-L'été 1936 (juin-septembre) et l'échec économique du Front populaire.

Dans les premières semaines du nouveau cabinet, les Chambres votèrent tout un train de **réformes** économiques et sociales. Il y en eut trois en juin; la première organisait les **conventions collectives**, c'est-à-dire la négociation par branches de l'application des accords Matignon (par la suite, ces instances de négociation devaient devenir régulières, avec des instances paritaires¹ fixes qui se réuniraient régulièrement). La deuxième accordait aux travailleurs salariés deux semaines de **congés payés** par an; la troisième fixait la durée maximale du travail à **quarante heures** par semaine (jusque-là elle était fixée à quarante-huit heures, et la moyenne effective s'élevait à quarante-trois heures). Il y eut peu d'oppositions à ces mesures prises encore sous la pression des grèves, même au Sénat que toujours dominaient la droite et les radicaux.

¹ Cet adjectif du dialecte technocratique désigne une structure où sont représentés à la fois le patronat et les syndicats.

De toutes les réformes de l'été 1936, ce furent certainement les **congés payés** qui sur le moment marquèrent le plus l'opinion; ce furent eux qui valurent à Blum l'hostilité la plus farouche de la bourgeoisie conservatrice, qui vit "ses" plages envahies de salopards en tandem, mais ce furent eux aussi qu'il revendiqua comme la plus belle part de son œuvre, face à ses juges à Riom en 1941: « j'avais malgré tout apporté une espèce d'embellie, d'éclaircie dans des vies difficiles, obscures ». Les congés payés sont au cœur de la mythologie du Front populaire telle que la gauche l'a développée sur le moment et entretenue après-guerre. De tous les progrès sociaux de l'entre-deux-guerres, ce furent eux enfin qui eurent à long terme l'influence la plus profonde sur la société française, dans la mesure où ils « insufflaient un peu d'oxygène à l'étouffement de la condition prolétarienne » (selon M. Agulhon), où ils représentaient enfin une tentative d'intégrer à la cité, et non plus de tenir en lisière, « ceux qui campaient à ses portes » (selon Blum). Plus qu'une mesure économique (en dépit de ses effets attendus sur le chômage), c'était fondamentalement **une mesure émancipatrice**: ils ouvraient au prolétariat la possibilité de se distraire mais aussi de s'instruire, de lire, de connaître le pays, de lutter — par ailleurs, d'un point de vue économique à long terme, ils lui ouvraient aussi la possibilité de consommer davantage; les modes de vie s'en trouvèrent complètement bouleversés. Les mesures d'accompagnement décidées par Léo Lagrange ont tout autant marqué les esprits sur le moment: le billet de congé payé à 40% de réduction sur les chemins de fer; les encouragements officiels au mouvement des Auberges de jeunesse, apparu en France en 1929 — et où l'on retrouvait Marc Sangnier; dans le cadre de la politique des grands travaux, la mise en chantier de deux cent trente-cinq stades; les entrées à tarifs réduits dans les musées.

En juillet, le Front populaire, en application de l'un des points essentiels de son programme, procéda à une profonde **réorganisation de la Banque de France**: elle ne fut pas nationalisée (Auriol le souhaitait, les sénateurs s'y refusaient), mais la mythique Assemblée générale des deux cents plus gros actionnaires fit place à une assemblée de tous les actionnaires, et le Conseil de Régence nommé par l'Assemblée générale disparut au profit d'un Conseil général nommé par l'État — cela revenait quand même à peu près à une nationalisation de fait. En août, pour tenter de résoudre la crise agricole, ce fut la création de l'Office national interprofessionnel du Blé (**O.N.I.B.**), un organisme officiel doté d'une personnalité juridique propre, un peu comme les "agences" que Roosevelt avait multipliées dans le cadre du *New Deal*, et par l'intermédiaire duquel l'État prit en charge le marché des céréales: l'O.N.I.B. fixait les prix, stockait les excédents, avait le monopole des importations et des exportations. En bonne partie grâce à son action, de 1935 à 1937 le quintal de blé passa de quatre-vingt à cent quatre-vingt francs. Ce fut en août également que les Chambres votèrent la **nationalisation des industries d'armement** (elle fut effective en octobre), ainsi qu'une série de grands travaux. Enfin, dans la continuité des réformes scolaires du début de la

décennie (la gratuité jusqu'en troisième), la scolarité obligatoire fut prolongée jusqu'à quatorze ans.

Le train de mesures de l'été 1936 était nettement inspiré du *New Deal*: on y retrouvait la philosophie de la relance par la consommation, elle-même favorisée par l'accroissement du pouvoir d'achat. Bien sûr, Blum, pas plus que Roosevelt, n'avait encore lu Keynes, dont la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* ne parut qu'en 1936; mais les socialistes et les cégétistes suivaient de près l'expérience américaine, laquelle, en cette mi-1936, semblait un succès (il fut remis en cause par les difficultés économiques de l'année suivante¹). Sur le court terme, l'objectif du socialiste Blum était le même que celui du démocrate Roosevelt: non pas mettre fin au capitalisme, mais l'aménager pour permettre à la société de passer le cap de la crise, grâce à l'intervention de l'État; sur le long terme en revanche, bien sûr Blum conservait l'horizon d'un passage à une autre forme d'organisation sociale, bien sûr il rêvait que les mesures prises par le Front populaire, même si elles ne visaient pas elles-mêmes à changer la société, contribuassent à convaincre les gens qu'un tel changement était possible sans violence; alors que Roosevelt ne visait qu'à conserver la société telle qu'elle existait: c'était plus qu'une nuance.

Même au niveau de la tactique, il y avait une différence essentielle entre le programme de Blum et la politique suivie aux États-Unis: **Blum n'envisageait pas**, et même s'interdisait **de dévaluer** (ce qu'Auriol pourtant réclamait). C'était d'une part parce que ses alliés radicaux et communistes s'y opposaient, les uns par frilosité, les autres par crainte de la frilosité des premiers et par absence totale de culture monétaire (voyez un peu plus bas en note); d'autre part parce qu'il pensait que la reprise de la production grâce aux mesures sociales allait rapidement faire baisser les prix et rendre à nouveau les produits français compétitifs; c'était surtout parce qu'il craignait une réaction très violente de "l'opinion" — autrement dit: des banques, des patrons, de la bourgeoisie, qu'il fallait bien prendre en compte puisque la Révolution n'était pas à l'ordre du jour. En fait, Blum était prisonnier de la crainte qu'il inspirait en tant que premier "partageux" à parvenir au pouvoir: il n'avait pas droit aux audaces qu'un Poincaré, conservateur patenté (et dernier recours), avait pu se permettre en 1926, à moins de provoquer une spéculation générale contre le franc et une fuite massive des capitaux. Il choisit donc de ne rien faire en matière monétaire, **"ni déflation ni dévaluation"** — c'était du reste l'un de ses slogans de campagne: Blum n'avait guère de goût pour l'économie et ce n'était pas cet aspect du programme du Front populaire qui le préoccupait le

¹ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 3.

plus, même s'il avait jadis été assez lucide pour dénoncer les "fétichismes" monétaires dont il était à présent l'otage.

Hélas, rien ne se passa comme prévu. Les emprunts censés permettre de financer les dépenses liées aux lois sociales en attendant que s'enclenchât la spirale vertueuse se placèrent mal (il n'y avait pas que le cours du franc qui dépendait de la "confiance!"); malgré toute la prudence de Blum (pour ne pas inquiéter les détenteurs de capitaux, le gouvernement refusait de mettre en place un contrôle des changes), les capitaux fuyaient le pays et le franc était attaqué¹; du coup l'encaisse de la Banque de France diminuait à un rythme alarmant. Différée durant quatre mois, **la dévaluation dut finalement avoir lieu fin septembre**, en accord avec les gouvernements anglo-saxons: **c'était beaucoup trop tard**, car l'économie était déjà déstabilisée (non pas tant par les effets des lois sociales, qui ne s'appliquaient pas encore pleinement, que par ceux des grèves et des hausses de salaires de l'été)². De plus, **la mesure était insuffisante**: le franc Auriol, dit aussi "franc élastique", pouvait varier dans une bande (toujours exprimée par deux parités en or) correspondant à 65% et 75% de la valeur du franc Poincaré, ce qui correspondait donc à une dévaluation de 25% à 35%; or les Anglo-Saxons avaient dévalué de plus de 40%: aussi la balance commerciale ne revint pas à l'équilibre. Par ailleurs il n'y eut aucune mesure d'accompagnement pour stabiliser le cours de la monnaie nationale (il n'y avait toujours pas de contrôle des changes; une interdiction d'importer ou d'exporter de l'or ne fit qu'effrayer un peu plus les possédants). Du coup, la spéculation contre le franc et l'évasion des capitaux continuaient de plus belle; on se bousculait sur les sentiers du Jura aux frontières de la Suisse! Enfin, **la dévaluation fut accueillie avec fureur** non seulement par la droite, mais aussi par les communistes, qui pensaient qu'elle ne pouvait que précipiter les travailleurs dans la misère³.

¹ Parce qu'il était trop fort et que les spéculateurs, suivant un raisonnement purement économique, anticipaient une dévaluation immédiate (le bloc-or était en pleine débâcle)? Ou par l'effet d'une mauvaise volonté politique envers le Front populaire? Difficile de faire le départ: les deux logiques concernaient les mêmes personnes, et s'additionnaient.

² En réalité, il était sans doute déjà trop tard pour dévaluer en juin 1936, car il y avait plusieurs années que le franc était gravement surévalué par rapport aux monnaies anglo-saxonnes, et ce retard était difficile à combler. Et puis, en 1936 une bonne partie du monde avait déjà choisi l'autarcie, notamment deux anciens partenaires majeurs de la France: les effets à attendre d'un redressement de la compétitivité-prix des exportations françaises étaient donc forcément plus limités qu'en 1931. En dernière analyse, l'erreur monétaire souvent attribuée à Blum revient donc tout autant aux gouvernements précédents, à la politique du bloc-or; en hésitant durant quatre mois cruciaux et tendus, le Front populaire n'a fait qu'aggraver une situation déjà délicate.

³ On ne pouvait pas leur demander d'avoir une culture monétaire, d'admettre notamment qu'une dévaluation est plutôt censée soulager les entreprises, et par ce biais bénéficier aux travailleurs... Leurs raisonnements étaient bien plus rustiques: l'argent perdait de sa valeur, donc les gens s'appauvrissaient. L'U.R.S.S., bien entendu, n'avait pas dévalué depuis les années 1920: le taux du rouble était fixe — ce qui n'avait aucune importance, vu que la "patrie des travailleurs" n'avait plus de relations économiques avec l'extérieur; les prix étaient fixes aussi (les loyers à Moscou restèrent identiques des années 1930 aux années 1980!), ce qui ne voulait rien dire non plus vu que l'économie soviétique n'était plus une économie monétaire (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 4). Mais en termes de propagande, en ces dures années 1930, c'était très important.

Le volet social de l'œuvre du Front populaire ne donna pas non plus les résultats escomptés en matière économique. Les lois sociales étaient censées permettre une reprise de la consommation, donc des commandes privées pour les entreprises; en attendant, les grands travaux soutiendraient la production. En fait, les grands travaux ne pouvaient pas s'engager immédiatement; il y aurait donc eu, de toute façon, une période très difficile.

Surtout, **la loi des quarante heures fut appliquée de manière bien trop rigide**: on empêcha les travailleurs de faire des heures supplémentaires, sous prétexte qu'elles pouvaient cacher un détournement de la loi, et aussi pour donner du travail à un maximum de chômeurs. De ce fait, il se créa des goulets d'étranglement au niveau des ouvriers qualifiés, dont on manquait déjà: l'on ne pouvait pas former des ouvriers non qualifiés à ces tâches complexes en quelques jours ou en quelques semaines — au contraire, la pénurie de spécialistes entretint le chômage des manœuvres. Contrairement à ce qu'espérait Blum, **la réduction du temps de travail ne se traduisit donc pas par une diminution immédiate et massive du chômage**, même si une partie des entreprises embaucha effectivement (les effectifs augmentèrent de 15% chez Renault, de 19% chez Peugeot). Fin 1936 il restait huit cent trente mille chômeurs, et le chiffre recommença à augmenter à partir de septembre 1937, pour retrouver en janvier 1938 le niveau de l'été 1936.

En revanche **les brutales augmentations de salaires de l'été 1936**, et les mesures sociales qui signifiaient également de nouvelles dépenses pour les entreprises (l'ensemble revenait à une hausse de 50% des coûts salariaux horaires en à peu près un an¹), ainsi que la pression à la hausse qu'entretenait sur certains salaires la pénurie de travailleurs qualifiés, **gonflèrent brutalement les coûts de production**. Du coup, les marges des entreprises diminuaient, ce qui eut des effets inflationnistes: elles furent obligées d'augmenter leurs prix de vente² (quand elles ne mettaient pas des travailleurs au chômage). De ce fait, même si **les salaires** augmentèrent certes plus vite que prévu (de 40% en 1936), ils **furent rattrapés par la hausse des prix**, qui fut de 37% entre juillet 1936 et octobre 1937: avec la suppression des heures supplémentaires et la persistance du chômage, le résultat fut que les salaires réels des ouvriers diminuèrent. **L'accumulation des concessions salariales sur un temps très bref avait fini par enrayer la mécanique de la relance**. En conséquence, la consommation diminua... et dans ces conditions les entreprises refusèrent d'embaucher. Les investissements

¹ Dont, paraît-il, 20% imputables aux accords Matignon, 20% aux quarante heures et 10% aux congés payés — les deux lois sociales ne furent pleinement appliquées qu'au printemps 1937.

² Une autre solution eût été d'augmenter les quantités produites: c'était ce dont rêvait le gouvernement. Mais le faire de 50% en un an, en période de grande incertitude sociale et politique et alors que la demande ne croissait pas au rythme espéré... c'était difficile! Ne fût-ce que pour des raisons matérielles d'ailleurs: où trouver les machines?

des entreprises s'effondrèrent avec leurs profits (par exemple, les centres d'apprentissage fermèrent au lieu de se développer).

Bref, on était en présence d'**une spirale inflationniste classique**, qui contredisait le principe keynésien selon lequel la hausse des salaires provoque automatiquement une hausse de la consommation — en fait, dans ce cas on risque plutôt d'obtenir une combinaison d'inflation et de stagnation économique, ce qu'on appelle depuis les années 1970 (lorsque le phénomène s'est reproduit) la **stagflation**. Les entreprises, déjà en difficulté avant 1936, ne purent supporter le coût des réformes, que la dégradation de la situation sociale et l'injustice de la condition ouvrière rendaient pourtant indispensables: elles refusaient d'embaucher à ce prix (le travail était trop cher) et de vendre à ce prix (les prix de vente étaient trop bas); et elles n'avaient plus les moyens d'investir pour faire baisser les coûts. En pleine période de relance (et par ailleurs de reprise mondiale), l'offre était donc insuffisante... C'était précisément ce que le Front populaire reprochait à la politique de déflation qui avait été menée de 1931 à 1935, et qu'il avait tenté d'éviter à tout prix! Par ailleurs, l'insuffisance de l'offre intérieure encourageait les importations, d'autant que dans un premier temps la demande augmenta à cause des hausses de salaires, tandis que les produits français, de plus en plus chers à cause de la dévaluation tardive et de la hausse des prix à l'intérieur du pays, se vendaient mal à l'étranger. Aussi le déficit commercial explosa: la richesse quittait le pays.

Très vite, le gouvernement ressentit le contrecoup de ces difficultés. Comme l'activité ne reprenait pas, les rentrées fiscales étaient inférieures à ce qui avait été prévu: comment donc financer les grands travaux et les mesures sociales? En plus, il y avait plus de chômeurs que prévu à soutenir, plus de grévistes, et de plus en plus déçus par le Front populaire, de moins en moins euphoriques, de plus en plus revendicatifs. Affolés par la dégradation rapide de la situation, mais en rajoutant pas mal par sinistrophobie de principe, les marchés boursiers refusaient de souscrire les emprunts, les spéculateurs jouaient contre le franc... Bref, dès l'automne 1936 un cercle vicieux se mit en place: Blum était littéralement étranglé.

Tout le monde est à peu près d'accord sur le constat d'**échec économique** du Front populaire (comme sur le constat de sa réussite sociale, toute mauvaise foi mise à part; je n'y reviens pas, tenant ce point pour évident). La question qui s'est trouvée posée dès 1936 en termes très polémiques, est celle des **responsabilités** de cet échec — question cruciale, bien sûr, puisque cet échec contribue à expliquer la faiblesse de la France face à l'Allemagne en 1940, et que certains à droite en font une excuse au régime de Vichy, tandis que d'autres à

l'extrême-gauche y trouvent des raisons de se méfier toujours du réformisme et de la social-démocratie¹.

La faute au Front populaire? L'équipe de Blum était-elle composée d'incapables à qui l'on ne pouvait décidément pas confier les rênes du pays, voire de crypto-bolcheviks? Sur le second point, voyez les réactions de Blum au congrès de Tours. Quant au premier, il faut noter que la droite en était persuadée depuis le début — depuis le Cartel des gauches en fait; ce qui explique qu'elle n'ait fait aucun cadeau au gouvernement, compliquant encore sa situation. Mais à gauche aussi certains analystes, comme l'économiste Alfred Sauvy, ont fait du Front populaire une catastrophe due à l'incompétence, et qui déconsidéra durablement le socialisme en France. Le fond des critiques, d'ailleurs, diffère: certains, à droite et à gauche, ont reproché au Front populaire de ne pas avoir tenu compte des lois de l'économie capitaliste, alors que Blum s'était engagé dans une expérience d'"exercice" et non de "conquête" du pouvoir, pour reprendre son propre vocabulaire: il aurait **péché par imprudence**, par manque de réalisme. D'autres, à gauche, ont reproché à Blum de ne pas s'être donné les moyens de surmonter les oppositions à sa politique, de s'être contenté de réformes internes au système, de "réformes de répartition", au lieu de s'attaquer à de véritables "réformes de structures" (pour reprendre un vocabulaire des années 1950 à 1970). Il en aurait trop fait pour ne pas provoquer des résistances, pas assez pour avoir une chance de modifier durablement les

¹ Attention cependant: dans les lignes qui suivent je mêle arguments économiques, sociaux et politiques; or à l'époque les premiers étaient très peu présents dans le débat, sauf du côté des institutions patronales et dans quelques cercles de réflexion sans lien avec les milieux politiques. À l'époque l'économie n'intéressait pas grand-monde, et dans l'urgence de la crise de régime et de la crise économique on raisonnait en termes essentiellement politiques et sociaux: le péril rouge contre le péril fasciste, la libération ou non des ouvriers... En particulier, alors que l'État était en train de s'emparer de nouveaux leviers décisifs de contrôle de l'économie, il n'y avait aucun débat sur ce point: les débats sur l'État fort ou faible appartiennent aux années 1980 et 1990, c'est-à-dire *après* la période où l'économie française, à partir du Front populaire et surtout de la Libération, a été très étroitement contrôlée par l'État. Ce n'est qu'*a posteriori* que l'on a fait du Front populaire une étape essentielle sur le chemin du "pacte keynésien" de 1945 (sur ce terme, voyez au chapitre 18).

Pour illustrer la délicatesse du sujet, je voudrais signaler que mes sources concernant l'automobile sont parfaitement contradictoires. L'une insiste sur le fait que le chiffre d'affaires de ce secteur a baissé de 15%, quand des secteurs moins dynamiques, l'agriculture et les services, se stabilisaient: donc le Front populaire a étouffé les secteurs de pointe. L'autre insiste sur le fait que les premiers licenciements n'eurent lieu qu'en novembre 1938 (chez Renault), soit après l'échec du Front populaire, et n'annulèrent pas les gains d'effectifs de 1936, et aussi sur le fait que la semaine des quarante heures provoqua une modernisation de l'outil de travail (les usines achetèrent de nouvelles machines): donc les mesures du Front populaire n'ont pas eu les effets négatifs qu'on leur prête. En fait, les deux sources ne parlent tout simplement pas de la même chose!

Par ailleurs, il est malaisé de distinguer les évolutions sur le très court terme (l'été 1936, crucial car à partir de la fin septembre le Front populaire était sur la défensive, la dynamique était brisée), et sur le moyen terme, surtout avec l'arrivée de la guerre; les effets des réformes sur les différentes branches de l'économie; les effets prévus des effets pervers (ou imprévus mais positifs); les effets réels des effets craints ou fantasmés. C'est pourquoi, sans doute, le Front populaire, y compris sous ses aspects strictement économiques, fait toujours l'objet de discours aussi fantasmatiques que contradictoires. Leçon essentielle de ce qui précède: les interactions entre les phénomènes économiques, et à plus forte raison entre ceux-ci et les phénomènes sociaux et politiques, sont si complexes qu'il est bien difficile de les prévoir et d'y faire face sur le moment...

équilibres économiques et sociaux, et donc de surmonter ces résistances: bref, il aurait **péché par timidité**.

Il faut quand même remarquer que ce n'était pas son programme! Ce n'était même pas celui du P.C.F... Et **l'exemple espagnol**, tout proche, **n'encourageait pas à engager de réformes plus radicales**: en juillet 1936, une guerre civile atroce avait éclaté entre un gouvernement de Front populaire et une droite aux abois à la suite, entre autres, du lancement d'une réforme agraire, réforme structurelle par excellence, par cela même intolérable à tous ceux qui refusaient un changement de société. Valait-il la peine, pour le socialisme, de risquer en France une telle tragédie, avec Hitler et Mussolini aux aguets à la frontière, ou une tempête de la force de celle qui s'était abattue sur la Russie en 1918-1920? Personne ou presque n'y était prêt, même parmi les militants communistes, même — à ce moment — parmi les hommes de Moscou à la direction du P.C.F.

Bien sûr, ce que je viens d'écrire peut apparaître fort défaitiste: en gros, il ne fallait pas fâcher la droite et le patronat, il fallait gentiment leur demander la permission de gérer la société à leur profit et selon leurs méthodes... Eh oui! La démocratie, c'est tenir compte des autres, même ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord; c'est éviter la violence même au prix de l'injustice, c'est espérer convaincre et non prévoir de tout casser, c'est accepter qu'une réforme n'est jamais satisfaisante, mais qu'il vaut mieux n'aller pas assez que trop loin... Pour en finir avec les responsabilités du Front populaire, je voudrais souligner aussi que **la pure logique économique n'était pas seule en jeu**. Les quarante heures et les congés payés, attendus depuis longtemps, ont peut-être eu des conséquences économiques négatives, mais ils ont eu l'avantage de **désamorcer une tension sociale** grandissante, dont les conséquences politiques et économiques auraient pu être redoutables (en Espagne, elle avait débouché sur un véritable début de révolution, dès avant le coup d'État de juillet¹). Ce fut en tout cas ce que Blum soutint dans son dernier discours de président du Conseil, en juin 1937: « nous avons (...) empêché, sans que l'ordre républicain ait subi d'atteintes, la plus redoutable collision sociale que la France ait peut-être connue depuis près de soixante ans ». Blum n'avait d'autre choix que d'appliquer son programme, même antiéconomique: les électeurs avaient mis tant d'espoir dans le Front populaire, comme on l'avait vu lors des grèves de mai-juin, qu'une déception aurait pu avoir de terribles effets. Dans ces conditions, la question qui se pose est la suivante: valait-il la peine d'accepter le pouvoir avec un programme social généreux contradictoire avec un programme économique inapplicable? Dans le contexte de l'urgence antifasciste et des frustrations sociales des années 1934-1936, et si tant est que Blum se fût

¹ Voyez aussi, au chapitre 2 du cours sur la Russie, le passage sur l'effondrement économique du pays au printemps 1917, à la suite d'une explosion sociale incontrôlée.

vraiment rendu compte que son programme était inapplicable, la réponse à cette question est sans doute plutôt positive; disons que **le Front populaire n'avait guère le choix**, à court terme, s'il voulait éviter que l'extrême-droite n'exploitât le mécontentement populaire. Mais à moyen terme les ennuis étaient garantis...

Alfred Sauvy a eu à ce propos un commentaire désabusé: « (il existe) un conflit poignant presque perpétuel entre l'économique et le social en régime capitaliste ». La gauche a longtemps eu tendance à arriver au pouvoir en période de difficultés sociales, lorsque les attentes étaient grandes et le gâteau à partager, plutôt maigre, avec à la fois des programmes visant à modifier la règle du jeu libérale, mais aussi la nécessité de gérer l'urgence et l'engagement de « gérer loyalement » le capitalisme (l'expression est de Blum), sans quoi les gens n'eussent pas voté pour elle... Ses lacunes et ses préjugés en matière économique n'ont rien arrangé, bien sûr — voyez au chapitre 11.

Alors, **la faute à la droite et à la bourgeoisie?** À un sabotage systématique, à un complot obstiné des puissants et des possédants refusant d'abandonner leur domination séculaire, en complicité avec Doriot et Hitler? Trop simple, camarades...¹ Parce que la droite n'a pas fait que faire pourrir la situation, elle a aussi attiré l'attention, tout à fait légitimement (c'était son travail d'opposition), sur une dégradation dont elle n'était pas à l'origine (l'affolement de la droite et des puissants a *contribué* à l'effet de cercle vicieux, c'est indéniable, mais il ne l'a pas *provoqué*); parce qu'au niveau des arguments économiques la droite avait raison sur l'essentiel et que la gauche eût été bien inspirée de l'écouter un peu (voyez plus haut); parce qu'il y avait quand même quelque bonnes raisons de s'inquiéter de la puissance accrue des communistes: Staline n'était pas un Bambi moustachu et Thorez, plus que jamais son homme-lige, n'était devenu que tout récemment un défenseur de la démocratie — son attitude à l'automne 1939 confirma que cette conversion n'avait été que tactique; en Espagne, en 1937-1938 les communistes finirent bel et bien par noyauter les institutions républicaines, et ils démontrèrent à nouveau leur savoir-faire en cette matière en Europe centrale après-guerre². On peut cependant souligner que certains "modérés" se laissèrent affoler un peu vite, un peu complaisamment, au lieu de faire confiance à l'anticommunisme farouche de Blum et des radicaux (malgré Herriot), qu'ils auraient dû deviner plus proches d'eux que Dorgères et Doriot; et que si les mesures sociales du Front populaire posaient problème à l'économie, ce n'était somme toute que le rattrapage de cent ans d'injustices: dans

¹ C'est bien sûr l'explication qui l'a emporté après 1945, et jusque vers 1985. Je l'exprime volontairement en termes très excessifs et caricaturaux, en référence à l'obsession stalinienne du sabotage et du complot (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3 surtout); mais après 1945, ce genre de simplismes a eu tendance à déteindre même sur la gauche modérée.

² Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4, et le cours sur la Russie, au chapitre 6.

les circonstances exceptionnelles que la France traversait, peut-être eût-il valu la peine de les accepter (ce n'étaient quand même pas les têtes au bout des piques de 1789), de se résoudre à serrer quelques ceintures dorées comme les ouvriers serraient les leurs depuis quatre générations¹. Mais pour que cela fût possible (comme symétriquement pour que les ouvriers arrêtaient d'inquiéter les patrons avec leurs grèves et laissassent le gouvernement travailler en paix), il eût fallu qu'une culture du consensus régnât en France, que les Français n'eussent point peur et haine les uns des autres. C'était bien trop tard...

Alors, **la faute aux circonstances?** Manque de temps (à cause des grèves, de la rapidité de l'évolution diplomatique et de l'urgence économique), manque de stabilité politique — c'est-à-dire finalement **la faute aux institutions**, à cette République parlementaire d'un autre siècle, faite pour des ruraux nés sous le second Empire, avec son Sénat constitué de notables cassoulets et son président de la République châtré? Contrairement à Blum, Roosevelt a eu du temps pour imposer son *New Deal*; il a eu les moyens de faire reculer les opposants, y compris (dans une certaine mesure) la Cour suprême... L'explication est tentante; elle ne doit cependant pas faire oublier que la Grande-Bretagne, pays dont la vie politique était tout aussi parlementaire, s'en est nettement mieux tirée — mais elle avait un système politique bien plus moderne, et surtout, au sein d'une société de classes encore bien plus rigide et inégalitaire qu'en France, une ancienne et authentique culture du consensus politique. D'où l'on revient à l'idée que pour mener une politique, quelle qu'elle soit, il faut d'abord se parler et écouter les autres — à moins bien sûr de s'appeler Lénine, Hitler ou Mao.

D-Déclin et agonie du Front populaire.

Très vite, le Front populaire fut à peu près paralysé par **des tiraillements internes**. Ils y avait d'abord **des désaccords sur le rythme et l'ampleur des réformes**. Désormais les communistes aiguillonnaient le gouvernement sur sa gauche au nom du "ministère des masses"; or ils étaient de plus en plus puissants: fin 1937 ils avaient trois cent quarante mille militants². En réalité, cet afflux soudain avait tout du casse-tête: c'étaient des gens qui n'avaient rien à faire du cynisme révolutionnaire bolchevik, et notamment de la modération tactique présentement imposée par Moscou; leur objectif était d'arracher un maximum

¹ Je sais, c'est plus compliqué: ce n'est pas en serrant une ceinture qu'on en desserre dix mille d'autant... Je parle de symboles, d'états d'esprit, de bonnes ou de mauvaises dispositions.

² En 1937 le P.C.F installa son siège au 44, rue Le Peletier, carrefour de Châteaudun, où il demeura jusqu'à leur déménagement place du Colonel-Fabien au début des années 1970.

d'avantages concrets dans l'immédiat, grâce à des grèves et à des manifestations. C'était encore plus net dans les syndicats, à qui les accords Matignon avaient réussi (en 1937, la C.G.T. devait avoir quatre ou cinq millions d'adhérents) et dont les communistes avaient à peu près perdu le contrôle; dans ces conditions la direction ne pouvait que courir après ses propres troupes, sinon elle courait le risque d'être complètement débordée par la vague de revendications sociales. Le P.C.F. protestait notamment contre l'absence de mesures contre les détenteurs de capitaux qui "conspiraient contre le franc"; il en rajoutait aussi dans le registre patriotard. La S.F.I.O, progressait elle aussi mais moins vite (elle avait deux cent mille militants en octobre 1936); une partie de ses militants trouvait aussi le gouvernement trop timide (ainsi Marceau Pivert), ils voulaient préparer les conditions d'un véritable changement de société. Même la C.F.T.C. profitait de la situation, avec trois cent cinquante mille adhérents (les anarchistes se réveillaient également: ils bénéficiaient du prestige de leurs frères espagnols). Tout ceci affolait les radicaux: ceux du Sénat notamment, derrière le vieux Joseph Caillaux, étaient de plus en plus réticents: leur électorat, la paysannerie et les classes moyennes de province, ne comprenait pas ce qu'ils fricotaient avec les "rouges". Blum, prisonnier de sa dialectique marxiste et d'une vision ouvriériste du monde, n'a sans doute pas assez prêté attention à ce raidissement rapide des classes moyennes.

Autre pomme de discorde, complètement imprévue: la **guerre d'Espagne** (voyez la partie suivante); ce fut sur cette question que pour la première fois les communistes s'abstinrent à la Chambre, début décembre 1936. Enfin, à la S.F.I.O. et au Parti radical subsistaient **d'importants courants pacifistes à tous crins**, qui trouvaient Blum trop va-t-en guerre; certains analysaient cette attitude "belliciste" comme l'effet d'une trop grande dépendance envers les communistes, et étaient inquiets de voir la France faire la politique de Staline au lieu de jouer l'affrontement des deux puissances totalitaires. Nous les retrouverons également dans la partie suivante.

Par ailleurs, **les oppositions se radicalisèrent** très vite; au lieu de rechercher le compromis pour sauver le pays, elles jouèrent la défaite du Front populaire, voire la crise de régime. Dans le patronat, les modérés qui acceptaient les accords Matignon furent très vite marginalisés par de plus durs, persuadés que l'"expérience socialiste" ne pouvait durer et décidés à faire leur possible pour l'abréger encore: ils jouèrent la montre et le pourrissement de la situation, ajoutant à la crise sociale en refusant d'appliquer les réformes sociales, ce qui en retour provoquait de nouveaux conflits, lesquels nourrissaient la paranoïa patronale. Sur le plan proprement politique, la droite modérée, complètement dépassée par la bipolarisation accélérée du pays, disparut pratiquement du débat: Reynaud notamment était complètement

isolé à la Chambre. **On n'entendit plus que les extrémistes**, les ennemis de la République, ou tout au moins de la IIIe.

Le jour même de l'investiture du cabinet Blum, le député d'extrême-droite Xavier Vallat (1891-1972)¹ avait annoncé la couleur:

« Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné (...) par un juif (...). Je n'entends pas dénier aux membres de la race juive qui viennent chez nous le droit de s'acclimater comme tant d'autres qui viennent se faire naturaliser (...). Je dis tout haut ce que tout le monde pense tout bas, que pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol qu'un talmudiste subtil ».

La dissolution des ligues ayant été confirmée en juin, les courants hostiles au Front populaire durent se réorganiser. À la surprise de tous ceux qui le prenaient pour un factieux, et à la déception de plus d'un de ses partisans, la Rocque s'inclina; en juillet, il transforma les Croix-de-Feu en un parti politique, le Parti social français (**P.S.F.**)². Bénéficiant de son opposition farouche au Front populaire et en même temps de la relative modération de son discours, il devint rapidement le premier parti de France, jusqu'à revendiquer entre huit cent mille et un million cinq cent mille adhérents en 1939: même si ces chiffres sont sans doute passablement gonflés, d'après René Rémond c'était plus que tous les partis de gauche réunis... On a soutenu que la défaite de 1940 a privé le P.S.F. d'une victoire électorale aux législatives prévues pour cette année-là: autrement dit, à cette date la IIIe République était morte de toute façon. Cependant, si la direction avait choisi la voie de la légalité, à l'occasion certains membres du P.S.F. continuaient à faire le coup de poing, notamment contre les communistes; par ailleurs le culte du Chef se portait fort bien au P.S.F. et prenait des allures assez mussoliniennes. Il se constitua une centrale syndicale proche du P.S.F., les Syndicats professionnels français, mais ils n'eurent pas le même succès.

Doriot, réélu maire et député de Saint-Denis (en 1935 et 1936 respectivement³), fonda également son propre parti en juin 1936, le Parti populaire français (**P.P.F.**), lequel en principe jouait aussi le jeu de la légalité; mais ce ralliement était évidemment contraint, Doriot n'avait vraiment rien d'un démocrate sincère: le P.P.F fut ce qu'il y eut de plus proche

¹ Vallat, avocat de formation et invalide de guerre, était député de l'Ardèche, conseiller général de Saint-Félicien et maire de Pailharès. Proche de l'Action française, il avait aussi appartenu au Faisceau et aux Croix de Feu.

² Il les avait déjà rebaptisées Mouvement social français (M.S.F.) en octobre 1935 — ce qui montre qu'il était déjà sur le chemin d'une participation à la vie politique selon des voies plus traditionnelles. La modération des Croix de Feu leur valut huit à vingt élus aux législatives de 1936, mais provoqua une hémorragie de leurs éléments les plus radicaux; elle leur attira le mépris furieux des milieux activistes d'extrême-droite, où on les surnommait élégamment les "froides queues".

³ Doriot perdit sa mairie en 1937, à la suite d'une partielle, au profit d'un communiste.

d'une formation fasciste dans la France de l'entre-deux-guerres. Son hostilité au Front populaire, à cause de la participation des communistes, ne l'empêcha pas d'accorder un soutien indépendant et critique au cabinet Blum jusqu'au début 1937; le passage dans l'opposition franche, puis farouche, puis frénétique, se fit peu à peu.

Le parti de Doriot n'avait pas de structure paramilitaire, il avait renoncé aux uniformes et aux défilés martiaux, désormais interdits; cependant, comme tous les partis de l'époque il avait des insignes, un emblème, un drapeau; de plus, ses membres pratiquaient le salut romain, et à partir de 1937 il y eut un culte aux morts pour sa cause, à la national-socialiste (des échauffourées avec les communistes avaient fait deux victimes dans les rangs doriotistes); en 1938, Doriot tenta même d'imiter les arrivées de Hitler en avion aux meetings nazis. L'organigramme du P.P.F., en revanche, était calqué sur celui du P.C.F., avec notamment un Centre féminin et une Union populaire de la Jeunesse française. Le culte du chef était obsessionnel: de ce point de vue aussi Staline avait fait école à Saint-Denis. Le cri des membres du P.P.F. était en toute simplicité: "en avant, Jacques Doriot". Le programme de Doriot était nettement de type fasciste: obsédé par l'idée de décadence, il mettait l'accent sur la mobilisation de « toutes les forces viriles du pays autour de l'idéal national » et réclamait un renforcement de l'exécutif, avec l'ambition d'une "révolution nationale" dès juillet 1936, et, en 1938-1939, des appels au renversement du régime et à la dictature; mais aussi sur la défense des ouvriers, des paysans, des petits commerçants et artisans contre les "gros" capitalistes; en matière sociale, il ne remettait pas en cause la propriété privée mais, à la fois farouchement antilibéral et hystériquement anticommuniste, il tenait pour le corporatisme et réclamait une "Charte du travail", à l'italienne.

En revanche, Doriot demeura toujours hostile au totalitarisme, à la négation fasciste de la liberté de conscience; vers 1938, il introduisit dans son discours des thèmes réactionnaires et ruralistes, la condamnation du monde industriel; enfin l'antisémitisme ne faisait pas partie de son fond de commerce personnel, même si sur ce point il y eut de sérieuses dérives vers la fin, et si le P.P.F. comptait de nombreux antisémites obsessionnels. En mars 1938 la déclaration finale du Congrès du P.P.F. contenait cette formule: « le Front populaire bolchevisé a vidé le Français de son sang, de sa race, de ses vertus. Il a laminé l'ouvrier français entre le ploutocrate et le métèque »; un intervenant au congrès de 1939 évoqua « l'instinct de la terre et du sang », la défense de la « race française » et du « sang français », et soutint qu' « il en est des hommes comme des partis. Les uns sont faits pour commander, les autres pour obéir. Les uns sont de la race des Chefs, les autres d'une autre race ». D'autres membres du P.P.F. étaient plus exaltés, comme Bertrand de Jouvenel (1903-1987) qui admirait l'œuvre sociale du nazisme et évoquait la nécessité de créer en France "une nouvelle noblesse", sur le modèle des partis nazi et bolchevik: il tenait pour la "hiérarchie", pour une "juste inégalité". Au fur et à mesure que s'éloigna la perspective de participer au pouvoir par

les voies légales, Doriot se rapprocha de leurs positions, jusqu'à réclamer en octobre 1938 l'instauration d'un fascisme en France, tandis qu'affluaient les ralliements de proches du fascisme: Fabre-Luce, Maulnier, Bonnard, Drieu, Brasillach, adhérèrent ou écrivirent dans la presse du P.P.F. Enfin Doriot multiplia les voyages en Italie et en Espagne franquiste en 1938-1939. En politique extérieure, Doriot demeurait pacifiste, mais pour lui désormais le principal obstacle à la paix en Europe, c'était l'U.R.S.S.; il fallait au contraire ménager l'Allemagne.

Avec tout cela, le P.P.F. revendiquait trois cent mille membres à son apogée en 1938 (il en aurait eu soixante mille selon Philippe Burin), dont semble-t-il une moitié d'ouvriers: c'était la première fois qu'un parti autre que de gauche recrutait dans les milieux populaires¹. Mais en 1937, Doriot échoua dans une tentative de fédérer l'extrême-droite en un grand parti de masse.

Les autres ligues, qui avaient refusé de se transformer en partis politiques, déclinèrent au profit du P.P.F. et du P.S.F., notamment les Jeunesses patriotes et l'Action française. Mais cette évolution s'accompagna d'un certain nombre de dérives vers l'extrémisme, individuelles ou de petits groupes. Certains même, nouveauté, se nazifièrent nettement (l'Allemagne nouvelle était décidément plus dynamique que l'Italie), comme Bucard qui inscrit l'antisémitisme au programme de son groupuscule et alla quêter des subsides à l'ambassade allemande. Une partie de l'extrême-droite choisit la voie du **terrorisme**. En 1935, d'anciens camelots du Roy radicalisés, exaspérés par l'inaction de la direction de la Ligue, d'ailleurs déjà exclus pour indiscipline, avaient fondé une organisation secrète, le Comité secret d'Action révolutionnaire (C.S.A.R.; j'ai trouvé aussi le sigle O.S.A.R.N.), que ses adversaires (de l'A.F. au départ) baptisèrent la **Cagoule**: après l'interdiction des Camelots du Roy et la conversion définitive de La Rocque à l'action politique légale, ce groupuscule, entraîné par le polytechnicien Eugène Deloncle (1890-1944), reçut du renfort et multiplia les attentats en 1936-1937; mais ces méthodes, vaguement inspirées de celles des S.A. et aussi de l'incendie du *Reichstag* (il s'agissait de provoquer les communistes ou de faire croire à des provocations communistes, pour jouer sur la peur d'une révolution réelle ou mimée), ne jouissaient d'aucun soutien, même dans le reste de l'extrême-droite. Elle assassina plusieurs opposants à Mussolini réfugiés en France, et surtout fit sauter le siège parisien de la C.G.P.F. en septembre 1937 (l'extrême-droite cria au crime bolchevik). Elle fut démantelée en novembre de la même année² (l'on découvrit à cette occasion qu'elle avait réussi à prendre des contacts dans l'armée); Deloncle finit par être arrêté en 1938. Il faut aussi évoquer le durcissement à

¹ Ce recrutement annonçait celui du R.P.F. — avec une idéologie très différente, évidemment. Une génération après la gauche, la droite était en train de s'installer au cœur de la société moderne, parmi le prolétariat et les classes moyennes.

² Pas entièrement: le ministre de l'Intérieur du Front populaire Max Dormoy fut assassiné par d'anciens cagouleurs en 1941.

droite du mouvement autonomiste alsacien et lorrain, qui s'unit dans un *Volksfront* où l'on trouvait des pro-nazis.

Tandis que Doriot achevait son voyage d'un extrémisme à l'autre, d'autres reclassements spectaculaires avaient lieu à grande vitesse; ils touchaient en partie des hommes qui n'étaient pas à l'origine des révolutionnaires, mais des modérés que le Front populaire menaçait de marginaliser politiquement. Le plus connu est Marcel **Déat** (1894-1955): ce normalien issu d'un milieu modeste, agrégé de philosophie, membre de la S.F.I.O. et éditeur des œuvres complètes de Proudhon, avait scandalisé les congrès socialistes du début des années 1930, à la tête d'une mouvance de contestataires, de "jeunes-Turcs" locaux: ces trublions prétendaient imposer au vieux parti de Jaurès une "modernisation" idéologique qui revenait essentiellement à intégrer le nationalisme à la doctrine socialiste, dans un esprit très ancien-combattant, et à refuser d'exclure la bourgeoisie de la société future; enfin Déat était partisan d'une reconquête de l'État sur les féodalités capitalistes, et du corporatisme pour "organiser et moraliser" la société sans luttes de classes — des idées somme toute assez proches de celles de Mussolini en 1915-1920, mais à l'époque cette proximité n'était pas revendiquée et Déat avait sa place dans les débats internes à la S.F.I.O.¹. Exclue en novembre 1933 pour divergences sur la stratégie de gouvernement, Déat et ses amis continuèrent à se définir comme des "**néo-socialistes**", et se rassemblèrent au sein d'un Parti socialiste de France-Union Jean-Jaurès (P.S.d.F.), rebaptisé Union sociale et républicaine (**U.S.R.**) en 1935; elle bénéficia un moment de la sympathie ouverte de Rome, qui cherchait à convaincre l'opinion européenne de l'universalité du socialisme fasciste.

Cependant jusqu'au Front populaire Déat n'était pas un ennemi du régime; avec deux de ses compagnons de parti il fut même ministre de l'Air dans le cabinet Sarraut, le dernier avant celui de Blum, de janvier à mai 1936. Mais l'U.S.R. ne parvint pas à prendre le dessus sur la S.F.I.O., et aux législatives de 1936 ses candidats furent laminés: Déat fut battu. Pourtant les vingt-neuf députés U.S.R. soutinrent le Front populaire jusqu'au bout, alliés critiques sévères pour les hésitations et les reculs de Blum... Mais les contiguïtés de la pensée de Déat avec les fascismes devinrent de plus en plus évidentes: planification et prise de contrôle des industries clefs, notamment par un monopole étatique du commerce extérieur, ce qui rappelait l'autarcie mussolinienne; corporatisme; surtout, en pleine période de réarmement les néo-socialistes militaient ouvertement pour un rapprochement avec l'Allemagne pour éviter une nouvelle guerre, quitte à lui abandonner l'Europe orientale: ils taxaient Blum de

¹ Outre Alain et Louis Blanc, Proudhon et Durckheim, Déat s'inspirait largement d'Henri De Man (1885-1953), un socialiste belge, installé en Allemagne jusqu'en 1933, marxiste critique, partisan de la planification et d'une union de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, qui finit, par antiparlementarisme et hostilité au libéralisme, par se laisser fasciner par le socialisme national de Hitler, et collabora avec l'occupant durant la seconde guerre mondiale.

"bellicisme" et accusaient les communistes de tous les maux. Tout était prêt pour une dérive vers l'extrémisme et la collaboration¹.

Les **intellectuels** se radicalisaient encore plus vite. Drieu adhéra au P.P.F. en 1936, mais se brouilla avec Doriot deux ans plus tard; Ramon Fernandez (1894-1944, le père de Dominique Fernandez), qui était considéré comme le critique littéraire le plus brillant de sa génération et qui avait été plutôt proche de la gauche jusqu'en 1934, adhéra lui aussi au P.P.F., tandis que l'écrivain régionaliste Alphonse de Châteaubriant (1877-1951), auteur en 1923 de *la Brière*, se convertissait au nazisme. La plupart mirent leurs plumes au service de leur engagement, comme Châteaubriant qui expliqua sa conversion dans *La gerbe des forces* en 1937², tandis que Céline cédait à l'hystérie ambiante et se déshonorait avec *Bagatelles pour*

¹ Un autre de ces transfuges était Gaston **Bergery** (1892-1974), dont l'itinéraire est intéressant à analyser en détail. Au départ c'était un technicien des affaires financières (dans le domaine des réparations), il avait été le chef de cabinet de Herriot en 1924, puis celui-ci l'avait décidé à entrer en politique et il était devenu député radical en 1928; ce grand bourgeois parisien, libéral en économie et jacobin en politique, n'avait évidemment rien à faire au parti du cassoulet; très vite il commença à ruer dans les brancards, demandant une rénovation du Parti radical et de l'ensemble de la vie politique. À l'époque il était, à l'extrême-gauche de son parti, l'un des rares à soutenir l'idée d'une alliance avec la S.F.I.O.; c'était aussi un farouche pacifiste.

Sa ligne d'alliance gouvernementale avec les socialistes ayant été mise en minorité après les législatives de 1932, Bergery quitta le parti radical en mars 1933; entre-temps il s'était fortement rapproché des communistes, il était membre notamment du comité Amsterdam-Pleyel, et tenta de lancer un "Front commun" antifasciste, qui capota rapidement: le Six février n'avait pas encore eu lieu et le P.C.F. n'en voulait pas. Au passage, l'adversaire fasciste détestait pas mal sur Bergery, qui rêvait de contre-mobiliser les masses, de répondre à la violence par la violence, de remettre de l'ordre... Lorsque l'échec du Front commun fut évident, Bergery commença à dénoncer l'incapacité des partis de gauche, voire leur trahison, et à se proclamer seul révolutionnaire authentique: en janvier 1934 il appela à « balayer le régime déchu ». Au soir du 6 février, cependant, il vota la confiance à Daladier, mais l'émeute l'impressionna: désormais, pour lui, c'était la course de vitesse avec les fascistes pour « capter la masse flottante ». Il participa cependant aux débuts du Front populaire, notamment au Quatorze juillet 1935 (comme Déat et Doriot d'ailleurs), mais le cérémonial de son groupuscule s'inspirait de plus en plus nettement des fastes hitlériens, son vocabulaire rappelait celui des ligues, sur un fond cependant plus jacobin que mussolinien... Bref, un superbe exemple de désarroi et de confusion mentale.

Réélu en mai 1936, Bergery soutint le Front populaire jusqu'au bout par ses votes, mais tout en tentant de s'affirmer comme un possible recours en cas d'échec, et en polémiqueant contre le P.C.F. et en dénonçant l'incurie des "vieux partis". En novembre 1936, il fonda un Parti frontiste. À la Chambre, la droite commença à l'applaudir au printemps 1937... Il reprochait à Blum d'avoir « donné l'impression de toujours subir des influences » (lisez: de Moscou), et d'avoir « laissé s'affaiblir la notion d'autorité ». De même, il soutint au début la République espagnole, puis changea d'avis lorsque les communistes s'en emparèrent; il voulait désormais la paix à tout prix, quitte à ménager Hitler, et exaltait l'œuvre sociale de Mussolini: pour lui, c'était une série de coups décisifs portés au capitalisme, c'est-à-dire aux trusts et aux monopoles. L'ambiguïté continua jusqu'à la guerre: Bergery refusait le qualificatif de "fasciste" et refusait le "bouc émissaire racial", tout en soulignant qu'on pouvait "comprendre" la législation antisémite de Hitler et de Mussolini; mais il analysait son temps comme une course générale au "socialisme national", course dans laquelle la France devait prendre place, en évitant l'erreur majeure des bolcheviks: la liquidation des élites. Dorgères dénonçait le culte du chef, mais lui-même s'entourait d'un décorum bonaparto-hitlérien. En mai 1939, les frontistes célébrèrent à la fois la Commune et Jeanne d'Arc...

² « Je n'ai pas oublié l'ardent jeune Siegfried, sanglé dans son uniforme doré, qui, le poignard noir au côté, l'œil fixé sur le lointain horizon, scandait ces mots: "oh! la richesse du don de soi!... Faire brûler ce charbon-là sur l'autel du sacrifice!" (...) Je ne fais parler ici que les hitlériens, les jeunes hommes vigoureux, en pleine force, ceux qui, ailleurs, dans d'autres pays que ne secoua pas une révolution, n'ont que des pensées professionnelles. J'ai relevé sur leurs lèvres une sagesse qui fait d'eux comme les lévites des temps nouveaux,

un massacre, paru en 1937, et *L'école des cadavres*, paru en 1938. La presse d'extrême-droite fut très largement responsable de l'aggravation du climat politique, notamment *L'Action française*, l'hebdomadaire *Gringoire*, fondé en 1928, dont la grande plume était Henri Béraud (1885-1958; prix Goncourt en 1922, ennemi juré de Gide en littérature, et grand reporter dans les années 1920, antibritannique fanatique à la mode de Fachoda¹), et où Tardieu écrivait également; *Candide*, hebdomadaire maurassien fondé en 1924 par l'éditeur Arthème Fayard, où se déchaînaient Bainville et Daudet; et *Je suis partout*, fondé en 1930 par Fayard également, dirigé à partir de 1936 par le maurassien Pierre Gaxotte, où éructaient Brasillach, Drieu, Lucien Rebatet (1903-1972), Pierre-Antoine Cousteau (1906-1958)², mais aussi, dans les sections non politiques, Jean Giraudoux.

Les tirages de cette presse étaient importants: quatre cent cinquante mille exemplaires pour *Candide* et six cent cinquante mille pour *Gringoire* en 1936. Son ton était d'une violence et d'une bassesse qu'on a peine à imaginer aujourd'hui; l'idéologie était généralement assez confuse, daube malodorante d'antiparlementarisme, d'antisocialisme, de pacifisme "ancien-combattant" et d'antisémitisme. L'A.F. titrait par exemple: « le bateau juif à la dérive », « la riposte du youpin », « la révolution juive chante victoire »; elle traitait le gouvernement Blum de « cabinet du Talmud »³, et consacrait une chronique régulière à l'autodéfense en cas de révolution. Tous ces organes accusaient aussi le Front populaire de jeter le pays dans la guerre (voyez plus bas). Quelques lignes de Brasillach, parues dans *Je suis partout*, donnent la mesure des fantasmes et des peurs:

« Par la grâce d'un gouvernement de pleutres et de bandits, les cyniques, les marchands d'armes, les sadiques comme ce petit Pierre Cot (il suffit de regarder son portrait pour deviner chez lui on ne sait quel érotisme du sang et de la mort), font la loi à ces pauvres gueules de pions chahutés que montrent Blum et Salengro. Le jour viendra, le jour n'est pas loin, où nous confectionnerons quelque bannière étoilée, quelque étendard de l'*Union Jack*. Où nous apprendrons que

une passion de la joie saisie à ses sources pures. (...) À Bayreuth, l'un d'eux me disait: "on reproche au national-socialisme d'être primitif, c'est justement ce qui fait sa force" ».

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3.

² Le frère de l'océanographe, Jacques-Yves (1910-1997); il était journaliste de profession.

³ « L'antisémitisme est inhérent à l'argumentation nationale-socialiste où qu'il y ait des Juifs, parce que, sans lui, la classe ouvrière courrait le risque de se sentir exclue de la communauté nationale, quand l'unité et la justice sociale sont sur les lèvres du nationaliste et parfois dans son esprit. Une fois posé que les Juifs forment un groupe exclu, en dehors, les attaques contre eux peuvent théoriquement remplacer les attaques contre des adversaires politiques qui, en leur qualité de compatriotes, sont hors d'atteinte (...) Quand *L'Étudiant français* déclarait, le 10 avril 1937, qu'être antimarxiste sous-entendait que l'on était antisémite, cela voulait dire, entre autres choses, que de cette façon, il n'était pas besoin d'être explicitement contre quoi que ce fût d'autre, pour ne pas embarrasser le principe d'opposition sur le plan de la doctrine. Les Juifs, eux, étaient "mauvais", leurs dupes tout simplement fourvoyées. Si les employeurs étaient injustes, si les ouvriers étaient indisciplinés, si le gouvernement, pour le moins, manquait de sagesse, il était plus commode d'en faire endosser la responsabilité par des étrangers plutôt que par ses compatriotes français » (Weber).

N.B. L'affaire de l'interdiction de la ligue à la suite d'un incident avec Blum avait renforcé l'antisémitisme de l'Action française, déjà le plus antisémite des grands mouvements d'extrême-droite.

Paris, ou Lyon, ou Marseille ont envoyé dans les petites villes leurs camions de tueurs. Où les évêques rouges seront pendus dans leurs chiffons de pourpre et les curés démocrates éventrés avec leurs enfants de chœur, au pied des croix renversées et des ciboires souillés d'excrément »¹.

Une partie de la grande presse ("apolitique" en principe, c'est-à-dire conservatrice) ne se privait pas d'emboîter le pas, à peine un ton au-dessous. Il y avait d'incessantes campagnes de calomnies contre les leaders du Front populaire, sans que jamais ceux qui les reprenaient vérifiassent les "révélations" que lançaient les officines extrémistes. Ainsi en juin 1936 la presse lança le bruit que Blum était né en Bessarabie et s'appelait en réalité Karfunkelstein. En novembre 1936, le ministre de l'Intérieur **Roger Salengro**, en butte depuis juillet à une campagne de l'*Action française* et de *Gringoire*, "craqua" nerveusement et **se suicida**². Il fut remplacé par Max Dormoy, et en décembre il y eut une loi contre la diffamation par voie de presse, mais elle n'eut guère d'effets: le gouvernement n'avait plus guère d'autorité.

Au milieu de cette tourmente, **L'Église et les catholiques** avaient bien du mal à se positionner. Pie XI avait délivré l'Église des pesanteurs de son alliance avec l'Action française (ce fut l'époque où *La Croix* modifia sa ligne éditoriale, abandonnant la cause de la monarchie); il avait condamné aussi bien le nazisme et le fascisme que le communisme. Avec Mgr Liénart, l'évêque de Lille, l'Église de France avait une figure progressiste, proche du Front populaire (voyez en note plus haut); la J.O.C., la J.A.C., la J.E.C. constituaient des viviers de catholiques favorables à la démocratie. Du fait de la bipolarisation croissante du pays et du manque d'enthousiasme de Rome le courant **démocrate-chrétien** n'avait pas de relais politique (le minuscule parti de Marc Sangnier, la Jeune République, soutint le Front populaire), mais il jouait un rôle notable dans les milieux intellectuels (notamment par le biais d'*Esprit*, revue fondée en 1929 par Emmanuel Mounier, où écrivait notamment le jeune Georges Bidault, professeur et journaliste à Lyon). Mais le moins qu'on pouvait dire, c'était que tous les évêques français n'étaient pas sur la même ligne que Sangnier et Mgr Liénart, ou qu'un intellectuel catholique républicain comme François Mauriac, qui écrivait dans *Clarté*, la revue de Barbusse; dans sa grande majorité l'Église s'opposa fermement et publiquement au Front populaire, *La Croix* dénonçait les rouges en France comme en Espagne, j'ai mentionné

¹ Références aux horreurs supposées de la Révolution espagnole, et à Mgr Liénart, tête de Turc de l'extrême-droite (voyez plus haut en note).

² Cette campagne, lancée par Béraud, reprenait d'anciennes accusations portées dans les années 1920 par les communistes du Nord (Salengro était député-maire de Lille), qui décidément faisaient alors feu de tout bois contre les sociaux-fascistes. On l'accusait d'avoir déserté en 1915, et d'être passé à l'ennemi; il aurait été condamné à mort par contumace par un tribunal militaire. À la demande de Salengro, des délégués d'associations d'anciens combattants, dont le général Gamelin, examinèrent le dossier et conclurent qu'il avait été fait prisonnier en tentant d'aller chercher, avec l'accord de ses chefs, le corps d'un de ses camarades, et qu'il avait été acquitté par un conseil de guerre; mais l'extrême-droite n'écoutait même plus les militaires. Le lendemain du suicide, *L'Action française* expliqua que Salengro venait de "déserté une seconde fois": sa mort était un aveu... Et *Gringoire* de déverser des injures sur Blum, coupable d'"exploiter" ce suicide.

plus haut certains ambiguïtés d'*Esprit*; nombre d'intellectuels catholiques affichaient des positions très conservatrices, tout en refusant pour la plupart de s'engager avec les populistes extrémistes¹, comme Paul Claudel dont on connaît la fameuse formule: « la tolérance, il y a des maisons pour ça »; et on s'aperçut en 1940 que la haine de la République n'avait pas disparu parmi les catholiques, non plus que l'antique antijudaïsme. À la fin du pontificat de Pie XI, Rome d'ailleurs revint à des positions nettement plus conservatrices, à cause notamment du traumatisme de la guerre d'Espagne; l'élection au trône du saint Pierre de Pie XII, en 1939, consacra cette évolution.

L'un des itinéraires les plus particuliers est celui de Georges **Bernanos**. Ce royaliste anticonformisme, en rupture de ban avec l'Action française qu'il trouvait trop encline aux compromis, se rendit aux Baléares à l'été 1936, pour travailler et pour être proche de l'un de ses fils, qui venait de s'engager dans la milice franquiste, la Phalange. Témoin des massacres perpétrés par les franquistes et les troupes italiennes venus à leur rescousse, il eut le courage d'oublier ses fidélités politiques et laissa parler son cœur et sa foi: dans *Les grands cimetières sous la lune*, pamphlet paru en 1938, le plus beau livre sur la guerre d'Espagne avec *Hommage à la Catalogne* d'Orwell, il dénonça non seulement ces exactions mais aussi la complaisance de la droite et de certains catholiques; il affirma qu'aucun croyant ne pouvait être du côté des massacreurs et que les idées de Hitler étaient incompatibles avec l'enseignement du Christ. Mais sa voix était isolée; il fut couvert d'insultes par d'autres intellectuels catholiques.

Face à toutes ces difficultés, le Front populaire parvint à faire passer une dernière réforme importante en décembre: l'arbitrage obligatoire des conflits sociaux avant le recours à la grève. Mais en février 1937, Blum dut annoncer "une **pause**" dans les réformes, afin d'« arrêter la course des prix et des salaires » et de surmonter « le préjugé défavorable du capital »: en d'autres termes, il fallait rétablir la confiance. Cela impliquait en particulier l'abandon de trois grands projets: la constitution d'un fonds de retraite pour les travailleurs; la création d'un fonds national du chômage; enfin, l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire leur alignement automatique sur l'inflation. Le gouvernement se consacra désormais à retrouver l'équilibre monétaire et budgétaire: il prit trois conseillers proches des milieux d'affaires, dont Charles Rist, l'administrateur de Paribas, et Jacques Rueff (1896-1978), un ancien conseiller de Poincaré et de Laval; il rétablit la libre circulation de l'or.

¹ Mais certains le firent, comme Philippe Henriot (1889-1944), qui venait de la Fédération nationale catholique.

Ces reculades ne firent que déchaîner un peu plus l'extrême-droite, qui sentait l'odeur du sang. En mars 1937, une manifestation (interdite) du P.S.F. à Clichy, municipalité communiste, fit cinq ou six morts et deux cent blessés... parmi les contre-manifestants de gauche: Dormoy ne parvenait pas à se faire obéir de la police (peut-être y avait-il eu manipulation de la part de cagouleurs). Blum, traité désormais de "fusilleur" par la droite (*L'insurgé* publia une caricature où, couvert de sang, il s'écriait: "gui tong a tit que che n'avais bas de zang vranzais?"), était abandonné même par une partie des socialistes, qui réclamaient la démission de Dormoy, et surtout par les ouvriers, qui se sentaient trahis par la "pause": la C.G.T. organisa une grève générale, les conflits sociaux se multiplièrent. Les communistes dénonçaient la capitulation du gouvernement face aux "trusts" — en revanche, ils ménageaient toujours autant les radicaux. Et puis les difficultés financières reprurent vite; le chômage recommença à augmenter.

Le gouvernement Blum était aux abois. Pour une fois, l'ouverture d'une **exposition universelle**, en mai 1937 au Trocadéro, ne fit pas baisser la tension (du reste, une grève des terrassiers retarda l'inauguration); pourtant, ce fut un succès en termes de fréquentation (du point de vue monumental, elle nous a laissé le palais de Chaillot), mais, indice des dramatiques tensions de l'époque, on en a retenu essentiellement l'impressionnant duel visuel des pavillons soviétique, surmonté d'un groupe de travailleurs de vingt-quatre mètres de haut dans la plus délicate tradition du réalisme socialiste, et allemand, surmonté d'un aigle tout aussi agressif; par ailleurs le pavillon espagnol, républicain évidemment, exposait le *Guernica* de Picasso. Finalement **Blum démissionna en juin 1937**, sans avoir été formellement renversé, mais après que le Sénat eût refusé de lui accorder les pleins pouvoirs en matière financière.

De juin 1937 à avril 1938, se succédèrent **trois ministères de Front populaire**: deux cabinets dirigés par le radical Chautemps et un éphémère second cabinet Blum. Chautemps obtint sans problèmes les pleins pouvoirs en matière économique, mais ne put guère s'en servir. En juillet, le ministre des Finances Georges Bonnet (1889-1973) dut procéder à **une nouvelle dévaluation du franc**: désormais, la monnaie française "flottait", c'est-à-dire se dépréciait régulièrement — mais sans jamais arriver à combler le retard pris par rapport aux devises anglo-saxonnes. Il fallut renoncer à la convertibilité en or, et rétablir un contrôle sur les exportations et importations de métal précieux. Tout ceci provoqua la fureur des communistes, mais aussi celle de la droite pour qui les socialistes étaient décidément incapables de gérer le pays, et celle d'une partie des radicaux désormais enclins à reconsidérer leur participation au gouvernement. Pour financer le réarmement, Chautemps dut augmenter

les impôts, les tarifs douaniers, le prix des transports publics: un retour discret à la politique d'avant juin 1936...

La mesure la plus importante à long terme fut la **nationalisation des chemins de fer** (en août 1937) et la création de la S.N.C.F., une société d'économie mixte dont l'État possédait 51% du capital et nommait le directeur. Il ne s'agissait absolument pas de faire passer l'outil de production entre les mains de l'État, ni même simplement de s'assurer le contrôle d'un secteur stratégique pour la guerre à venir, mais avant tout de secourir des entreprises en difficulté depuis longtemps (l'une d'entre elles avait dû être étatisée dès 1906), c'est-à-dire de "nationaliser les pertes", et de rationaliser la gestion d'un service public¹. Par ailleurs, les baux de quatre-vingt-dix-neuf ans prévus par la loi de 1842 expiraient en 1941.... Enfin les compagnies furent indemnisées.

Mais les désordres continuaient; la Cagoule notamment se déchaînait. La situation sociale était de plus en plus tendue, les occupations d'entreprises reprirent à l'automne 1937, en décembre il y eut une grève générale dans les services publics. En mars 1938, ce fut l'*Anschluss*, qui surprit la France au milieu d'une crise ministérielle (du 15 janvier au 10 avril, le pays ne fut gouverné que durant cinq semaines!). En avril 1938, Blum dut reconnaître son échec à susciter à droite un réflexe d'union sacrée pour faire face à la guerre qui s'annonçait de plus en plus clairement. Jouvenel déclara: « Blum est l'ennemi de la France. Il ne doit pas descendre du pouvoir cet après-midi. Il doit en être chassé à coups de pied. Cet homme qui a eu deux fois l'honneur de gouverner la France n'aime pas notre pays. Il le hait et a fait de son mieux pour le détruire ». Dans ces conditions, les radicaux hostiles au Front populaire prirent le dessus sur les autres; le 12, **Daladier**, leur porte-parole, forma un gouvernement sans ministres socialistes, mais avec des hommes issus la droite républicaine, comme Reynaud: c'était **la fin du Front populaire**, même si les socialistes continuèrent à soutenir Daladier durant quelques mois. À l'automne 1938, après Munich, la S.F.I.O. glissa franchement dans l'opposition, tandis que Reynaud prenait le ministère des Finances. .

E) Le retour des radicaux; la situation politique à la veille de la guerre.

Le gouvernement Daladier était là pour durer jusqu'aux élections de 1940; de toute façon, il **fut complètement accaparé par les affaires extérieures**, et ne put que gérer le pays

¹ En fait, il y avait belle lurette que l'État était tout-puissant dans les conseils d'administration, et notamment qu'il imposait la construction de lignes non rentables, au nom d'une logique de service public. Mais dans les années 1930, le rail était déjà sur la défensive face à la route...

au jour le jour. La production était revenue au niveau de 1913; le revenu par tête des Français représentait la moitié de celui des Américains et les deux tiers de celui des Britanniques; l'inflation avait eu sur le niveau de vie des effets aussi négatifs que la déflation du début de la décennie. Un pays dans un tel état ne pouvait qu'arriver très affaibli à la guerre: ce qui expliquait entre autres les reculades successives en matière de politique extérieure (voyez la partie suivante).

Dans ce contexte **l'œuvre intérieure du gouvernement Daladier** fut des plus mince. En novembre 1938, il décida d'"assouplir" la loi des quarante heures: c'était pour éliminer les goulets d'étranglement, pour accélérer le réarmement, mais aussi pour "remettre la France au travail" après deux ans de fainéantise. Reynaud commenta: « finie la semaine des deux dimanches ». On rétablit les heures supplémentaires, mais on en abaissa le tarif. La C.G.T. répliqua par une nouvelle grève générale, qui fut violemment réprimée: le pays semblait revenu aux heures sombres des grands conflits sociaux de 1920. Autre recul par rapport au Front populaire, l'O.N.I.B. disparut pratiquement en 1939, devenant un simple service du ministère de l'Agriculture. Malgré tout, une reprise économique s'amorçait; mais il était bien trop tard (cela permit quand même une stabilisation du franc, début 1939).

Au printemps 1939, Daladier essaya à son tour de mettre sur pied une nouvelle Union sacrée; il ménagea davantage la gauche, multiplia les visites officielles dans les régions françaises réclamées par l'Italie; mais il ne put rien faire contre l'annexion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne en mars 1939. En apparence, cette politique fut un succès: Daladier était populaire, car pour les modérés il avait mis fin à "la révolution", et pour ceux que l'extrême-droite inquiétait, il semblait avoir quelque peu requinqué le régime. L'extrême-droite était en déclin, à l'exception du P.S.F., de même du reste que la S.F.I.O. et surtout le parti communiste, et la C.G.T. qui n'avait plus qu'un million de membres en 1940. En juillet 1939, les Chambres votèrent une série de mesures natalistes (notamment un Code de la Famille qui prévoyait notamment pour la première fois des allocations familiales, des prêts pour les jeunes ménages, et une part d'héritage plus importante pour les fils de paysans qui acceptaient de reprendre la ferme familiale); prévoyant un conflit, Daladier fit voter aussi la prolongation du mandat des députés jusqu'en 1942.

En fait, **cette unité de façade cachait des haines profondes**, une absence totale de consensus sur quelque aspect que ce fût de la réalité nationale: les ouvriers étaient écœurés, les classes moyennes traumatisées par les grèves; l'extrême-droite en avait toujours après la République judéo-maçonnique, l'antiparlementarisme se portait mieux que jamais, y compris à gauche depuis que les radicaux avaient réitéré la trahison de 1926 et de 1934; les pacifistes "munichois" refusaient de défendre la République (voyez la partie suivante), la fidélité des communistes à la patrie et au régime dépendait exclusivement des ordres de Moscou. Les

Français vivaient dans des univers différents, ils ne se parlaient que pour s'insulter, ils lisaient des journaux qui rapportaient les mêmes faits sur des tons si différents qu'on pouvait les prendre pour des événements distincts. Enfin la tension internationale était déjà à son comble, lorsque le 23 août éclata le coup de tonnerre du **pacte germano-soviétique**: le monde entra dans la seconde guerre mondiale.

III-La débâcle de la politique extérieure de la France (1930-1939)¹

La crise mondiale bouleversa les équilibres géopolitiques: elle changea des données que l'on tenait pour éternelles, ou en tout cas bien établies par les traités et le rapport de forces issus de la grande guerre; elle modifia profondément les liens avec les partenaires traditionnels, elle obligea à rouvrir les cartes repliées avec soulagement vers 1923, à se pencher dans l'urgence sur des problèmes que les classes politiques ne maîtrisaient pas et auxquels les opinions publiques n'étaient guère familiarisées. Dans ces conditions, l'on assista à **une véritable débâcle de la diplomatie française** (mais aussi britannique), totalement incapable de s'adapter à la situation nouvelle et notamment à l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne.

Dans l'opinion, tandis qu'**un pacifisme radical**, compréhensible vu l'expérience de 1914-1918 mais inadapté à une décennie dominée par l'agressivité de l'Allemagne hitlérienne, **poussait certains** à toutes les compromissions, **à tous les défaitismes**, **une minorité**, essentiellement à gauche, **comprit**, à des dates variables, que face à Hitler l'on n'avait pas le choix et **qu'il allait falloir se battre**, si répugnante fût cette perspective, pour que la démocratie et la civilisation ne fussent pas emportées par la tourmente. L'ironie de l'Histoire veut qu'ils n'aient pu réagir aux agressions hitlériennes, défendre l'idée démocratique et réarmer la France, qu'en s'alliant avec les affidés de Staline, un homme dont l'affection pour la démocratie était toute circonstancielle et dont les projets pour l'Europe n'étaient pas plus sympathiques que ceux de Hitler; cette alliance contre nature finit par sauver effectivement la démocratie, peut-être bien un peu par hasard — mais avait-on réellement le choix? L'Allemagne nazie était frontalière de la France, pas l'U.R.S.S.: entre deux maux il fallait bien choisir le plus lointain... La complexité des enjeux et le caractère très confus de la situation, en cette décennie dont il faut tout de même rappeler qu'elle se termina par un pacte entre

¹ Pour une approche plus globale, mais aussi plus détaillée quant aux conférences et traités, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4. Les relations avec l'U.R.S.S. sont abordées dans le cours sur la Russie, au chapitre 6.

Berlin et Moscou, expliquent l'**immense désarroi** d'une bonne partie de la classe politique et des intellectuels: se méfier de Staline et des communistes était légitime, peut-être la gauche ne n'a-t-elle pas assez fait; passer de la recherche à tout prix de la paix à la haine de la gauche "belliciste" et de la République "enjuivée", et finalement rechercher une solution fasciste aux difficultés de la France, ce qui fut un cheminement fort banal à cette époque (surtout à droite mais pas seulement), était impardonnable.

Dans ce désarroi général, **la France** des années 1930 **renvoyait à l'étranger l'image d'un pays en crise** profonde; crise non seulement économique mais aussi démographique (j'y reviendrai au chapitre 18) et politique. Le bloc-or était un échec complet qui nous rendait ridicules, comme les tentatives désespérées pour s'assurer l'alliance d'improbables puissances balkaniques. La cacochyme République semblait complètement épuisée, promise au destin de tant d'autres régimes faibles emportés par la tempête: dans l'Europe d'alors la démocratie paraissait un anachronisme promis à disparition rapide. Les courants extrémistes progressaient: en 1934 une émeute manqua d'emporter le régime; en 1936 on put craindre que la Révolution et la guerre civile ne fussent en marche, comme en Espagne. Cette image s'opposait à celle d'ordre rétabli, de dynamisme retrouvé que renvoyaient, à l'aide d'une propagande massive et agressive, l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie et la Russie soviétique. C'était évidemment une perception des plus injuste: elle masquait le fait que la France, au moins, avait su résister aux tentations totalitaires, que même si la société française avait été fortement secouée par la crise elle avait mieux résisté que les sociétés russe, italienne ou allemande. Mais elle ne masquait guère le fait que la France n'était plus en état de faire la guerre à qui que ce fût, même pour se défendre.

A) Avant le Front populaire.

Au début des années 1930, la France se berçait des mêmes illusions qu'à la fin des années 1920: quant à l'économie (voyez plus haut); quant à l'Empire colonial (voyez au chapitre 14); quant à la solidité des alliances de revers en Europe centrale; quant à ses relations avec les autres grandes puissances européennes, démocratiques (la Grande-Bretagne) ou non (l'Italie, la "sœur latine"); quant à l'efficacité d'une diplomatie fondée sur le principe briandiste de la sécurité collective. De manière générale, **la France se berçait d'illusions quant à son statut de grande puissance**, à ses possibilités de maîtriser son destin.

Il y eut un seul grand ministre des **Affaires étrangères**, Louis Barthou (1862-1934), mais il fut assassiné à Marseille en octobre 1934, huit mois après son arrivée au ministère

(l'attentat visait le roi de Yougoslavie, en visite officielle en France, que Barthou venait d'accueillir à la descente de son bateau, et qui y laissa également la vie). Laval occupa le poste plusieurs fois, et lorsqu'il fut président du Conseil il suivit de très près les dossiers diplomatiques. À la Direction générale du **Quai d'Orsay** régna de mars 1933 à juin 1940 la figure élégante, mandarinale et compassée d'Alexis Léger (1887-1975), ancien conseiller diplomatique de Briand, meilleur poète (sous le nom de Saint John-Perse) que diplomate; le Quai, confondant comme souvent prudence et archaïsme de pensée, attendit 1936 pour se décider à l'audace de renoncer à l'espoir d'une relance de la politique de sécurité collective... Quant à l'**état-major**, il était toujours aux mains des vainqueurs du premier conflit mondial, qui n'avaient pas changé de conceptions stratégiques: "le feu tue", il faut subir l'assaut de l'adversaire et attendre qu'il s'épuise. Il n'y avait tout simplement aucun plan d'offensive! Les chevaux conservaient une place importante dans le dispositif: l'armée française dépensait plus en fourrages qu'en carburants... L'**opinion** enfin était toujours marquée par la boucherie de 1914-1918: tous vivaient dans la hantise de la mise en route d'un nouvel engrenage fatal, comme dans l'été 1914. Par ailleurs, tout le monde **fonctionnait en termes exclusivement franco-français**, sans aucune vision globale: même la gauche, avant son arrivée au pouvoir, s'attachait nettement plus au danger fasciste en France qu'à celui que représentait Hitler pour le monde. Lorsque le caporal autrichien remilitarisa la Rhénanie en mars 1936, les réactions, à droite et à gauche furent essentiellement pour demander un changement de gouvernement à Paris...

Avec l'**Allemagne**, en 1930-1932 l'heure était officiellement toujours à la réconciliation, mais à condition qu'elle acceptât sa position de vaincue et les obligations qui en découlaient. Ce fut pourquoi, lorsque la crise la plongea dans la misère, la France continua à exiger des réparations, ce qui contribua à la montée du nazisme; puis il fallut bien accepter le moratoire Hoover (en juin 1931), c'est-à-dire accepter la réalité de la puissance américaine; puis il fallut se contenter de trois milliards de marks (en juin 1932), puis enfin renoncer à exiger d'Hitler un reliquat qu'il se refusait à payer (sur tous ces points, voyez la première partie).

En janvier 1933, personne en France ne paria sur la survie du régime hitlérien, qui succédait à trois autres expériences nationalistes avortées. Même par la suite, **très peu comprirent que le nouveau chancelier n'était pas une nouvelle espèce de Bismarck** — en juin 1933 y eut un "pacte à quatre" entre l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. La plupart des rares lecteurs de *Mein Kampf* croyaient ce fatras de tirades maniaques parfaitement inapplicable; après tout, il y avait dix ans que Mussolini brayait des âneries qui ne connaissaient pas le moindre début de réalisation. Ceux, peu nombreux, qui s'en inquiétaient, se faisaient traiter de paranoïdes. Il faut dire que **les conséquences ultimes du nazisme n'avaient pas encore pris corps** — n'oubliez pas le choc que fut la découverte

du système concentrationnaire en 1945: personne n'imaginait que c'était possible, surtout dans la patrie de Marx et de Göthe. L'Allemagne des années 1930 apparaissait comme une dictature certes un peu hystérique, mais, plutôt moins sanglante que d'autres (beaucoup, beaucoup moins sanglante que l'U.R.S.S.!), et même plutôt moins antisémite que certains régimes d'Europe orientale comme celui de Horthy en Hongrie. À droite et au centre, elle avait également le charme entêtant de l'anticommunisme.

La France ne répondit pas aux coups de force du caporal moustachu, à son entreprise systématique de démolition du traité de Versailles, sinon par des déclarations indignées sans conséquences, par des conférences sans résultats concrets (comme à Stresa en avril 1935). Il faut dire qu'**il s'agissait pour l'instant d'événements internes à l'Allemagne**, et que "monsieur le Chancelier Hitler" affichait un désir de paix une fois que son pays aurait recouvré son rang: dans ces conditions il était difficile d'envisager de réitérer l'aventure de 1923, on avait assez reproché à la France son agressivité à cette occasion. Ainsi Laval, prisonnier aussi de sa propre politique de déflation qui l'empêchait d'engager des dépenses militaires importantes, laissa l'Autrichien hystérique dénoncer les clauses militaires du traité de Versailles et rétablir le service militaire obligatoire en mars 1935; puis en mars 1936 on le laissa réarmer la Rhénanie — il faut dire aussi qu'il n'était pas question de mobiliser alors, à deux mois des législatives. Qu'on même, Barthou tenta de resserrer les liens avec les **alliées d'Europe centrale**, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie; mais celles-ci étaient très affaiblies par la crise et par divers conflits internes. L'assassin de Marseille était un terroriste nationaliste croate, un "oustachi", en lutte contre la Yougoslavie dominée par les Serbes... En 1934, la Pologne ne trouva rien de mieux à faire que de signer un traité d'amitié avec l'Allemagne! Il est vrai qu'elle avait à son autre frontière l'U.R.S.S., qui ne rêvait que de la satelliser ou de la réannexer — en 1945, elle en annexa la moitié et satellisa l'autre. En tout cas, la France comptait bien peu dans toutes ces affaires.

Ce qui avait déclenché la fureur des Polonais, c'était que dans le même temps Paris avait entamé **un processus de rapprochement avec Moscou**. Bien avant le déclenchement de la dynamique de Front populaire, c'était dans la perspective purement géopolitique d'un retour aux alliances de revers les plus traditionnelles — la Russie, soviétique ou pas, était quand même mieux à même que la Pologne de résister à l'Allemagne. En août 1933, Herriot, alors président du Conseil, fit une visite officielle au pays des soviets; il en ramena, outre des déclarations enthousiastes auxquelles j'ai déjà fait allusion en note¹, un pacte de non-agression. Le mouvement s'accéléra à partir de 1934, lorsque Staline se convertit à l'idée d'une alliance avec les démocraties. Mais Barthou n'eut guère de temps pour agir et ce fut à Laval

¹ Il avait une certaine sympathie personnelle pour le bolchevisme; je l'analyse au chapitre 6 du cours sur la Russie.

qu'il revint, à l'issue d'une nouvelle visite officielle, de conclure un pacte d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S, en mai 1935. Cependant il ne fut pas ratifié avant le Front populaire, du fait de l'opposition d'une grande partie des députés modérés, théoriquement alliés de Laval.

Un long moment, de 1933 à 1936, la France tenta également d'affermir son alliance avec l'**Italie** de Mussolini, fort hostile à l'Allemagne de Hitler (en juillet 1934, les deux pays avaient été au bord de la guerre à la suite de la tentative de prise de pouvoir à Vienne par les nazis autrichiens); c'était l'une des grandes idées de Laval¹. Ce fut notamment pour ménager le *Duce* que la France renâcla à prendre la défense de l'Abyssinie (l'actuelle Éthiopie), État indépendant membre de la S.D.N., lorsque l'Italie l'agressa en octobre 1935: elle s'employa à retarder le vote de sanctions par la S.D.N., puis à limiter leur portée.

Il faut dire que la **Grande-Bretagne** n'était d'aucune aide: elle tournait le dos à l'Europe, cherchant essentiellement à éviter tout nouveau conflit sur le continent, et donc à apaiser les dictateurs nationalistes (cette politique désastreuse a gardé le nom anglais d'*appeasement*). Dans un premier temps, elle ne fut pas vraiment catastrophée du réarmement allemand, qui lui semblait contribuer à rétablir, sur le continent, un équilibre mis à mal par le militarisme français... Elle ne réagit pas à la remilitarisation de la Rhénanie. Elle ne se réveilla (brièvement) qu'au moment de l'agression italienne contre l'Abyssinie, qui menaçait Suez; mais ce fut pour négocier, avec Laval et Mussolini, un accord de dépeçage de ce pays, qui d'ailleurs ne fut jamais appliqué.

B) Du Front populaire à la déclaration de guerre; les effets du pacifisme.

La politique extérieure du Front populaire fut décevante y compris pour ses propres promoteurs, faute de temps, de calme à l'intérieur, mais aussi à cause des désaccords internes profonds sur ce point comme sur les autres. La France ne parvint pas à renforcer ses alliances centre-européennes: en mars 1937, la Yougoslavie signa un accord militaire avec l'Italie; lors d'une tournée en Europe centrale, un peu plus tard, Delbos ne put que constater que **la petite Entente n'existait plus**. Malgré les pressions des communistes Blum n'osa pas compléter par une convention militaire le pacte signé par Laval avec l'U.R.S.S. en 1935, ou ne le souhaita pas: il ne voulait pas donner de nouveaux arguments à ceux qui l'accusaient de jouer le jeu de Moscou; et puis l'état-major se méfiait d'une collaboration avec l'Armée rouge;

¹ Symétriquement, Laval avait des complaisances pour le fascisme, même s'il n'en percevait pas forcément la nature réelle (voyez au début de ce chapitre). Elles ne jouaient qu'un rôle limité dans les logiques diplomatiques: Laval alla en U.R.S.S. et Herriot ménagea Rome.

surtout c'était le temps des grandes purges stalinienne: et il n'y avait pas besoin d'être de droite pour juger que **l'U.R.S.S n'était pas un allié très présentable** — et que restait-il au juste de son armée? On ne savait pas tout de la répression; mais des officiers supérieurs étaient fusillés à l'issue de procès spectaculaires, après avoir avoué être des saboteurs et des espions nazis, d'autres mystérieusement disparaissaient des rôles de l'état-major...

La plus terrible épreuve qu'affronta le Front populaire en matière de politique extérieure, ce fut la **guerre d'Espagne**, qui éclata en juillet 1936, car elle révéla de profondes divergences en son sein. L'Espagne était un pays proche et où la gauche française lisait en accéléré un reflet de toute notre Histoire (la monarchie n'y avait été abolie qu'en 1931). La République espagnole aux abois appelait la France à l'aide, au nom de la solidarité entre gouvernements de gauche; et puis Franco était soutenu par Mussolini et Hitler, désormais alliés (à partir d'octobre 1936); il y avait danger de voir la France encerclée de puissances fascistes¹. Par ailleurs, le P.C.F. jeta tout son poids dans la mêlée, d'autant plus qu'en 1937 les communistes espagnols, ayant éliminé leurs adversaires les plus acharnés à gauche, les anarchistes et autres libertaires, avait pris plus ou moins discrètement le contrôle de la République espagnole². Ce fut l'épopée des **brigades internationales**, qui ne regroupaient pas que des communistes, loin de là, mais qui étaient armées par l'U.R.S.S. et pour la plupart encadrées par des kominterniens, rompus à l'organisation de la lutte au niveau international — surtout des kominterniens français évidemment, pour des raisons de répartition géographique des tâches³.

¹ Trois puissances ennemies alliées entre elles au nord, au sud-est et au sud-ouest, cela rappelait fâcheusement l'encerclement de la France par les domaines de Charles Quint au début du XVI^e siècle. Des générations d'écoliers avaient appris par cœur: "Marignan, 1515",...

² Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P2, et le cours sur la Russie, au chapitre 6. Encore une fois, le P.C.F., sans proprement désobéir à Moscou, s'engagea plus franchement au début que ne l'envisageait Staline, qui mit du temps à comprendre l'intérêt de ce pays lointain en termes de propagande en Europe occidentale.

³ Une simple allusion et une note sur les Brigades: c'est un peu triste, mais le programme est implacable, et je me dois à la concision... On ne rit pas! Basées à Albacete, fortes de trente-cinq mille hommes à leur plus haut, elles contribuèrent notamment à arrêter l'offensive des franquistes sur Madrid fin 1936 et début 1937 (voyez le film *Mourir à Madrid*); par la suite, les dissensions entre les communistes et les autres, et une certaine méfiance de la part du gouvernement républicain espagnol, les affaiblirent beaucoup. Il faut dire aussi que, composées de véritables volontaires (contrairement aux troupes italiennes qui appuyaient Franco) et formées à la hâte, elles n'avaient pas un sens fort développé de la discipline militaire, notamment les unités anarchistes, soutenues par leurs camarades espagnols, qui refusaient de ne pas élire leurs officiers et entendaient n'obéir à aucun ordre avant de l'avoir pesé, discuté, critiqué: on imagine l'effet, au front, de ces sympathiques dispositions d'esprit. Il semble même qu'on trouvait des provocateurs dans les Brigades, y compris des cagoulauds.

Elles n'accueillaient évidemment pas que des Français; on y trouvait notamment beaucoup d'Anglo-Saxons, dont Orwell; et des Italiens et des Allemands qui voulaient "sauver l'honneur". Parmi les kominterniens qui les encadraient, on peut citer Arthur London, un Tchèque, qui plus tard fut l'une des victimes des procès staliniens (voyez le film *L'aveu* et le cours sur la Russie, au chapitre 6); et aussi le yougoslave Josip Broz, le futur Tito; ou encore Walter Ulbricht, qui fut plus tard le numéro un de la R.D.A. Parmi les Français, qui représentaient le quart des effectifs, il faut évoquer André Malraux évidemment, dont l'exact degré d'engagement est sujet à moult controverses de peu d'intérêt: l'important, c'est que son roman *L'espoir*, paru dès 1937, a largement contribué, dans notre pays, au mythe des Brigades. Il y avait aussi des cadres du P.C.F., comme André

Les radicaux en revanche étaient très réticents à intervenir, car pour eux les républicains espagnols étaient de dangereux partageux, et aussi parce que, comme beaucoup de Français, ils craignaient que ce conflit local ne se généralisât à toute l'Europe (le fantôme de l'engrenage de juillet-août 1914 rôdait toujours dans les esprits): la France n'y était pas préparée, et vues les tensions politiques internes elle risquait de glisser elle-même dans la guerre civile. L'avenir proche montra que ces deux craintes n'étaient pas tout à fait dépourvues de fondement! Entre les deux, les socialistes étaient déchirés et divisés (Blum était en faveur d'une intervention, mais d'autres socialistes y étaient très hostiles, comme Paul Faure: ceux-là se regroupaient en un Comité d'Action socialiste pour l'Espagne); de plus ils étaient mal armés pour appréhender les nouvelles réalités: en juin 1936, Blum, dans ses discours post-électorales, envisageait toujours un retour aux principes de la sécurité collective! Croyait-il encore à cette date pouvoir ramener Hitler à la raison, ou simplement se résignait-il à complaire au pacifisme de l'opinion publique? Son ministre des Affaires étrangères, Delbos, n'était pas une très forte personnalité, et il ne fallait pas compter sur le Quai d'Orsay pour une quelconque audace. Finalement, **Blum, la mort dans l'âme, se résigna à la "non-intervention"**, ce qui était un constat d'impuissance: il laissa passer des combattants et des armes, mais ne donna pas un sou et n'envoya pas un seul soldat¹.

Cependant Blum sut comprendre qu'une guerre avec l'Allemagne nazie était désormais à peu près inévitable à moyen terme, et mena **une vigoureuse politique de réarmement**: la loi quadriennale votée en septembre 1936 contrastait heureusement avec l'incurie des gouvernements précédents — le Front populaire a consacré plus d'argent aux dépenses militaires qu'aux dépenses sociales! C'était une attitude courageuse, et la démonstration d'une capacité à évoluer intellectuellement, de la part d'hommes comme Blum qui, outre qu'ils appartenaient à la génération des anciens combattants de la première guerre mondiale, avaient été formés dans l'univers socialiste, c'est-à-dire dans le pacifisme et l'internationalisme. Mais il faut souligner que Blum avait été un partisan de l'Union sacrée en 1914, et jusqu'à la fin du

Marty; leur rôle ne fut pas toujours des plus brillants. Ce furent les agents espagnols et français du N.K.V.D., les services secrets soviétiques, qui assassinèrent notamment Carlos Nin, le dirigeant du P.O.U.M. (les socialistes révolutionnaires espagnols, non léninistes), et l'anarchiste italien Camillo Berneri. André Marty, homme violent et obsédé par un hypothétique "complot trotskiste", est resté pour les gauchistes "le boucher d'Albacete" (c'est le personnage de Massart dans *Pour qui sonne le glas* d'Hemingway, lequel ne fit pas partie des Brigades mais fit un assez long séjour à Madrid pour "couvrir" le conflit pour la presse américaine). Arthur London semble avoir été mêlé aussi à ces pages très sombres de l'Histoire de l'antifascisme: tous ces épisodes ont encore fait l'objet de polémiques en 1996.

Mais n'oubliez quand même pas qu'entre deux purges la plupart de ces hommes se sont battus avec courage... Et puis il faudrait évoquer aussi tous les autres, à 80% des ouvriers, Parisiens ou banlieusards pour moitié, communistes pour moitié aussi, y compris pas mal d'immigrés membres de la Main-d'Œuvre immigrée, une organisation satellite du P.C.F. qu'on retrouva dans la Résistance: parmi eux, beaucoup d'Espagnols et aussi des Nord-Africains — ceux-là étaient censés faire un contrepoids symbolique aux troupes "maures" de Franco, général de l'armée coloniale du Maroc...

¹ Ce qui n'empêchait pas l'extrême-droite de dénoncer "les avions de M. Cot" et de leur imputer des massacres... En fait, ils ne franchirent jamais la frontière (Blum l'avait refusé).

conflit; par ailleurs, même le pacifisme de Jaurès n'avait rien d'absolu, n'était pas un défaitisme: refuser de vivre à genoux sous un joug allemand pire que celui des capitalistes français, refuser de sacrifier le prolétariat français à l'idée de paix à tout prix, c'étaient bien des aspects essentiels de son enseignement (voyez au chapitre 6). Sans doute ces trois points sont-ils en rapport direct, **sans doute le Blum de 1936 était-il l'héritier direct du Jaurès de 1910, par-delà les excès et les équivoques du pacifisme des années 1920**¹. C'est peut-être sa fidélité à cet héritage contre vents et marées qui est le plus remarquable chez Blum... Malheureusement, le plan quadriennal de réarmement fut un semi-échec, et la France arriva fort mal préparée au conflit: ce fut à cause de la situation financière, de l'agitation sociale (très importante dans les industries de guerre), de la nationalisation des industries d'armements (elle provoqua plus de problèmes qu'elle n'en résolut: les cadres et les anciens patrons firent évidemment de la résistance) et de l'incurie de l'état-major qui ne sut pas utiliser l'argent. De plus, le réarmement accéléré aboutit à une dépendance accrue envers la Grande-Bretagne, dont la France dépendait pour une bonne partie de ses commandes de matériel; or la Grande-Bretagne était elle-même en pleine débâcle diplomatique, l'*appeasement* était sa seule stratégie en Europe.

La politique extérieure du Front populaire fut très violemment attaquée... et il ne s'agissait pas à l'époque de critiques pour défaitisme, ce qui fut une obsession du régime de Vichy (en 1941, au procès de Riom, Blum fut accusé d'avoir provoqué la défaite, notamment en encourageant l'agitation sociale dans les industries de guerre): ce que ses détracteurs reprochaient au Front populaire, surtout à droite mais aussi à gauche, c'était bien de préparer la guerre. Ce paradoxe ne se comprend que par le fait que **le pacifisme était en France la chose la mieux partagée**; pour beaucoup, vingt ans après la fin de la première guerre mondiale, il était devenu un dogme intouchable.

Les **anciens combattants** étaient encore là, dans la force de l'âge, électorat crucial pour tous les partis: la bataille de Verdun n'était vieille que de vingt ans en 1936 — on la commémora copieusement cette année-là, d'où une avalanche de "plus jamais ça". Il leur était inimaginable que cette guerre qui leur avait coûté leur jeunesse ne fût pas la "der des ders", que leurs sacrifices eussent été inutiles... Dans ces conditions, ceux qui ne prêtaient pas

¹ Ce n'est évidemment pas ce qu'on a retenu à gauche de la mémoire de Jaurès! On en a fait l'un des précurseurs du pacifisme communiste des années 1920, radical et axé sur une critique de la société capitaliste, dans la lignée de l'enseignement de Lénine (*L'impérialisme, stade ultime du capitalisme*). Le fait que la direction communiste, pour des raisons strictement tactiques, se soit rangée derrière Blum en 1936, ajoute à la confusion rétrospective — d'autant que les militants, eux, étaient restés bien plus proches de la sensibilité de Jaurès, même en pleine ère "sectaire". Tout ceci a fait qu'une mémoire "de Front populaire" de Jaurès, directement issue de la mémoire communiste, l'a emporté après 1945.

attention à la véritable nature du régime hitlérien, qui se laissaient bercer par les promesses réitérées du *Führer* de s'arrêter lorsque l'Allemagne aurait été réunifiée, percevaient Blum comme un nouveau Poincaré, fauteur de guerre par les "provocations" auxquelles il se livrait. Au contraire il fallait tout faire pour éviter une nouvelle boucherie, donner à Hitler les satisfactions qu'il demandait, notamment en Europe centrale (ce qui le détournerait de l'Alsace-Lorraine); certains allaient même jusqu'à dire qu'en cas d'attaque allemande il ne faudrait pas se défendre. Dans le cadre de mentalités formées dans les années 1920, cela apparaissait à certains égarés comme une attitude révolutionnaire! Beaucoup, quelles que fussent leurs opinions politiques, étaient prêts à tout pour éviter une guerre, même à la servitude: "**la France veut dormir**", disait une formule fameuse de l'époque. Quant à intervenir pour les Tchécoslovaques ou pour les Polonais... Que les Boches et les Slaves s'entretuassent, ce n'était pas notre affaire!

Il y avait un lien étroit entre pacifisme et hostilité au régime. Si la France ne pouvait vivre en paix, c'était qu'elle était menacée; si elle était menacée, c'était qu'elle était en **déclin**, et ce déclin réel était exagéré suivant la tendance nationale au ronchonnement et au catastrophisme; au pacifisme de principe s'ajoutait la conscience très claire que le pays ne résisterait pas au choc d'une nouvelle confrontation armée avec l'Allemagne. Louis Marin, l'une des figures de la droite modérée républicaine, exprimait ainsi une opinion très répandue: « nous ne pouvons nous offrir une bataille de la Marne tous les vingt ans »¹. Mais tout ceci était le plus souvent posé en termes moraux: plus que de déclin, on parlait de **décadence** — et bien sûr cette décadence avait forcément ses responsables. Il y avait plus d'une génération que Maurras et consorts les désignaient: la société moderne et son individualisme destructeur, le capitalisme et le libéralisme (politique et économique); leurs fourriers, les métèques, les f. .-m. ., les youtres, auxquels désormais s'ajoutaient les rouges: **l'ennemi était à l'intérieur**, qu'il fût une classe, une race, une loge. Qui "voulait la guerre", qui voulait faire couler le sang français? Le Juif Blum, le déserteur Salengro, les moscovites, les syndicats de voleurs, les salopards en casquette. Et pour défendre quoi? Les principes haïs de 1789, la République pourrie, la "gueuse" "démocrassouillée", "enjuivée", athée; la République couverte du sang des victimes du Six février. Et qui était-on censé aider? les communistes espagnols violeurs de nonnes; le "F. . Benes" et sa République tchéco-maçonne; les bolcheviks de Russie; les Polonais, c'est-à-dire des sauvages dont la France n'avait rien à faire. En mars 1939, Léon Daudet résuma cet argumentaire avec son élégance habituelle: « ce n'est plus Jacques

¹ À partir de 1935, les "classes creuses" de 1914-1918 arrivèrent sous les drapeaux; elles étaient deux fois moins nombreuses que les précédentes. « Encore un bain de sang et resterait-il une France? » souligne l'historien R. Paxton dans *La France de Vichy*. Céline exprimait le même genre de hantise dans *L'école des cadavres*: « nous disparaîtrons corps et âme de ce territoire comme les Gaulois, ces fols héros, nos grands dubonnards aïeux en futilité, les pires cocus du christianisme. Ils nous ont pas laissé vingt mots de leur propre langue. De nous, si le mot "merde" subsiste, ça sera bien joli ».

Bonhomme, c'est, paysan ou ouvrier, Jacques Couillonné, le cobaye de la démocratie sanguinaire qui doit aller crever sur un signe de tête d'un Juif qui l'a en horreur dans un obscur et lointain patelin dont il n'a pas la moindre notion. Ainsi le veulent la République et la liberté, liberté chérie ». La "gueuse" ne pouvait pas sauver la nation, puisque c'était un régime antinational.

Un autre facteur, à droite, favorisait ces dérives: l'**anticommunisme**, et bien sûr il ne jouait pas qu'au plan intérieur, pour la dénonciation des grévistes. L'U.R.S.S. était censée être le grand fauteur de guerre du continent; elle était censée chercher à plonger le vieux monde dans un nouveau conflit afin de fomenter la révolution — bref, cherche à refaire "le coup de 1917". Le fond de l'analyse n'était pas faux; l'U.R.S.S. avait effectivement une idéologie très agressive et toute une série de structures activistes à son service, même si elle avait dissous le Komintern en 1935; elle jouait les contradictions internes du capitalisme, y compris les guerres dont elle espérait tirer parti. Mais il y avait un autre ennemi plus proche et largement aussi agressif auquel il eût fallu se consacrer en priorité, et l'anticommunisme ne pouvait excuser aucune sympathie pour le fascisme ou le nazisme... L'argumentaire anticommuniste servait beaucoup contre Blum, ce pantin de Moscou. *Candide* écrivait: « prêcher la guerre c'est vouloir l'invasion, et c'est ce que les Soviets veulent nous voir faire »; et *L'Action française* (en 1936): « les Soviets ont besoin de cette guerre pour déclencher la révolution universelle ». Symétriquement, **l'extrême-droite minimisait l'agressivité des dictatures de droite** avec la plus parfaite mauvaise foi: même si on n'était pas franchement pro-nazi, on insistait sur le fait que Hitler combattait pour la civilisation contre le communisme, et que cela valait bien qu'on fermât les yeux sur le sort de quelques Tchèques. On voulait ignorer que Mussolini réclamait la Corse, la Savoie, Nice et la Tunisie; que le *Führer* voulait récupérer l'Alsace-Lorraine et avait des vues sur tous les territoires ayant jadis appartenu au Saint-Empire...

Même des conservateurs sociaux, complètement inconscients du danger mortel que les idées de Hitler représentait pour l'ordre social existant, partageaient ces lâchetés: en 1938, une époque où la droite traditionnelle et le patronat allemand avaient déjà été complètement marginalisés au profit du parti nazi et des S.S., où l'économie allemande avait été complètement étatisée, ils prenaient encore Hitler pour un rempart de la société capitaliste! Illusion partagée par les communistes, il est vrai.

Pour que la France renaquit il fallait d'abord détruire le régime, punir ses responsables et éliminer ses profiteurs; **cet objectif en vint à faire oublier complètement qu'il fallait aussi résister aux éventuelles agressions allemandes ou italiennes** — ces pays au contraire apparaissaient désormais comme des modèles: sous la houlette d'un chef, d'un

homme providentiel comme on en rêvait, ils avaient éliminé la démocratie et le communisme et ils étaient en pleine renaissance nationale! Il y avait forcément un rapport... De là à penser, même sans être à proprement parler un fasciste ou un nazi, qu'il fallait se mettre à l'école de la "sœur latine" ou même de l'ancienne ennemie, accepter au moins certaines de leurs leçons, il n'y avait qu'un pas; certains, vautrés dans la complaisance du déclin, étaient tout prêts à accueillir avec joie une défaite régénératrice. **"Mieux vaut Hitler que le Front populaire"**, assurait un slogan en vogue, disait-on, dans les manifestations extrémistes¹.

Bref, **la haine du régime l'avait emporté sur l'amour de la patrie**. François Mauriac, en 1939, eut ce commentaire: « quand le moment sera venu d'écrire l'Histoire du nationalisme, il sera curieux d'étudier **cette étrange évolution qui crée chez les nationalistes d'aujourd'hui une haine inconsciente de leur pays** ». Ce fut le grand paradoxe de cette génération: tandis que les socialistes et les communistes, qui étaient censés être des internationalistes, préparaient le pays à la guerre, **par pacifisme l'extrême-droite "nationaliste" inclinait massivement à l'extrémisme politique et au défaitisme**: c'est ce cocktail qui donna naissance au régime de Vichy, régime prétendument nationaliste qui trahit et collabora avec l'ennemi, consacrant toute son énergie à la lutte contre la démocratie.

Il est vrai que le nationalisme français était depuis longtemps de moins en moins agressif; les quelques vellétés de prise de contrôle de la rive gauche du Rhin en 1918-1919 ne doivent pas cacher que pour l'essentiel il n'y avait pas de revendications territoriales; la France était l'un des rares pays d'Europe où les nationalistes ne passaient pas leur temps à refaire les cartes du continent. C'était un effet heureux de la généralisation de la conception renanienne de la nation: si tout le monde tenait les Bretons pour des Français, en revanche personne ne tenait les Wallons et les Suisses romands pour des frères égarés à ramener dans le giron de la patrie; personne ne réclamait Barcelone sous prétexte qu'elle avait fait partie des domaines de Charles le Chauve². Le problème des nationalistes, ce n'était pas pas de réunir tous les Français en une "plus grande France", c'était la régénération, tâche purement "nationale" et sans lien avec les affaires du monde. Il s'agissait d'**un nationalisme de repli**, introverti et pessimiste, largement axé sur le rêve du retour à un "âge d'or" d'égoïste et douillette tranquillité — un état d'esprit qui

¹ René Rémond le fait prudemment précéder d'un "attribué à": apparemment il s'agit d'une simplification due aux partisans du Front populaire. Mais l'esprit était bien celui-ci.

² Cela dit, en 1945 de Gaulle rêva encore d'annexer le val d'Aran, région italienne de langue française (il n'obtint que quelques communes au-dessus de Nice); et à l'issue de la seconde guerre mondiale il y eut encore une tentative pour satelliser la Sarre!

débordait largement les milieux nationalistes, et que j'ai évoqué au paragraphe précédent¹.

N.B. Il y avait cependant des exceptions à ces douteux conformismes. Parmi les hommes de droite qui surent prendre la mesure des enjeux du temps, il faut évoquer notamment Paul Reynaud et Henri de Kéris, qui fut le seul député de droite à voter contre les accords de Munich; dans l'armée, le colonel de Gaulle, dont je reparlerai au chapitre suivant².

Par ailleurs, le **pacifisme de gauche** avait de beaux restes malgré la défection du P.C.F., dont l'attitude était d'ailleurs des plus ambiguë: plus que par des réflexions sur la guerre et la paix elle était commandée par Moscou, et pouvait changer du jour au lendemain: elle était purement tactique (même si elle rejoignait la tradition française du nationalisme jacobin d'extrême-gauche). Parmi les socialistes et les radicaux, ceux qui avaient compris qu'une guerre était inévitable et qu'il fallait s'y préparer avaient mauvaise conscience, et en étaient réduits à multiplier les circonvolutions explicatives lorsqu'ils tentaient de se justifier auprès de leur électorat. La dénonciation de la trahison de la cause de la paix par les communistes était l'un des fonds de commerce des anarchistes et surtout des trotskystes, puissants notamment au S.N.I., le syndicat des instituteurs, et dans les syndicats de postiers. Une (grosse³) minorité de socialistes était sur la même ligne, derrière Paul Faure, en théorie le numéro un du parti; tandis que Marceau Pivert, l'homme qui en mai 1936 avait annoncé que « tout [était] possible », mai avait déclaré la même année: « pas un homme, pas un sou pour la défense nationale », quittait la S.F.I.O. en 1938. Ce fut aussi l'évolution de **Déat** et de **l'U.S.R.**: à partir de 1937, Déat, qui n'avait toujours rien d'un extrémiste (l'U.S.R. avait trois ministres dans le gouvernement Daladier!), connut une dérive défaitiste qui l'amena à justifier toutes les capitulations face à l'Allemagne nazie: il fallait éviter la guerre à tout prix, les ambitions de Hitler étaient en partie légitimes; la France devait faire preuve de lucidité et accepter la renaissance inévitable de la puissance allemande. En mai 1939, au moment de la première campagne de Hitler pour réclamer le corridor polonais, il publia dans *L'Œuvre* un article demeuré fameux, intitulé ***Mourir pour Dantzig?***, où l'on trouvait notamment cette formule: « les paysans français n'ont aucune envie de mourir pour des Poldèves »⁴, et qui se

¹ En revanche, effet de décennies de culture de la guerre civile, les nationalistes ne pensaient plus le peuple français comme un tout, la nation comme une unité, comme au XIXe siècle Michelet et même Napoléon III. Ils retranchaient de ce qu'ils appelaient la France un certain nombre d'éléments; ils appelaient à trancher dans le tissu national, à manier sans pitié la hache réparatrice. Ils élisaient une aristocratie, aux contours d'ailleurs fort mal définis puisqu'ils détestaient à peu près tout le monde, mais à laquelle ils entendaient confier la reconstruction du pays.

² Non? Si!

³ Deux mille deux cent mandats contre deux mille huit cent au congrès de Nantes en mai 1939.

⁴ Terme inventé pour synthétiser toutes ces petites nations d'Europe centrale auxquelles on ne comprenait rien et qu'on méprisait indistinctement (on parlait aussi des "Moldo-Valaques" — eux existent vraiment, ce sont

terminait par un appel à la conciliation avec l'Allemagne. Le chef de file du néo-socialisme, sans être encore à proprement parler un fasciste (voyez plus haut), était mûr pour la collaboration.

Parmi les intellectuels qui soutenaient les idées pacifistes, outre les encartés à l'extrême-droite sur lesquels je ne reviens pas (mais n'oubliez pas les racines pacifistes de la dérive d'un Céline ou d'un Drieu), il y avait notamment **Jules Romains** (Louis Farigoule, 1885-1972), que ses *Hommes de bonne volonté*, épouvantable pudding de bons sentiments humanistes publié de 1932 à 1946, fait plutôt classer à gauche, même s'il n'aimait guère la IIIe République; et **Jean Giono** (1895-1970), intellectuel très écouté dont l'idéologie accueillait nettement plus d'éléments barrés-maurassiens même s'il avait soutenu le Front populaire à ses débuts (il dirigeait un espèce de phalanstère rural au Contadour, dans les Basses-Alpes): en 1937, il avait publié *Refus d'obéissance*, et en 1938, des *Lettres aux paysans sur la pauvreté et la paix*; il écrivait à la même époque: « je n'ai honte d'aucune paix ». Le pacifisme était en train de brouiller les frontières entre tous ces gens: on retrouvait leurs noms au bas des mêmes pétitions, pas précisément favorables au Front populaire. Dans la même mouvance l'on trouvait même Alain, déçu par le radicalisme, et Romain Rolland, communiste par pacifisme dans les années 1920, dépassé par l'évolution du Parti; Marcel Aymé, Pierre Mac

des Roumains). Le mot remontait à un canular monté en 1929 par l'*Action française* pour démontrer l'inculture des politicrassouillards de la "gueuse": un "Comité de Défense des Poldèves opprimés" avait lancé de vibrants appels à l'aide aux parlementaires, et, bien que signés par "Lyneczi Stantoff" et "Lamidaeff", ils avaient reçu nombre de réponses enthousiastes, essentiellement en provenance du Parti radical et de la S.F.I.O.

N.B. Le **canular politique** a longtemps été une tradition nettement marquée à droite: la jeunesse instruite était massivement à droite jusqu'en 1945. Le canular en tous genres est notamment une tradition de la rue d'Ulm: Brasillach et Maulnier en furent de redoutés spécialistes — la meilleure description d'un canular normalien est le roman *Les copains*, de Jules Romains (Ulm 1905), paru en 1913, où les notables de la IIIe en prennent du reste pour leur grade (vous connaissez tous la chanson que Gorges Brassens a écrite pour le film qui en a été tiré dans les années 1960); et puis la gauche était bien trop imbue du sérieux de sa mission historique pour pratiquer ce genre d'humour — les choses ont bien changé avec Mai 68, la critique du sinistre "socialisme scientifique", le situationnisme, etc.

Début 1914, des farceurs antiparlementaires avaient lancé le centenaire d'"Hégésippe Simon, le Précurseur", avec des effets semblables: on invita les parlementaires à inaugurer un monument dans le village de Poil, dans la Nièvre, et plus d'un répondit que malheureusement "il ne pourrait pas être à Poil le 31 mars". En 1933, à l'occasion du fameux voyage d'Herriot en U.R.S.S., l'*Action française* parvint à faire reprendre par une partie de la presse, y compris *Le Temps*, la nouvelle qu'il avait été fait colonel de l'Armée rouge, et ses discours émus de remerciement, plus vrais que nature.

Dans un genre voisin, des artistes indignés par la décadence de l'art moderne se livrèrent aussi à un certain nombre de canulars, dont le plus fameux date de 1910: ils parvinrent à exposer et à vendre à des collectionneurs des tableaux d'un certain Joaquim Raphaël Boronali, chef de file de l'école "excessiviste". C'était un âne (le "maître Aliboron" de La Fontaine) qui s'était exprimé à l'aide de pinceaux attachés à sa queue... Parmi les responsables de la mystification, le peintre Maurice Utrillo, impressionniste attardé, mais aussi les jeunes écrivains Roland Dorgelès, Pierre Mac Orlan et Francis Carco, dont aucun n'était précisément de gauche même si les deux derniers avaient la veine "populiste".

Orlan; surtout, en juin 1936 les pacifistes à tout crin prirent le dessus au C.V.I.A., qui échappa complètement au Front populaire.

Tout ceci faisait que la France n'avait pas les moyens de s'opposer aux menées de Hitler. Il ne s'agissait pas seulement de moyens matériels, militaires (encore que bien sûr l'affaiblissement dû à la crise économique joua un rôle), mais bien d'abord de moyens moraux. La France, épuisée, déboussolée, ne savait plus où elle en était, ce qu'elle devait défendre, ce qu'elle devait combattre. Le sommet de cette décadence et l'un des épisodes les plus honteux de notre Histoire diplomatique, ce fut **la conférence de Munich**, en septembre-octobre 1938, lorsque les Français et les Britanniques, pour éviter une guerre, cédèrent à toutes les demandes de Hitler concernant la Tchécoslovaquie. Ce pays était théoriquement un allié de la France et c'était la dernière démocratie d'Europe centrale... À son retour de la conférence, le président du conseil Daladier, qui s'attendait à être conspué, fut applaudi par la foule; Sartre a tiré de cette scène une page célèbre, la dernière du *Sursis* (paru en 1945) — « les cons! ». Tandis que la droite républicaine, en la personne de Flandin, applaudissait, et que Maurras pour l'occasion renonçait à son antigermanisme, une pétition pacifiste du syndicat des instituteurs recueillait cent cinquante mille voix en quelques jours... Lorsque Daladier demanda à la Chambre d'approuver la déculottade de Munich il n'y eut que soixante-quinze voix contre, dont celles des soixante-treize communistes, toujours fidèles à la ligne de Moscou, auxquels s'ajoutaient un socialiste et le député de droite Henri de Kérisis. La plupart des socialistes, il est vrai, approuvèrent les accords de Munich sans illusion, dans le but de gagner du temps pour réarmer: Blum notamment.

Ce n'était plus du tout dans le pacifisme de Briand: Munich, ce n'était plus des bons sentiments, c'était de l'abdication. En décembre 1938 il y eut une ultime tentative pour revivifier le pacte à quatre! À quatre avec Hitler et Mussolini... Ce ne fut qu'en 1939, lorsque le *Führer* menaça de s'attaquer désormais à la Pologne, c'est-à-dire à des territoires décidément non allemands, que la majorité des Français (et le *Foreign Office*) comprirent qu'on ne l'arrêterait décidément pas par des concessions et qu'une nouvelle guerre était inévitable. Mais c'était trop tard, les Français n'étaient pas prêts: ils n'avaient plus confiance dans leur vieux pays en déclin, dans leur vieille République épuisée, dans leurs hommes politiques déconsidérés, dans leur armée (désormais l'extrême-droite accusait le Front populaire de ne pas avoir assez réarmé). **Le désastre de 1940 était inscrit dans les renonciations des années 1930.**

Cela dit, lorsque le conflit éclata le 2 septembre 1939, il n'y eut, à part les communistes désormais alliés à Hitler par Staline interposé, que deux opposants à la guerre,

dont Laval — plus un tract pacifiste signé par une trentaine d'intellectuels, dont Jean Giono, à qui cela valut quelques semaines de prison, et Alain (mais Déat ne se manifesta pas).